n° 459
SEPTEMBRE
2017
4,60 €

s!lence

VERS UNE ÉCOLE SANS ÉCRANS ?

TOUT LE MONDE A LE DROIT DE BIEN SE NOURRIR

LE STATUT DE MINEUR·E EN QUESTION

écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À…

Pascal Gygax,
chercheur en psychologie, Université de Fribourg

Dé-masculiniser la langue française

Vous travaillez en psycholinguistique à l'Université de Fribourg sur les représentations sociales véhiculées par le langage. Quelles sont les conséquences de la forme grammaticale masculine sur nos représentations sociales ?

Nous mesurons la façon dont deux phrases qui se suivent sont traitées. Par exemple, après une phrase comme "Les musiciens sortirent de la salle de concert", avec quelle facilitée est lue et traitée une phrase comme "une des femmes portait un manteau de pluie". Ici, nous nous intéressons surtout au lien possible entre le terme "musiciens", au masculin, et le fait que le groupe est également composé de femmes. Grâce à ce paradigme, nous montrons surtout qu'une phrase comme "Un des hommes portait un manteau de pluie" est traitée beaucoup plus facilement, ce qui nous donne une indication claire sur les biais de représentation engendrés par le masculin.

Parfois, nous testons également plus directement l'impact des formes grammaticales sur la manière dont les gens se représentent différents métiers. Par exemple, nous présentons des métiers et autres activités à des jeunes de 14 à 18 ans, en leur demandant, pour chaque métier ou activité, qui – des femmes ou des hommes –, a le plus de chances de réussir dans ces métiers. Pour les plus jeunes – entre 2 et 5 ans –, nous leur présentons des images constituées soit d'hommes, soit de femmes et d'hommes, et mesurons leur mouvements oculaires lorsque nous leur demandons "Regarde les [*métier*]" (par ex., *regarde les musiciens*).

De manière générale, tous les paradigmes que nous utilisons montrent que le lien *forme grammaticale masculine = homme* est toujours activé, de manière passive, c'est-à-dire de manière incontrôlable. Nous pouvons parfois activer le sens générique du masculin, avec beaucoup d'effort, sans toutefois réussir à inhiber son sens dit spécifique (*masculin=hommes*).

Quels sont les moyens pour lutter contre cette vision genrée de la société véhiculée par la langue française ?

Pour envisager les moyens de lutter contre cette vision genrée, il est important de bien comprendre les problèmes. Selon nous, il y a deux problèmes principaux. Premièrement, la simple existence d'une marque grammaticale de genre, binaire, nous pousse constamment à activer le genre (de manière binaire), même lorsque celui-ci n'est absolument pas pertinent (de fait, il l'est rarement). Il serait dès lors souhaitable d'avoir des termes sans genre grammatical, à l'instar du Finlandais. Deuxièmement, l'attribution d'une valeur générique au masculin, en plus de sa valeur dite spécifique, est extrêmement discutable. D'un point de vue psychologique, notre système cognitif doit constamment choisir entre deux sens pour résoudre une ambiguïté sémantique importante. Dès lors, si nous souhaitons parler de femmes ET d'hommes, il faut adopter des formules épicènes, neutralisées ou féminisées. Pour un guide relativement complet, je vous invite à consulter le site de l'Université de Lausanne *Les mots de l'égalité* (www.unil.ch).

Est-ce que toutes les langues sont genrées de cette façon ?

Non, mais il existe tout de même environ 89 langues qui ont un genre grammatical dont le sens est directement lié aux femmes et aux hommes. L'attribution d'un sens générique au masculin est courant dans ces langues, malheureusement. Nous étudions à l'heure actuelle les possibilités d'introduire des formes grammaticalement non marquées en Français, à l'instar de la Suède, qui, depuis 2012, a progressivement introduit le pronom personnel non marqué *hen*. Notez que pour des langues comme le Japonais, s'il n'existe pas de marque grammaticale de genre, il existe tout de même des formules différenciant le genre.

LE MOIS DE LASSERPE

SOMMAIRE

■ DOSSIER

VERS UNE ECOLE SANS ÉCRANS

5 Le numérique à l'école : refus et résistances

Silence *a interrogé plusieurs enseignant·es sur leur expérience de la numérisation de l'école et sur leurs pratiques de résistances individuelle et collective.*

9 Un désastre écologique, social et pédagogique

Dans Le Désastre de l'école numérique*, Philippe Bihouix et Karine Mauvilly dénoncent les mensonges du discours dominant qui fait du numérique "un graal consistant à doubler chaque être humain d'une machine".* Silence *leur a demandé quelques éclairages.*

12 D'un écran à l'autre... la journée d'une collégienne

A quoi ressemble une vie de collégienne dans une société phagocytée par les écrans ? C'est ce que racontent des membres du collectif Un projet de décroissance *dans un récit qui s'inspire de la vie quotidienne.* Silence *en publie quelques extraits.*

14 Quelles alternatives pédagogiques à l'école numérique ?

La numérisation est censée apporter une dimension interactive à l'enseignement, aider à motiver les élèves, lutter contre les inégalités... Mais il existe de nombreux moyens d'atteindre ces objectifs sans passer par le numérique.

■ CHRONIQUES

16 *Bonnes nouvelles de la Terre :*

Plutôt que le béton à Gonesse,

une belle alternative est possible

21 *Nucléaire ça boum ! :*

Contre la bombe, donc contre l'OTAN

25 *L'écologie, c'est la santé :*

Un pas en avant vers la biodiversité dans les fermes

■ ARTICLES

28 Tout le monde a le droit de bien se nourrir

Alors que les circuits courts se multiplient, les quartiers populaires semblent rester à l'écart des réseaux de proximité. Silence *est allé à la rencontre de plusieurs initiatives qui tentent de briser ces inégalités et de rendre accessible une production biologique et locale.*

31 Le vélo sous la pluie

Combien de personnes prennent prétexte des jours de pluie pour affirmer que rouler uniquement en vélo n'est pas possible ? Pourtant, les relevés précis montrent que l'on se mouille assez peu en vélo.

32 La prodigieuse marge de progression écologique des transports

Repenser nos transports autour de véhicules ultra légers révèle des possibilités insoupçonnées.

34 Réinventer la radio

Après l'euphorie pirate de la fin des années 1970 puis celle du début des années 1980 et la libéralisation des radios associatives, les décennies qui suivirent connurent une certaine débandade militante pour laisser la place au commercial. Qu'en est-il aujourd'hui avec le développement du Web et des nouvelles technologies de communication ?

36 Le statut de mineur·e en question

Le statut de mineur·e est censé protéger les enfants et les jeunes. Mais ne les rend-il pas également plus vulnérables en leur déniant la plupart des droits civiques et en les livrant à l'autorité des adultes ? Traiter un enfant comme son égal et lui permettre d'exercer un pouvoir sur sa vie, serait-ce forcément lui voler son enfance ? Un lecteur ouvre le débat.

39 Notre-Dame-des-Landes Faut-il agrandir l'actuel aéroport ?

Le gouvernement pourrait accepter d'annuler le projet actuel d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes au profit de l'agrandissement de l'actuel aéroport. Une victoire pour une partie de l'opposition locale, pas pour les écolos.

40 Kamishibai : dessiner pour briser le silence nucléaire

Originaire d'Hiroshima, le dessinateur Teppei Ikumasa a assisté au deuil silencieux de milliers de Japonais·es, traumatisé·es par l'attaque atomique de 1945. "Les personnes concernées ne souhaitent pas souvent raconter leur histoire", *dit-il, par peur des conséquences et du qu'en dira-t-on. Leurs existences se sont éteintes dans la discrétion, emportant avec elles la mémoire des victimes.*

■ BRÈVES

15 Femmes, hommes, etc. • **16** Alternatives
18 Vélo(rution) • **18** Climat • **19** Environnement
20 Énergies • **20** OGM • **21** Paix • **22** Nord/Sud
23 Nucléaire • **24** Politique • **24** Société
25 Santé • **26** Agenda • **27** Annonces
41 Courrier • **42** Livres • **46** Quoi de neuf ?

Prochain dossier

Les élections municipales à mi-mandat

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **28 juin 2017**.

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 3e trimestre 2017 - **Tirage :** 4450 ex. - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Francis Levasseur - **Directrice de publication :** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Rémi Huneau, Mike Keefe, Lasserpe - **Correctrices :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Emmanuelle Pingault - **Photographes :** Alain Bachellier, BLS208, CFDT, elkadata.com, MAN, Romain Nicolas, Axel PC, PAM PERGA, Pixabay - **Et pour ce n° :** Michel Bernard, Bastien Charbouillot, Philippe Crassous, Lorène Lavocat, Claude Mirandola, Christophe Ondet, Jocelyn Peyret, Marlène Tuininga, François Veillerette, Francis Vergier - **Couverture :** Pierre-Emmanuel WECK - **Internet :** Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence
9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre,** Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

DR

Ecole du dehors de Saint-Vaast (Belgique)

DR

Ecole maternelle en Nouvelle Calédonie

DR

Production numérique, école Saint-Amand à Bailleul (Nord)

DR

Tablettes, école de Piana (Corse-du-Sud)

ÉDITORIAL

La numérisation est-elle le destin de l'école ?

Le "plan numérique" lancé en 2014 en France inaugure une numérisation à grande échelle du système d'enseignement. Pour communiquer avec les parents comme avec l'administration, les enseignant·es passent par des systèmes informatiques. Pour apprendre, les enfants sont munis de tablettes. Pour enseigner, le tableau blanc interactif est de mise. Le tout dans un revivifiant bain d'ondes wifi.

Faut-il se réjouir d'une telle mutation présentée comme une indispensable modernisation de l'école ? La rejeter en bloc au nom d'une malfaisance généralisée du monde de l'informatique, de l'internet et des écrans ?

Les enjeux sont multiples entre la question des ondes liées au wifi et celle du contrôle généralisé lié aux bases de données informatiques. Entre la question de la déshumanisation liée à l'informatisation des manières de communiquer, et celle de l'accoutumance des enfants à une vie sur écrans sans capacité d'autonomie en dehors de ceux-ci. Entre la question des enjeux économiques liés aux matériels informatiques et logiciels éducatifs, celle de l'intérêt pédagogique très contesté de ces innovations techniques, et le poids écologique de ce modèle.

Face à l'échec relatif de l'école actuelle, qui décourage de nombreux enfants pourtant habités par une grande curiosité pour le monde et une envie d'apprendre, est-ce l'omniprésence des écrans qui va résoudre le problème ? Ou bien est-ce en se tournant vers des approches et des pédagogies alternatives aux cadres actuels de l'enseignement que nous apprendrons à éveiller l'intérêt, l'intelligence et la créativité des jeunes humains ?

Ce n'est pas sans provocation que nous avons titré ce dossier "Vers une école sans écrans", tant il nous semble essentiel de faire un pas de côté par rapport à la marche forcée vers une numérisation sans cesse accrue de l'école — et de nos vies dans leur ensemble.

Guillaume Gamblin

Couverture : Café Zoïde, Paris © Pierre-Emmanuel WECK

DR

Ecole numérique, Polynésie

Le numérique à l'école : refus et résistances

Silence a interrogé plusieurs enseignant·es sur leur expérience de la numérisation de l'école et sur leurs pratiques de résistances individuelle et collective.

L'HISTOIRE COMMENCE EN 2011 AVEC DES éleveurs et éleveuses de brebis qui désobéissent à l'obligation de pucer leurs animaux. Puis des représentant·es d'autres professions (travail social, médecine, menuiserie, etc.) se fédèrent dans le réseau *Ecran Total* en 2013. Afin de résister à une même logique qui se trouve à l'œuvre dans ces différents domaines : "*l'informatique et la gestion détruisent nos métiers et dégradent les relations sociales.*"

L'*APPEL DE BEAUCHASTEL* CONTRE L'ECOLE NUMÉRIQUE

Parmi elles et eux, "*plusieurs membres de l'Education nationale se retrouvent et souhaitent lancer une initiative à leur niveau*" et lancent fin 2015 l'*Appel de Beauchastel*, explique Hervé Krief, l'un des signataires. "*Pour notre part, ce que nous voulons, c'est être avec nos élèves et non servir d'intermédiaires entre eux et les machines*", explique la soixantaine de signataires. Pour elles et eux, l'enseignement numérique est "*la fin du métier d'enseignant*". Il ne faut pas oublier que "*la relation d'apprentissage est avant tout une relation humaine*".

"*Nous n'utiliserons pas le cahier de texte numérique ni les multiples écrans dont on prétend nous équiper (tablettes, tableaux numériques ou même smartphones). Nous nous opposerons aux équipements générant d'importants champs électromagnétiques ainsi qu'à la concentration des données scolaires dans des bases centralisées*", concluent-ils.

Depuis, le nombre de signataires augmente peu mais les lettres de soutien et les témoignages affluent.

LA NUMÉRISATION DES PRATIQUES D'ENSEIGNEMENT

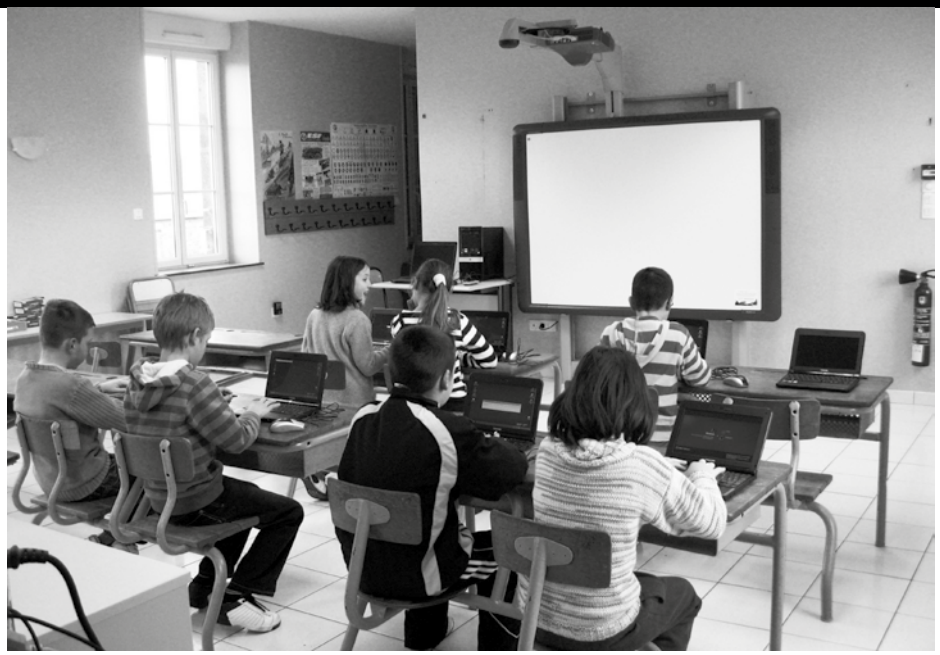
Ce que décrivent les enseignant·es que nous avons interrogé·es, c'est avant tout une transformation progressive et imposée de leurs pratiques pédagogiques et administratives.

"*J'ai été confronté au numérique pour la première fois dans les années 2000*, explique François, enseignant en collège dans les Hautes-Alpes. *Le Conseil général avait décidé d'offrir des ordinateurs portables à chaque élève d'une classe-pilote de 4e, ainsi qu'une connexion internet à leurs familles. Quand j'ai posé des questions sur l'intérêt pédagogique d'une telle mesure, je n'ai reçu aucune réponse ni argument valable, à part 'c'est gratuit' et 'c'est le progrès'. J'ai mesuré alors la vacuité du discours de l'institution à ce sujet.*"

"*L'école est dans un état de grand désarroi*, estime Florent, qui enseigne le français au collège. *Le numérique s'implante sur ce désarroi* (1). "

(1) Citons notamment le tableau blanc interactif (TBI), le tableau numérique interactif (TNI), les postes informatiques, les tablettes, le wifi, le cahier de texte numérique, l'espace de travail numérique…

« Le danger n'est pas dans la multiplication des machines mais dans le nombre sans cesse croissant d'hommes habitués, dès leur enfance, à ne désirer que ce que les machines peuvent donner. »
Georges Bernanos



DR

▲ *Ecole de Saint-Cornier-des-Landes (Orne)*

- Appel de Beauchastel, 27 ter, rue des Terras, 07800 Beauchastel
- Ecran Toral, Faut pas pucer, Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax, ecrantotal@riseup.net

QUELLE PLACE POUR LE NUMERIQUE A L'ECOLE ?

Certain·es rejettent le numérique de manière assez radicale, à l'instar de Florent qui se dit opposé au "monde numérique" dans le cadre d'une critique plus vaste de la société capitaliste industrielle. Il caresse d'ailleurs le projet de créer une école sans écran.

D'autres, comme François, estiment que l'usage du numérique peut être intéressant dans certains contextes très marginaux seulement (pour certains handicaps…).

Pascal, lui, n'est pas signataire de l'*Appel de Beauchastel*. Il dit pourtant partager l'ensemble de sa critique du numérique. Mais il pense qu'il est important qu'il y ait, au sein de l'école, une éducation au numérique. "*Pas pour leur apprendre à s'en servir ou à en faire 'bon usage'. Mais pour apprendre aux enfants à s'en défendre. Il ne sert à rien de faire l'autruche, les enfants l'utilisent déjà massivement hors de l'école. Il faut leur apprendre à se prémunir contre ses pièges. A désacraliser internet, à comprendre par exemple que ce qui est référencé sur internet est le fruit d'un marchandage. Voir les logiques marchandes derrière cela, être armés contre les manipulations, la pornographie, le terrorisme, la consommation ou encore le harcèlement.*"

Argument contesté par Hervé, signataire de l'Appel de Beauchastel : "*C'est un leurre de croire que l'on va enseigner de bonnes pratiques d'internet. De plus, il n'y a pas de matière sur les usages d'internet actuellement*", mais seulement un envahissement illimité des pratiques pédagogiques. "*Nous n'avons pas à gérer les nuisances d'internet*", poursuit-il.

LES ECRANS SONT PARTOUT

Peu à peu, le numérique s'est infiltré dans tous les espaces-temps de la vie enseignante et de la relation. "*Les ordinateurs commencent à remplir les CDI*, poursuit François. *Ceux-ci ressemblent à des*

Un juteux partenariat public-privé

Fin 2015, *Microsoft* a conclu avec l'Education nationale un partenariat d'une durée de 18 mois qui prévoit notamment la formation des enseignant·es à ses outils et l'accès à certains logiciels "propriétaires". Ce contrat constitue pour la firme "un pari prometteur sur l'avenir grâce à l'apprentissage 'gratuit' de millions de jeunes aux outils que *Microsoft* compte bien leur vendre ensuite", commente Eva Thiebaud sur le site *Bastamag* (1). Autrement dit, la multinationale bénéficie avec ce marché extrêmement juteux d'un public "captif"de 10 millions d'élèves…

Pourtant, Eva Thiebaud rappelle qu'un certain nombre de communes ont opté pour équiper leurs établissements scolaires de logiciels libres et donc gratuits, à l'image de Mions (Rhône), 12 000 habitant·es, qui économise ainsi 40 000 euros par an. Mais pour le moment, 10 % seulement du budget consacré par l'Education nationale aux logiciels est consacré à des produits sous licence libre. Le développement de ceux-ci est pour le moment passablement verrouillé par le partenariat avec *Microsoft*. Par ailleurs, cet argent pourrait être investi dans autre chose que du temps d'écran pour nos jeunes pousses.

(1) "L'Education nationale, champ de bataille entre logiciels libres et multinationales de l'informatique", *Bastamag.net*, 1er septembre 2016

cybercafés avec chaque élève devant son écran, et un coin pour la lecture de livres. Dans la plupart des salles des profs aussi, c'est chacun devant son écran. Ce n'est plus le tripot que j'avais connu dans un précédent poste, dans lequel on boit le café et on refait le monde, où il y a de la vie et où, au détour d'une conversation, on décide de partager un projet pédagogique."

"*Toutes les salles de mon collège sont équipées d'ordinateurs*, poursuit Élise, qui enseigne l'histoire-géo. *Certains collègues n'ont plus que des tablettes. Moi, je ne m'en sers pas du tout. Mais en mathématiques, ils y sont obligés car les programmes incluent la programmation informatique."*

Même dans la gestion des choses simples de la vie, l'écran vient faire écran à la vraie vie. Ainsi, Elise donne l'exemple d'une chaise cassée dans sa classe. Avant, elle laissait un mot dans un carnet fait pour cela et elle en discutait avec les agent·es d'entretien. Aujourd'hui, ces dernier·es lui répondent : "*Envoie-moi un ticket par internet.*" "*J'ai dû échanger quatre mails pour réparer une chaise*", s'étonne-t-elle, constatant que les agent·es d'entretien sont sommé·es de passer par ce circuit pour que leurs tâches soient contrôlées…

LES MULTIPLES VISAGES DE LA NUMÉRISATION IMPOSÉE

Le tableau ne s'arrête pas là… Les tableaux blancs numériques interactifs (TBI), parfois connectés à internet (TNI), sont expérimentés dans certains établissements. Mais leur bilan semble lamentable (voir encadré). Et ils induisent un apprentissage vertical, allant de l'enseignant·e vers les élèves. Les tablettes permettent un travail plus horizontal, en petits groupes… "*Mais c'est déjà le cas avec les cahiers, les livres, les feuilles !*" s'amuse Pascal, enseignant dans le primaire. Ce dernier a observé l'usage des tablettes par ses collègues et constaté que ceux-ci n'utilisent que des applications payantes, qui au demeurant ne l'ont pas convaincu. L'idée d'une séduction des élèves par l'outil numérique est selon lui une imposture.

Outil ? "*Un outil, c'est quelque chose que je vais chercher quand j'en ai besoin, puis que je repose,* explique François. *Mais ici, il n'y a aucun besoin, et on nous le donne, on nous dit de nous en servir, on nous l'impose.*"

Florent cite aussi les bulletins de notes informatisés, qui font que les notes des élèves se retrouvent sur un serveur informatique extérieur à l'établissement, avec une concentration d'informations sur les jeunes. Pour sécuriser l'accès à ce serveur, les profs ont été muni·es d'un boîtier sécurisé à code, similaire à celui utilisé dans les banques. "*Surréaliste !*", s'exclame l'enseignant (2).

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES, REFUS ET SANCTIONS

L'appel numérique au début de chaque cours et le remplissage du cahier de texte numérique se sont ajoutés aux obligations administratives de présence et d'assiduité. Elise, François, Florent se refusent à effectuer ces tâches. Tous les trois ont reçu des remontrances de leur responsable d'établissement. Pour Elise, le refus de remplir le cahier de textes en ligne est apparu sur le rapport de l'inspectrice.

A chaque changement de principal, François est convoqué pour un rappel de ses obligations. Il répond toujours qu'il les refuse car il les trouve inutiles. Lors d'une inspection, il voit sa note baisser, ce qui est exceptionnel. Après l'arrivée d'un nouveau principal et un nouveau refus, il est convoqué par le recteur d'académie au motif qu'il ne procède pas à l'appel en ligne sur le logiciel *Pronote*. Il reçoit ensuite un avertissement pour "désobéissance hiérarchique et manquement aux obligations de service". C'est pour l'instant le seul désobéisseur de ce type à avoir reçu une sanction disciplinaire. Et il regrette le peu de solidarité exprimée par ses collègues…

Le tableau blanc lave-t-il plus blanc ?

Le TBI est de plus en plus répandu dans les salles de classe. Utilisé avec un projecteur relié à un ordinateur ou à internet, il est censé diversifier les pratiques pédagogiques. Mais un rapport de Thierry Karsenti, publié en 2016 au Québec (où le TBI est utilisé depuis plus longtemps), casse ce mythe. Premièrement, il n'y a pas moins interactif que ce système qui place l'enseignant·e en posture magistrale. Par ailleurs, changeant de salle régulièrement, neuf enseignant·es sur dix rencontrent des problèmes pour paramétrer la machine ; 93 % ont déjà eu recours à un·e technicien·ne. Tout cela est chronophage. Enfin, le TBI est utilisé comme un vidéoprojecteur classique dans l'écrasante majorité des cas. Seulement 1 % des enseignant·es développent d'autres usages plus complexes ! Une réussite, on vous dit.

(2) Le "livret scolaire numérique", quant à lui, est le dossier scolaire de l'élève, interne à l'établissement. Là encore, il regroupe de nombreuses informations sur le profil administratif et pédagogique de l'enfant. Selon Florent, ces données centralisées servent de base à de nombreuses études statistiques utilisées pour orienter les politiques éducatives.

"Notre métier est l'un des derniers métiers artisanaux", explique un groupe d'enseignant·es au collège. La numérisation va de pair avec une industrialisation de la profession, et entraîne comme ailleurs un morcellement des savoir-faire et leur intégration dans des machines, dans le but de faire des gains de productivité. Et de conclure : *"L'industrialisation d'un corps de métier a toujours pour conséquence une baisse de la qualité des productions"*.

L'Ecologiste, *n° 46, 2016*

DR

▲ *Ecole numérique de Port-Sainte-Foy (Dordogne)*

POURQUOI REFUSER ?

"Au départ, j'ai refusé car je suis contre l'extractivisme qu'implique le système informatique. On amuse nos enfants avec des 'serious games' (jeux vidéos didactiques) alors que des gamins meurent dans des mines de coltan pour fabriquer [les appareils]", explique Elise.

François, lui, insiste beaucoup sur l'importance de la relation. Dans bien des cas, estime-t-il, le numérique la parasite. *"L'écran fait écran entre les personnes,* poursuit-il. *Lorsqu'il arrive en classe, le prof commence par allumer son ordinateur pour faire l'appel, il ne regarde pas les élèves."*

SE FEDERER POUR BRISER L'ISOLEMENT

Dans un contexte où la soumission aux nouveaux "outils" numériques est de mise, l'*Appel de Beauchastel* est vécu par ses signataires comme un espace de respiration bienvenu. *"J'en venais à me demander si ce n'était pas moi qui étais dans l'erreur,* témoigne Elise, qui avoue : *Si j'avais été seule, j'aurais fini par remplir le cahier de texte numérique. Mais là, je vois que je ne suis pas seule. Et que j'ai de bonnes raisons de le faire."* Même son de cloche chez François qui a trouvé cela *"très réconfortant"*. Il trouve courageux, notamment, les plus jeunes qui tiennent des positions de refus. Et il termine par une réflexion sur l'autonomie, tant vantée comme l'une des multiples vertus de l'école numérique : *"L'autonomie, c'est la simplicité des moyens qu'on peut utiliser, pas d'être dépendant d'un GPS ou d'un smartphone."*

Guillaume Gamblin ■

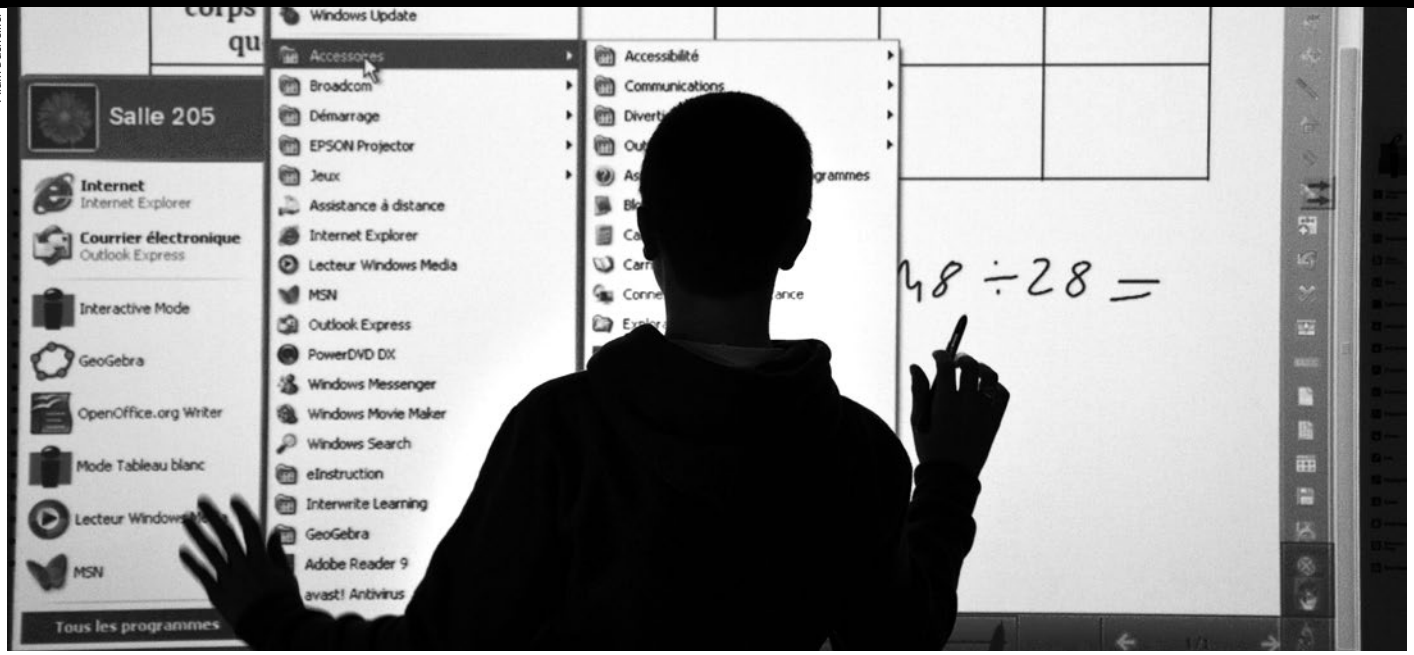
Pourquoi refuser le numérique à l'école ?

Les arguments sont nombreux pour critiquer la numérisation des pratiques pédagogiques. *Sud-Education Hautes-Alpes* dénonce *"la privatisation de l'enseignement, à commencer par le matériel"*, signalant que l'effort budgétaire est porté aussi par les familles qui sont poussées à s'équiper en informatique. Du côté des enseignant·es, la numérisation amène une surcharge de travail, une pression pour être connecté·e et réacti·ve hors des horaires de cours. Les élèves sont exposés aux ondes wifi et aux scintillements lumineux.

"C'est bien la première fois qu'on préconise l'augmentation des doses dans un problème d'addiction", ironisent des enseignant·es d'un collège connecté au haut débit, dans lequel les élèves utilisent les tablettes durant les heures de classe. *"Pour construire une pensée,* poursuivent-ils, *il faut de la lenteur, de la concentration et du lien entre les connaissances. Soit l'exact opposé des valeurs portées par le numérique : vitesse, aspects ludiques et zapping. Nous constatons déjà une grande baisse des qualités graphiques de nos élèves. Pourquoi s'appliquer à écrire quand on peut faire du traitement de texte ?"*

Et pourquoi imposer *"des machines pour faire des choses qu'on est déjà capable de réaliser avec ses propres moyens"* ?

Alain Bachellier



▲ *Tableau blanc interactif*

Un désastre écologique, social et pédagogique

Dans *Le Désastre de l'école numérique,* Philippe Bihouix et Karine Mauvilly dénoncent les mensonges du discours dominant qui fait du numérique *"un graal consistant à doubler chaque être humain d'une machine". Silence* leur a demandé quelques éclairages.

***Silence :* De quoi parle-t-on quand on parle d'"école numérique" ?**

Philippe Bihouix et Karine Mauvilly : L'école numérique, c'est un ensemble d'équipements et de pratiques qui englobe l'usage des tableaux blancs interactifs (TBI), des logiciels d'appel, du cahier de texte et de saisie de notes électronique, des ENT, "espaces numériques de travail" où les enseignant·es déposent des documents et communiquent par messagerie avec les familles, le travail sur tablettes et ordinateurs, ou encore la pratique de la classe inversée (1).

Il y a un consensus quasi généralisé sur la numérisation de l'école, le besoin d'outils modernes et la nécessité de préparer les enfants à la société numérique. Remettre en cause la pertinence d'une telle orientation, c'est être technophobe ou passéiste. Nous affirmons pourtant que ce projet est irréfléchi et dangereux, d'un point de vue pédagogique, écologique, sanitaire et sociétal.

Pourtant, les adeptes de la numérisation de l'école font de nombreuses promesses à la société…

Oui, et la première promesse est évidemment pédagogique. Pour les élèves dissipés, le numérique promet d'augmenter la motivation, l'envie d'apprendre, la concentration. Il transformera les élèves en premier·es de la classe, bosseu·ses, enfants collaboratifs. Systématiquement associé à une pédagogie interactive et ludique (à tort), le numérique promet de redonner confiance aux décrocheu·ses. En fournissant des ressources pédagogiques "illimitées", il luttera contre les inégalités. Sérieusement, qui peut croire à une fable pareille, confronté·e à la crise actuelle de l'école ?

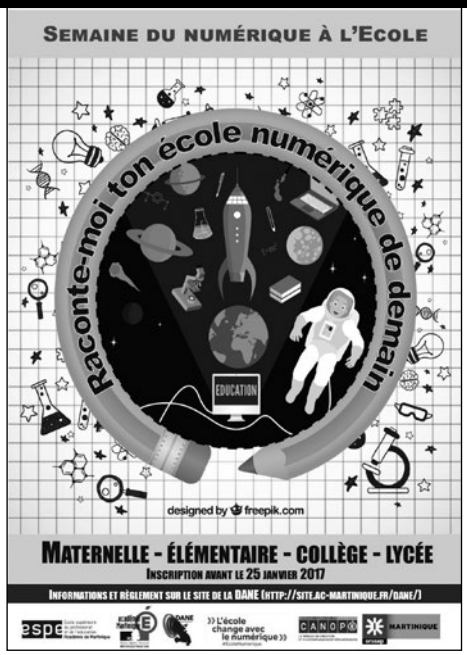
Le plan de numérisation de l'école n'est que le dernier avatar du réflexe technopédagogique qui consiste à équiper l'école de machines pour pallier l'échec de sa refonte pédagogique : cinéma, radio, télévision, chaque nouvelle technologie devait révolutionner l'éducation. Puis sont arrivés les plans informatiques, devenus numériques, en attendant l'école "digitale" demain…

Las, l'enquête de l'OCDE Pisa 2012, revue en 2015 sous l'angle de la numérisation des systèmes scolaires, a montré que les élèves utilisant très souvent les ordinateurs à l'école obtiennent des résultats inférieurs à la moyenne : plus les élèves travaillent sur écran, moins ils comprennent ce qui est écrit dessus.

Quant à la lutte contre les inégalités sociales, l'inversion de la "fracture numérique" devrait nous

(1) La pratique de la classe inversée consiste à demander aux élèves de préparer les cours chez eux en amont, à l'aide de vidéos en ligne et de contenus interactifs sur écran, puis de travailler en classe par groupes sans cours magistral, dans le but d'augmenter leur motivation.

Publicité pour une conférence de Microsoft



Affiche de la Semaine du numérique à l'école

faire réfléchir : les enfants les moins favorisé·es sont aujourd'hui les plus connecté·es, du fait d'un certain retrait éducatif des parents au profit des écrans. 47% des 13-15 ans de milieu défavorisé ont un ordinateur portable dans leur chambre, contre seulement 35% des ados de milieu très favorisé. Et si une éducation moins connectée présageait de la réussite scolaire ?

Parmi les limites d'un tel projet, revenons sur l'une des plus massives : l'impact écologique.

Le numérique n'est pas "dématérialisé" ; il s'appuie sur des infrastructures lourdes, serveurs, bornes wifi, antennes relais, routeurs, câbles terrestres et sous-marins, centres de données… qui consomment 10 % de l'électricité mondiale. Les progrès technologiques, réels, sont réduits à néant par l'effet rebond : le volume des données échangées et stockées explose ! L'électronique mobilise 10 % de l'or, 20 % de l'argent, 35 % de l'étain et du cobalt, 60 % du tantale extraits chaque année dans le monde. La fabrication des composants électroniques est polluante (consommation d'énergie fossile, d'eau, de produits toxiques). Les déchets électriques et électroniques ne sont récupérés qu'à 15 %, le reste part en décharge ou en incinérateur. Une partie termine dans les bidonvilles du Ghana ou de Chine, où les polluants se déversent dans les sols, les rivières. L'autre partie est traitée dans une poignée d'usines, où on récupère une quinzaine de métaux différents, mais les smartphones et ordinateurs en contiennent plus de trente…

Outiller tous les élèves et déployer l'infrastructure nécessaire, c'est gâcher des ressources précieuses, impacter un peu plus l'environnement, pour un résultat pédagogique probablement moins bon, alors même que l'éducation au développement durable fait désormais partie du socle commun de connaissances !

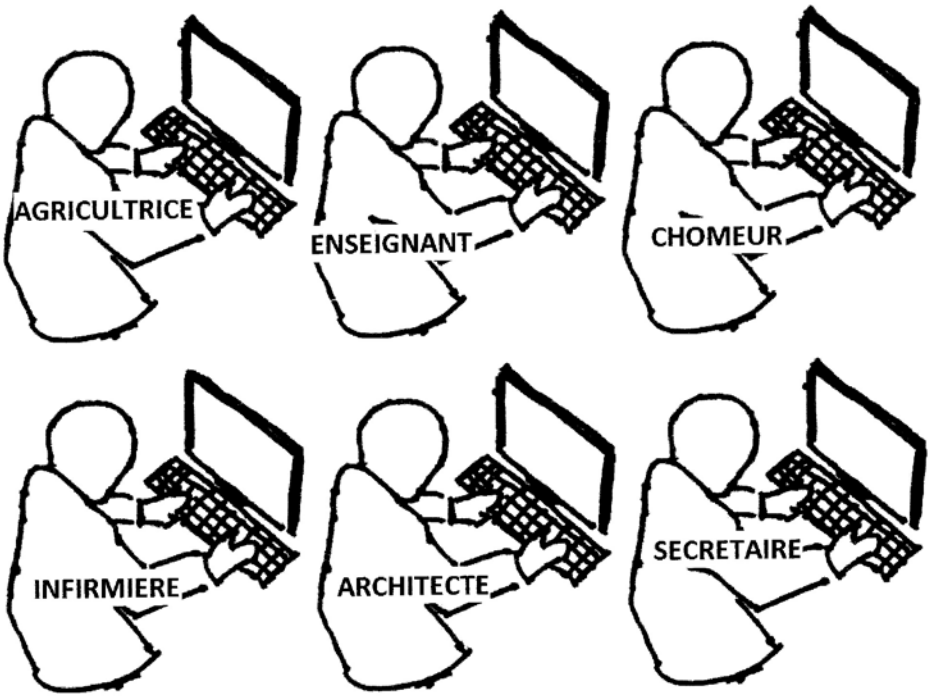
Au niveau pédagogique, vous contestez également dans votre livre la rationalité de ce choix…

Pour comprendre le résultat détonnant de l'enquête *Pisa 2015* citée, nous avons cherché les bases scientifiques de cet échec des ordinateurs à élever le niveau des élèves. Des chercheur·ses ont montré que prendre des notes à la main permet une meilleure mémorisation des connaissances, du fait que l'on reformule davantage les paroles des professeur·es. Il a également été montré un "paradoxe préférence-performance" : ce n'est pas parce qu'on est motivé·e par une façon d'apprendre (par exemple sur tablette) que l'on apprend mieux, contrairement au mythe qui lie toujours motivation et bon apprentissage. Et que dire des compétences sociales des enfants ? Une étude menée en 2014 par deux universités de Californie a montré qu'un groupe d'élèves passant 5 jours sans écran, en camp de nature, reconnaissait mieux ensuite les émotions non verbales sur des visages que le groupe contrôle resté dans son environnement scolaire connecté habituel…

Le "plan numérique pour l'école de la République"

Après l'annonce de septembre 2014, une "concertation" a été conduite de janvier à mars 2015, suivie d'une phase pilote menée dans quelques centaines d'établissements, pendant l'année scolaire 2015-2016. La généralisation a démarré à la rentrée 2016. Le plan numérique concerne l'équipement — pour l'instant centré sur le collège — avec l'objectif d'un objet numérique par élève d'ici 2018. Il concerne aussi la pédagogie, avec la volonté d'introduire les supports numériques, de bousculer l'approche pédagogique dans toutes les matières. Enfin, il prévoit pour le corps enseignant des formations, des ressources pédagogiques en ligne, des manuels numériques…

Des centaines de milliers de collégien·nes sont déjà équipé·es, et il y a une pression très forte de la hiérarchie pédagogique et de certain·es chef·fes d'établissement sur les enseignant·es pour numériser leurs cours et "innover".



Pourquoi l'école numérique provoque-t-elle des inquiétudes au niveau de la santé ?

L'*Organisation mondiale de la santé* a classé les ondes électromagnétiques parmi les substances "cancérogènes possibles pour l'homme". L'*Agence française de sécurité sanitaire* recommande de réduire l'exposition des enfants aux technologies mobiles, inquiète des impacts sanitaires et psychosociaux : dépression, comportements à risques, idées suicidaires, apprentissage scolaire et relations familiales affectés, etc. Certes, l'école numérique affiche un objectif de *formation* des enfants à un usage modéré des écrans, mais ce faisant, *elle augmente leur temps d'écran* et les empêche de se déconnecter. La myopie gagne les pays riches du fait d'un manque d'exposition à la lumière naturelle ; le temps de sommeil des jeunes est globalement réduit ; les écrans, nécessaires dorénavant pour faire ses devoirs, ne quittent plus les chambres et exposent les ados et même les élèves de primaire à des images inappropriées. Un·e enfant harcelé·e à l'école est désormais un·e enfant harcelé·e dans sa chambre, par écran interposé. Plutôt que de courir après une éducation aux écrans — qui devrait relever d'abord des parents —, l'école, en s'appuyant sur ses enseignant·es, des livres papier et de l'innovation pédagogique véritable, pourrait offrir un temps de repos sanitaire et mental : au moins 30 heures par semaine à l'abri des ondes et de la société du spectacle. C'est ce que nous suggérons à travers notre proposition d'une école sans écrans jusqu'à la fin du collège.

Finalement, c'est au niveau de la vie sociale et de la capacité d'autonomie que vous critiquez ce "grand projet inutile et imposé"... Pour quelles raisons ?

Au lieu de jouer un rôle protecteur ou amortisseur des chocs que nos sociétés encaissent dans un monde globalisé, numérisé (et bientôt précarisé), l'école numérique se propose d'accélérer le mouvement ! L'économie mondialisée fait des ravages ? Confions nos enfants aux multinationales de l'informatique ! La société s'atomise, les relations personnelles deviennent plus superficielles ? Démantelons la relation entre enseignant·es et élèves en organisant des cours massifs en ligne. Le système de valeurs vacille ? Incitons nos chérubins à naviguer sans contrôle sur internet, où ils et elles chercheront le meilleur — mais tomberont aussi sur le pire.

Nous rendons nos enfants physiquement dépendant·es du système numérique. Ils et elles jonglent avec internet et les réseaux sociaux, mais ne savent pas comment sont fabriqués et fonctionnent les objets qui les entourent. On n'apprend plus de leçons par cœur mais on accepte de sous-traiter sa connaissance et sa culture aux moteurs de recherche… On est loin de l'autonomie. Les promoteurs du numérique parlent de "faire tomber les murs de l'école", d'"habiter le monde". Mais avant d'habiter le monde, il faut peut-être partir d'une base stable, commencer par comprendre son territoire. Les jeunes savent-ils où ils et elles vivent, quelles plantes poussent dans les rues de leur ville, d'où vient leur eau potable, où partent leurs déchets ? L'école numérique, c'est un projet de déconnexion toujours plus grand·e entre l'être humain et son milieu naturel.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

Le Désastre de l'école numérique. Plaidoyer pour une école sans écrans, Philippe Bihouix, Karine Mauvilly, Seuil, 2016, 232 p., 17 €

Pour aller plus loin :

- *Penser ou cliquer ?,* Michel Blay, CNRS éditions, 2016, 63 p.
- *Plateforme du collectif Écran Total,* 2017, 28 p. (Faut pas pucer, Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax)
- "École, la servitude au programme", *Notes et morceaux choisis n° 10,* La Lenteur, 2011, 128 p.
- "Faut-il du tout-numérique à l'école ?", *L'Ecologiste,* n° 46, vol. 17, janvier-mars 2016
- "L'arnaque du numérique éducatif", *Sud Education,* n° 62, mars-avril 2015

elkadata.com

▲ *Travail sur* iPad *dans une école à Cassis (Bouches-du-Rhône)*

D'un écran à l'autre... la journée d'une collégienne

A quoi ressemble une vie de collégienne dans une société phagocytée par les écrans ? C'est ce que racontent des membres du collectif *Un projet de décroissance* dans un récit qui s'inspire de la vie quotidienne. *Silence* en publie quelques extraits.

Ce récit est composé d'extraits d'un texte plus long publié le 18 décembre 2016 sur le site *www.projet-decroissance.net*

07H00

IL FAIT ENCORE nuit lorsqu'une sonnerie de téléphone retentit. Le signal pour Héloïse, 13 ans, scolarisée dans un collège de la banlieue parisienne : il faut se lever... et vérifier ses messages. Aucun, juste quelques "like" sur les réseaux sociaux. Sa journée commence, ses doigts s'agitent frénétiquement sur l'écran tactile.

Héloïse s'assoit face à son bol de lait, le téléphone toujours en main, comme s'il la prolongeait. Le petit frère vient se vautrer sur le canapé avec son bol de céréales, la télévision comme compagnie. Les parents, quant à eux, se préparent, rangent la cuisine et, surtout, scrutent l'heure : l'emploi du temps du matin est serré.

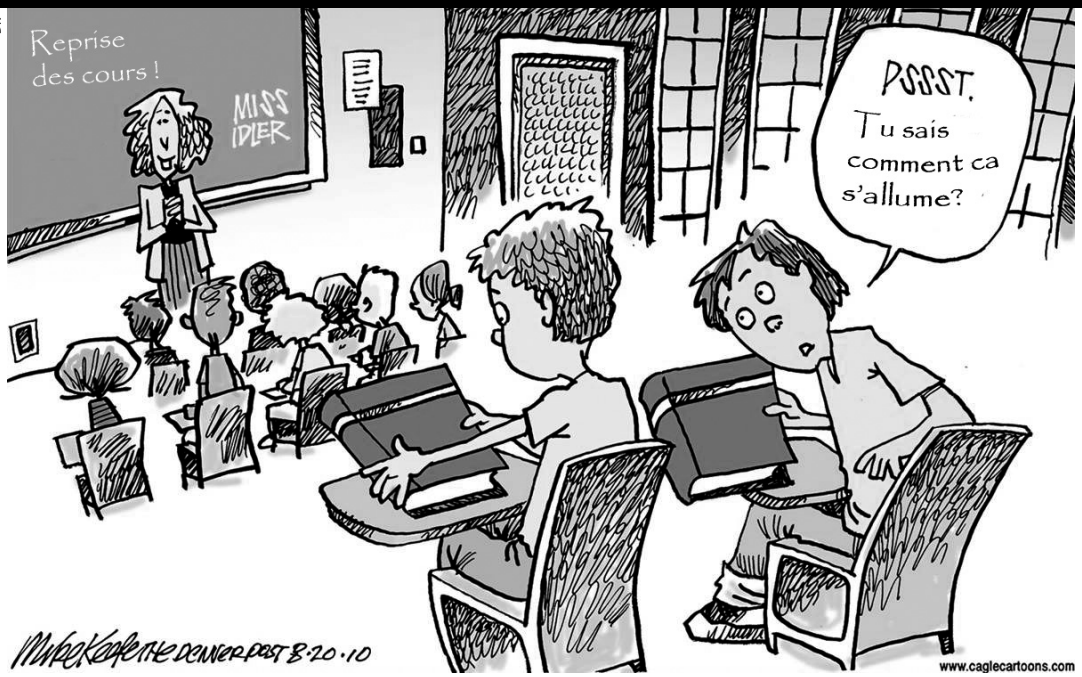
A 8h05, arrivée devant le collège où une longue file de voitures rend l'air irrespirable. Héloïse rejoint ses camarades. Une majorité écoute de la musique sur téléphone. 8h10, l'entrée dans l'enceinte du collège est un moment charnière pour les élèves car… il faut éteindre et cacher son téléphone. Un dernier regard, une petite larme virtuelle.

Dans le hall, l'œil est attiré par un écran géant qui annonce les absences de professeurs, le menu de la cantine et une intervention de la *Ligue contre le cancer* pour les élèves de 4e le lendemain. La sonnerie retentit à 8h15, c'est la mise en rang puis la montée dans la salle.

Marc Masson arrive devant le collège à 7h55. Bloqué devant le portail avec son véhicule, il doit en descendre pour contacter l'accueil avec l'interphone : sa télécommande ne fonctionne plus. A 8h00, devant le photocopieur de la salle des profs, il peut lancer une centaine de photocopies. Cela garnira les cahiers des élèves. A 8h05, assis avec un café, il pianote sur son téléphone.

Début du premier cours. Héloïse s'assoit à sa place habituelle, à côté de Lucie. Elles reprennent leur conversation de la veille, entamée sur *Facebook*, à propos de la photo d'une amie. Depuis deux ans, l'appel des élèves se fait en ligne et est transmis, via les tuyaux du net, au service "vie scolaire" qui prévient alors les familles par SMS. Le professeur préfère, car cela évite de la paperasse. Il allume le vidéoprojecteur interactif suspendu au plafond, son "second", son adjoint. Le principe est

DR



simple : l'écran d'ordinateur est projeté sur le tableau et, à l'aide d'un stylet, l'enseignant peut agir directement sur le tableau blanc baigné par la lumière. Les 27 élèves de la classe n'y font presque pas attention. Loin de l'émerveillement que cette technologie avait suscité lors de son installation, c'est désormais la routine. Il y a dix ans, un tableau à craie trônait dans cette même salle et, pour Marc Masson, les élèves n'apprenaient pas moins bien. Pendant 45 minutes, le cours se déroule sans heurt, l'informatique comme alliée, car tout est projeté de façon progressive. A la fin, il annonce que le cours sera mis sur *Pro-Education* dans la journée. Ce logiciel permet de recenser les absents, de contacter les familles, de renseigner les notes et de mettre à jour le cahier de texte de la classe.

Chaque fois que Masson précise qu'il mettra le cours sur *Pro-Education,* c'est que la sonnerie de fin du cours va retentir. Maintenant, deux heures de français avec M^me^ Dupré. Là, l'écran projette déjà le titre de la leçon : "Littérature et résistance." C'est reparti pour passer presque deux heures face à un écran. Ce cours assomme Héloïse et Lucie ; elles discutent de téléréalité et de chanteurs. La sonnerie de la récréation sauve les deux collégiennes de l'ennui.

10h15, la salle des professeurs s'anime autour de la photocopieuse et la machine à café. Les discussions fleurissent autour du comportement des élèves, de l'incapacité de l'équipe de direction et de la énième réforme du ministère. A les écouter, rien ne va. M. Hamzi, référent en "nouvelles technologies" mais aussi prof de techno, est interpellé par une collègue dont l'ordinateur ne fonctionne pas. Il s'étonne car il fonctionnait lorsqu'il l'a vérifié. Il avait juste rebranché un câble, encore une fois. Sa collègue explique qu'elle n'a pas pris la peine de vérifier pour ne pas perdre de temps. Un dialogue de sourds s'installe. M. Hamzi est las, pas de "merci" et lui non plus n'est pas informaticien. Il ne comprend pas que l'institution donne du matériel informatique à ses collègues mais que ces derniers ne fassent pas l'effort de se l'approprier. Pourtant, sans lui, les enseignant·es sont désormais démuni·es … seul·es face à leur classe.

Dans la cour, les élèves chahutent ou discutent. Certains utilisent leur téléphone, discrètement car c'est interdit, mais une tolérance s'est installée. A 10h30, sonnerie. Il faut retourner au cours lénifiant de M^me^ Dupré, en retard dans son programme. Elle trouve ses élèves trop mous. La faute à la télévision, à l'ordinateur et aux réseaux sociaux qui, pense-t-elle, les abrutissent.

En sortant de la salle, les deux amies ont une heure de pause repas : un des bons moments de la journée. Après, c'est EPS, éducation physique et sportive. La classe se rend au gymnase où la professeure, Mme Spinoza, commence par demander aux élèves une attestation de natation pour une sortie scolaire à venir. *"Sympa, cette sortie",* se dit Héloïse : on va faire de la voile, du canoë, du VTT. Le cours se déroule tranquillement. Ensuite, retour au vestiaire puis cours d'anglais de M^me^ Sautier.

16h45, la journée au collège prend fin pour Héloïse. La sortie est une libération. Son premier réflexe est de rallumer son téléphone portable. Un écran remplace d'autres écrans…

Christophe Ondet
avec le collectif *Un Projet de décroissance* ■

DR

DR

Apprendre à compter avec des cailloux

Quelles alternatives pédagogiques à l'école numérique ?

La numérisation est censée apporter une dimension interactive à l'enseignement, aider à motiver les élèves, lutter contre les inégalités… Mais il existe de nombreux moyens d'atteindre ces objectifs sans passer par le numérique.

LA "CLASSE EN PUZZLE", PAR EXEMPLE, EST une pédagogie interactive totalement a-numérique mise en place aux Etats-Unis en 1971, comme l'expliquent Philippe Bihouix et Karine Mauvilly dans leur livre *Le Désastre de l'école numérique*. Chaque élève apprend une partie de la leçon pour la restituer, en groupe, aux autres élèves. Le niveau monte et l'ambiance en classe s'améliore.

Certain·es enseignant·es utilisent *Twitter*, dans l'idée que les jeunes sont motivé·es par le fait que leurs productions soient lues. Mais d'autres moyens permettent d'écrire pour être lu·e : la réalisation de lettres ou de posters affichés dans l'école, la production de nouvelles pour les journaux locaux…

Contre la violence, de nombreuses pistes existent, relèvent encore les deux auteur·es : tutorat entre élèves de différents niveaux, réveil corporel le matin, "météo des émotions", etc. Des activités manuelles apaisantes comme le jardinage et le contact avec des poules et des lapins (1) peuvent aider.

Pour développer les capacités des jeunes et leur confiance en eux, créer des ateliers de théâtre dans tous les établissements serait plus concluant que de multiplier les heures sur écran, ajoute François, enseignant interrogé dans ce numéro (2).

L'EQUILIBRE DE LA TETE ET DES MAINS

A l'opposé de la vie sur écran, les "écoles du dehors" se développent pour les enfants pas encore en âge d'aller à l'école primaire. Les jeunes passent leurs journées dans des espaces extérieurs en contact avec le milieu naturel, la forêt, et acquièrent une autre relation avec leur milieu, la motricité, les apprentissages, etc. (3).

Sans aller jusque-là, les sorties à la journée ou en classe verte permettent de rencontrer le monde (naturel, culturel, social) sans passer par l'intermédiaire d'un écran, en faisant de vraies rencontres. Mais, ces dernières années, un contexte social sécuritaire et judiciarisé a presque réduit à néant la possibilité d'organiser des sorties scolaires.

Développer l'équilibre de la tête et des mains est important. La richesse cognitive et sociale du travail manuel a été dévalorisée, ainsi que la relation entre les mains et le cerveau dans le développement du savoir.

L'apprentissage, sous forme de jeu, du calcul mental et des ordres de grandeur permet également d'être plus autonome que lorsqu'on emploie une prothèse électronique pour compter.

Et, concluent Philippe Bihouix et Karin Mauvilly, si les enfants prétendent s'ennuyer sans le numérique, "*c'est parfait, ils peuvent alors commencer à penser. Une fenêtre de création s'ouvre*".

Guillaume Gamblin ■

(1) Voir le reportage sur l'école élémentaire et maternelle de Bel-Air à Thorcy, dans *Silence* n° 447, juillet-août 2016, p. 5. Notons que cette école mise, quant à elle, sur le développement d'outils informatiques pour développer la transmission et la coopération entre élèves.

(2) S'il faut s'intéresser au numérique, pourquoi ne pas visiter des *data centers* et des déchetteries pour comprendre le cycle des matériaux, en plus de deux heures maximum hebdomadaires pour apprendre à se prémunir de ses dangers (savoir vérifier l'identité d'un interlocuteur, créer un compte sans donner trop d'informations…), s'interrogent les auteur·es ?

(3) Voir les photos ci-dessus de l'école du dehors, où les enfants ont école dans les bois.

Femmes, hommes, etc.

Députées plus nombreuses

La vague électorale de Macron a au moins un effet positif : le nombre de députées à l'Assemblée nationale a considérablement augmenté, passant de 27 % à 39 %. Sur 223 femmes élues, 165 le sont sur les listes *République en Marche* ou *Modem*. Autre particularité, alors qu'en 2012, on comptait déjà 38,8 % de candidates, cette année, il n'y en avait que 41,6 %, preuve que pour une fois les femmes n'ont pas été candidates dans des circonscriptions perdantes. Cette hausse fait passer la France de la 64e à la 17e place des pays comptant le plus de femmes dans leur Parlement.

Mais au sein de l'Assemblée nationale, il y a encore des progrès à faire : seules Barbara Pompili et Cécile Duflot, toutes les deux *EELV*, ont présidé un groupe parlementaire.

» Contraception

Femmes sur les vagues

DR

L'association *Women on wawes (Femmes sur les vagues)*, créée en 1999, apporte des services d'avortement non chirurgical aux femmes habitant dans des pays possédant des lois de restriction de l'avortement. Concrètement, elles agissent grâce à un bateau contenant une clinique mobile. Celui-ci se positionne dans les eaux internationales au large d'un pays, et les femmes intéressées sont emmenées en bateau et peuvent bénéficier d'un avortement médicalisé précoce (jusqu'à six semaines et demi de grossesse) en toute sécurité, de manière professionnelle et légale. En effet le bateau est sous pavillon néerlandais (sur lequel sont donc appliquées les lois en vigueur aux Pays-Bas, puisqu'on est en dehors des eaux territoriales). Elles ont également procédé à l'envoi de pilules abortives Mifepristone et Misoprostol à travers des frontières à l'aide de drones. *Women on Waves, P.O. Box 15683, 1001 ND, Amsterdam, Pays-Bas, tél : +31 20 465 0004, www.womenonwaves.org.*

Devenir parents, devenir inégaux

Une étude "Devenir parents, devenir inégaux" parue en février 2017 en Suisse s'interroge sur ce qui fait que de jeunes couples épris d'égalité adoptent une répartition genrée des tâches plus traditionnelle après la naissance d'un enfant. Choix ou contrainte ? L'étude se base sur des entretiens approfondis avec 235 couples hétérosexuels avant la naissance du premier enfant, une semaine après puis un an après. Avant la naissance, ces couples pratiquent une répartition des tâches tendant volontairement vers l'égalité hommes-femmes. Une semaine après, ils gardent ce discours égalitaire mais constatent une évolution de fait. Un an après, ils ont adopté un partage des tâches plus traditionnel et ont adapté leur discours à cette nouvelle réalité. L'étude conclut que ces couples se traditionnalisent contrairement à leurs idéaux et sous la contrainte d'un environnement social et institutionnel, par de multiples aspects de la vie sociale (pas de congés de paternité, manque de places en crèches…) qui ensemble aboutissent à une contrainte poussant à adopter un modèle traditionnel. A l'inverse dans les pays à modèle social scandinaves cette sexuation des rôles est moins prononcée et reste temporaire. Il conviendrait donc de faire évoluer l'ensemble de l'environnement institutionnel pour aider les couples hétérosexuels aspirant à davantage d'égalité de genre à accomplir leur idéal en devant parents.

Sites de rencontre sur internet : mythes et réalités

Si l'on en croit une communication savamment orchestrée, seuls les célibataires les plus rétros n'utilisent pas encore les sites de rencontres internet. L'INED, Institut national d'études démographiques, a réalisé une enquête en contactant 20 000 personnes s'étant mises en couple entre 2005 et 2013, selon un échantillonnage représentatif. Résultat : en 2013, seuls 16 % des adultes de 18 à 65 ans se sont déjà connectés sur un tel site et avec de gros écarts selon les âges (35 % des hommes de 26 à 30 ans, contre 3,6 % des femmes de plus de 60 ans). A noter : les hommes sont très majoritaires chez les jeunes… une tendance qui s'inverse vers 50 ans. Moins de 9 % des personnes interrogées ont fait une rencontre par ces services et seulement 2 % ont donné lieu à des couples stables, un pourcentage qui monte fortement pour les couples homosexuels (30 %). Deux tiers de ces couples stables ne sont pas des premières unions. Ces résultats placent l'efficacité de ces sites de rencontre au niveau de celle des traditionnelles agences matrimoniales. (INED, février 2016)

Nantes : chauffeurs de bus en jupe

Alors que mi-juin 2017 les températures dépassaient allégrement les 30°C, des chauffeurs de bus ont demandé à pouvoir faire leur service en short. Réponse : c'est interdit par le règlement. Le 20 juin, certains ont alors décidé de faire leur travail en jupe puisque ce fameux règlement n'a rien prévu à ce sujet. Suite à cette action, le bermuda a été autorisé.

CFDT

» Chronique

Bonnes nouvelles de la Terre

Lorène Lavocat

Plutôt que le béton à Gonesse, une belle alternative est possible

Les opposant·es au projet de mégacomplexe commercial EuropaCity, dans le Val-d'Oise, portent une alternative ambitieuse : faire du triangle de Gonesse un pôle d'excellence de l'agroécologie périurbaine.

Le groupement *Carma (Coopération pour une ambition rurale métropolitaine et agricole)* a conçu un projet alternatif à *EuropaCity,* le mégacomplexe touristico-commercial aux portes de Paris, dans le triangle de Gonesse (Val-d'Oise). *"Pour le moment, EuropaCity n'existe que sur le papier, ce sont des images de synthèse et un modèle économique, rien de plus",* balaie Robert Spizzichino, pilote du projet *Carma* et ingénieur-urbaniste chevronné. *"La persistance de terres agricoles au nord de la métropole est une opportunité immense. Il faut non seulement les préserver, mais aussi se saisir de cette chance : faire du triangle de Gonesse un hub (1) de l'agriculture périurbaine, un technopôle de l'agroécologie",* s'enthousiasme-t-il.

DR

Action au Parc Robert Ballanger d'Aulnay sous bois, le 27 juin 2017.

Le projet *Carma* s'est cristallisé fin 2016, en réponse à l'appel à projets "Inventons la métropole du Grand Paris", qui proposait sur certains terrains métropolitains — dont 15 hectares du triangle de Gonesse — d'imaginer des innovations urbanistiques.

"La demande pour une alimentation de proximité n'a jamais été aussi grande"

Pour porter ce projet, Robert Spizzichino, Cyril de Koning et d'autres ont fait appel à *Terre de liens Ile-de-France,* qui devient le maître d'ouvrage. *Biocoop, France nature environnement, Fermes d'avenir, Les Champs des possibles,* le réseau *Amap* se sont greffés à l'initiative.

Sur les 700 ha du triangle, *Carma* prévoit — outre des cultures céréalières bio — une ferme maraîchère solidaire "permettant d'alimenter les cantines scolaires, les banques alimentaires et des circuits courts", un "Farm Lab" pour former à différents métiers agricoles, un centre d'échanges autour des enjeux de sécurité alimentaire, un atelier artisanal et participatif de transformation (conserves, boissons), un espace santé lié à l'alimentation et à la naturopathie, un forum permanent des arts de vivre, des écovillages en bordure des champs.

"Nous nous inscrivons en faux contre la vision prédominante selon laquelle les espaces agricoles sont des espaces vides, insiste Robert Spizzichino. *Aujourd'hui, le rural est une source d'inspiration pour les urbains." "L'Ile-de-France perd 1400 hectares de terres agricoles par an, et ce depuis 10 ans, alors que la demande locale pour une alimentation de proximité n'a jamais été aussi grande",* rappelle également leur dossier d'intention.

Côté viabilité économique, les promoteurs mettent en avant un mixe de financement participatif, de mécénat et de subventions, tout en indiquant que certains "modules" du projet devraient *"trouver leur équilibre d'exploitation du fait de leur activité, par exemple l'atelier artisanal".*

Mais ce projet est écarté début mars 2017 par le jury de l'appel à projets, qui leur indique toutefois que leur initiative est *"intéressante à réaliser".* Y a-t-il eu un veto politique du maire de Gonesse, ardent défenseur d'*EuropaCity,* pour écarter *Carma* ?

Sur place, dans le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis, *"plus on parle de Carma, plus les gens estiment qu'il est nécessaire",* note Cyril de Koning. Robert Spizzichino conclut : *"Les emplois créés, dans l'agriculture, les commerces de proximité, le compostage, la santé, l'écoconstruction seront durables, utiles et adaptés aux besoins locaux".*

(1) Un hub signifie en français un point de connexion central (Ndlr).

En partenariat avec : www.reporterre.net

Reporterre le quotidien de l'écologie

» Isère

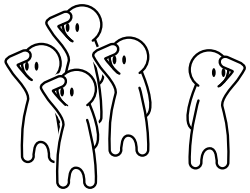
Une bière locale en circuit-court

La micro-brasserie *Tourniole* est située à Mens, dans le Trièves. Labellisées *Nature et Progrès*, brassées manuellement, les bières de Jérôme Boucher sont produites avec 80 % d'orge cultivé localement, et sont vendues uniquement en circuit-court, depuis 2007. Les bouteilles vides ne sont pas consignées, par contre elles peuvent être déposées dans un casier à l'extérieur de la brasserie. *La Tourniole, place du Vercors, 38170 Mens, tél : 04 76 34 06 51.*

L'éveil nomade

Julien et Mickaël, lorrains, ont décidé de voyager à pied en France à la rencontre d'initiatives alternatives et de faire des entretiens, ceci afin de promouvoir des projets dans les domaines de l'écologie, du social, de l'éducation, de la création d'entreprise… Pour se compliquer un peu la tâche, ils voyagent avec un chariot qui, outre leurs effets personnels, permet de nettoyer les bords de route : ils collectent 30 kilos de déchets par jour. Ils sont partis de chez eux le 22 avril 2017 pour parcourir plus de 4000 km en six mois. Ils sont passés dans les locaux de *Silence* le 7 juin 2017. Ils en étaient déjà à 105 reportages ! Vous pouvez découvrir ses derniers sur leur site : *http://leveilnomade.fr*

DR



Bilan financier 2016

Résultat d'exploitation 2016 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2015	2016	Produits	2015	2016
Imprimerie	35	37	Revues vendues	198	177
Achat marchandises	0	1	Ventes marchandises	2	2
Frais reproduction divers	1	1			
Routage	28	32	Variations stocks	-3	2
Affranchissements	6	5			
Maquettiste	10	10			
Achats & charges externes	30	22			
Salaires & charges sociales	102	99	Aides	2	12
Amortissements	1	1			
Stocks	2	2	Reprise stocks	5	2
Droits d'auteurs/Taxe appr.	2	1	Soutiens et dons	6	7
Charges financières except.	3	0	Produits financiers	1	0
Impôt sur les bénéfices	0	0			
Dotation créance	0	2			
Excédent/Perte	**-9**	**-11**			
Total charges	**211**	**202**	**Total produits**	**211**	**202**

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2016 (en milliers d'euros)

Actifs	2015	2016	Passif	2015	2016
Investissements	1	2	Fonds associatif	70	60
Stocks	5	7	Excédent/Perte	-9	-11
Titres participation	9	3	*Total fonds propres*	*61*	***49***
Prêt	0	0			
Clients	8	10			
Divers à recevoir	4	11	Fournisseurs	7	10
			Produits avancés	54	56
Trésorerie	111	90	Frais dus au personnel	20	16
Charges avancées	4	9	Divers, dettes	1	1
Total actif	**143**	**132**	**Total passif**	**143**	**132**

Résistons !

L'association *Silence* accuse encore cette année une perte de 11 189 €, malgré l'obtention d'une aide à la presse indépendant de 10 000 €, après avoir perdu 23 530 € en 2013, 11 509 € en 2014, 8 538 € en 2015 Le chiffre d'affaire a baissé de 8 %, baisse liée à la diminution du nombre d'abonné·es.

Le nombre des points de vente a augmenté pour passer à 200, sans que cela permette d'endiguer la baisse de vente des numéros. Le travail de recherche de nouveaux points de ventes continue, et *Silence* travaille à la diffusion de la revue avec la création d'un comité de développement.

L'association subit la crise économique actuelle touchant beaucoup d'activités et en particulier la presse écrite. Il faut donc réagir et essayer par tous les moyens de redresser la situation, car la trésorerie se dégrade d'année en année, la pérennité de l'association est donc engagée. Nous sommes cependant confiant·es dans la capacité de la revue et de ses soutiens à rebondir, augmenter le nombre des abonné·es et participer à la diffusion d'alternatives pour une société plus écologique et non-violente.

Faire connaître la revue et offrir des abonnements : un geste bon pour la planète... et pour *Silence* !

Même l'hébergement à la ferme est récupérable par le capitalisme

Silence a été contacté par *Un lit au pré,* qui se présente comme un réseau d'hébergement à la ferme similaire à *Accueil paysan,* mais *"plus orienté vers une déconnexion totale avec les "joies" de la modernité : pas de wifi, pas d'électricité, les gens font leur propre cuisine au feu de bois avec les produits vendus par le fermier, chauffage des tentes avec braises…"*. De quoi éveiller notre curiosité. En se promenant sur le site, on découvre qu'*Un lit au pré* est développé par *Featherdown,* une société de tourisme hollandaise qui développe le concept de "glamping", une fusion entre camping et glamour ! Le logement n'est pas situé dans le corps de ferme, mais se fait sous une tente de "luxe" dont l'intérieur aménagé comme une ferme du siècle dernier rappelle *"la vie honnête et simple de nos campagnes d'autrefois"*. Ces kits rustiques préformatés sont donc posés dans le jardin de la ferme qui doit obligatoirement les raccorder au réseau d'eau. Car ici on privilégie le confort, avec notamment le choix assumé de toilettes à eau et, pour certains lieux, des bains chauds extérieurs. Le recrutement s'adresse à des agriculteurs situés *"sur un site exceptionnel à environ 4 heures de Paris en voiture",* sur une ferme d'élevage. Les offres d'emplois se présentent d'ailleurs clairement comme relevant de *"l'industrie du tourisme"*. Il n'est pas autorisé de planter une tente supplémentaire à côté, pour *"la préservation de notre concept"*.

Pour des séjours à la ferme dans l'esprit de *Silence*, allez donc voir plutôt du côté d'*Accueil Paysan,* ou encore du réseau suisse *Aventure sur la paille* qui relie des "gîtes sur paille".

♦ Fédération Nationale Accueil Paysan, *9, avenue Paul Verlaine, 38100 Grenoble, tél : 04 76 43 44 83, www.accueil-paysan.com.*

♦ Aventure sur la paille, *www.agrotourismus.ch/fr/aventure-sur-la-paille-hebergements-collectifs-autres.*

» Charente

Un jardin d'enfants en forêt

Une équipe cherche à monter un jardin d'enfants en forêt sur le modèle des "écoles du dehors". Les enfants âgés de 3 à 6 ans passent leurs journées en milieu extérieur, jouent et apprennent au contact des êtres vivants de toutes espèces qui les entourent. Le jardin souhaite ouvrir ses portes en septembre 2017 ou janvier 2018 dans le domaine équestre de Chantemerle, aux portes d'Angoulême, qui comprend 15 hectares de parc cet 15 hectares de forêt. *Ecurie du Domaine de Chantemerle, Chemin de Chantemerle, 16570 Marsac, tél : 05 45 64 75 89, www.chantemerle.fr*

Vélo(rution)

Villes cyclables : la France très en retard !

Il existe une banque de données sur internet, la Plate-forme européenne des politiques de mobilité (*www.epomm.eu*) qui recense notamment les études sur la part modale du vélo dans les villes de plus de 40 000 habitant·es en Europe. 471 villes sont recensées. En tête, on trouve 3 villes des Pays-Bas qui atteignent ou dépassent 39 % de déplacements. Dans les 100 premières villes, on compte 32 villes allemandes, 30 villes néerlandaises, 7 italiennes, 7 suédoises… La première ville française est Strasbourg qui n'arrive qu'à la 190e place avec 8 % de déplacements à vélo, suivi de Nantes (245e), Grenoble (268e), Rennes (270e)… Les pires villes européennes sont Madrid, Gènes, Porto ou Bratislava où le trafic vélo est considéré comme inexistant (moins de 1 % des déplacements).

La même étude permet aussi de connaître les villes où les voitures sont les moins nombreuses. C'est Londres qui arrive en tête avec seulement 9 % (le péage onéreux est efficace) devant Bilbao (11%). Là, Paris est bien classé : en 10e position avec seulement 17 %, loin devant Lyon (130e avec 45 %).

Il y a des villes où la marche est prioritaire : là les villes espagnoles sont nombreuses : neuf dans les quinze premières. La meilleure est Granollers (60 000 habitant·es) où 72 % des déplacements se font à pieds. C'est encore Paris qui arrive en tête pour la France (12e place, 47 % des déplacements à pieds), devant Nice (20e), Nancy (32e)…

Les voyageureuses, pour voyager sereinement

L'heureux cyclage est un réseau regroupant plus de 200 ateliers vélo autogérés et participatifs à travers la France. Pour venir réparer son vélo dans l'un d'entre eux, il est nécessaire d'adhérer à l'association et de s'acquitter d'une cotisation. Mais constatant que de nombreu·ses cyclistes voyagent à vélo et peuvent rencontrer des avaries lors de leur périple, le réseau a mis en place un système d'entraide entre adhérent·es. *Les voyageureuses* est le nom de ce projet qui incite les ateliers vélo membres de *L'Heureux Cyclage* à accueillir les adhérent·es d'un autre atelier vélo adhérant de ce réseau, lorsqu'ils ou elles sont en voyage. Pour permettre cet accueil, *L'Heureux Cyclage* a pris à sa charge une assurance spécifique qui couvre les risques d'accidents d'un·e voyageu·se au sein d'un atelier dont il ou elle n'est pas adhérent·e. *L'Heureux Cyclage, c/o uN p'Tit véLo DaNs La Tête, 5, rue de Londres, 38000 Grenoble, www.heureux-cyclage.org*

Climat

Sydney bat des records de température

L'été austral, début 2017, a été le plus chaud que l'Etat de Sydney (Australie) a connu. La moyenne des températures sur trois mois a été supérieure de 2,8°C à la normale. Plus de 200 records ont été relevés avec un record à 47,9°C à Walgett, dans le nord de l'Etat. Le gouvernement a clairement mis en cause l'activité humaine et en particulier la climatisation qui consomme de l'électricité produite par des centrales thermiques. Des campagnes publicitaires ont été lancées pour que les climatiseurs ne soient pas réglés en-dessous de 26°C.

Le chauffage à bon dos

Chaque hiver, on nous explique qu'une grande partie des particules fines – qui polluent nos villes dès que le vent arrête de les disperser – provient du chauffage au bois. Haro sur les cheminées à foyer ouvert ! Mais en juin 2017, alors que partout en France les températures dépassent 30°C, nous avons un nouvel épisode de pollution atmosphérique intense. Il est fort peu probable que les feux de cheminées soient en cause… Par contre, le trafic automobile est, lui, au même niveau qu'en hiver, à une nuance près : les conduct·rices font marcher leur climatisation. Celle-ci augmente sensiblement la consommation de carburant et donc les émissions de particules fines. Comme à chaque fois, les autorités n'ont pas osé bloquer la circulation des véhicules à moteur.

Une banque mondiale de graines en danger

DR

Différentes multinationales *(Fondation Rockfeller, Fondation Syngenta…)* ont créé en 2008 à Svalbard, une île norvégienne au nord du cercle polaire, une "banque de graines" pour y conserver et contrôler la biodiversité végétale du monde entier. Début 2017, plus de 930 000 variétés, essentiellement agricoles, y sont stockées. Les graines sont stockées dans un bunker creusé à 120 mètres sous la surface du sol. Le sol gelé devait assurer une température de conservation de -18°C. C'était compter sans le réchauffement climatique : durant l'été et l'automne 2016, les températures moyennes ont été supérieures de 7°C à la normale, une température suffisante pour que le permafrost (sol gelé) commence à fondre et de l'eau s'est infiltrée dans le bâtiment. D'importants travaux ont été lancés : tranchées drainantes, mur d'étanchéité, pompage de l'eau… Pour les gestionnaires, aucune graine n'a été perdue. Mais on peut s'interroger sur la vitesse du réchauffement près des pôles : en moins de dix ans, la situation locale a totalement changé !

» Biodiversité

Le Frêne en voie de disparition ?

Le Frêne est aujourd'hui menacé d'extinction par une maladie parasitaire létale, la chalarose, contre laquelle il n'existe aucun traitement, ni curatif, ni préventif. C'est un champignon venu d'Asie, le *Chalara fraxinea*, qui provoque cette maladie. Arrivé en Pologne dans les années 90 par l'importation massive de plants de frênes asiatiques qui en étaient porteurs, il se propage à travers l'Europe à raison d'environ 50 km par an. Il a été détecté pour la première fois en France en 2008 dans le nord-est (Haute-Saône). Depuis lors, l'épidémie s'étend inexorablement vers le sud-ouest.

Le castor masqué

Exposées soudainement et massivement à un nouveau parasite, les espèces européennes de frêne sont décimées, faute de temps pour que des résistances apparaissent au hasard des mutations génétiques. Car la lueur d'espoir réside dans la capacité d'adaptation génétique des frênes eux-mêmes. En effet, depuis le début de l'épidémie, on constate qu'environ 1 % des individus résistent au parasite et peuvent transmettre cette résistance à leur descendance. Il est donc extrêmement important de repérer les arbres tolérants à la maladie et de les sauvegarder.

Préservons les frênes dans nos haies, jardins et forêts, même les individus apparemment atteints : il s'agit peut-être d'individus résistants qui permettront la sauvegarde de l'espèce.

Bertille Darragon, botaniste amatrice, **Benjamin Durand,** technicien supérieur forestier, ONF Trièves *(Source : La Garance voyageuse n°119).*

» Abeilles

Zones de Bzzz

Les abeilles disparaissent en France au rythme affolant de 25 000 à la minute soit l'équivalent de 300 000 ruches par an. Cet effondrement est la face visible de l'iceberg : beaucoup d'autres espèces sont concernées, sans doute plusieurs milliers d'insectes. En cause : principalement les pesticides dont les insecticides néonicotinoïdes utilisés depuis 1995, mais aussi l'artificialisation des sols.

PAM PERGA

En attendant l'interdiction totale des pesticides, il faut essayer de contrer le phénomène. C'est pourquoi *Agir pour l'environnement* a lancé ce printemps 2017 l'opération "Créez le bzzz" en proposant à chacun·e d'aménager une zone de biodiversité avec des plantes mellifères pour accueillir les insectes pollinisateurs. Un kit comprenant des graines à semer, un panneau explicatif et un autocollant ont été mis en vente. Gros succès : alors que l'objectif était de 1000 kits vendus, ce sont plus de 2200 qui ont été commandés.

(source : *www.agirpourlenvironnement.org*)

Comment les amendements dénaturent les lois

La loi prévoit une baisse progressive des émissions des véhicules. Vous voulez continuer à rouler avec un gros 4x4 qui pollue ? Pas de problème : lors de votre prochain achat, en le déclarant comme véhicule professionnel vous ne paierez pas le malus écologique.

La loi fixe des normes de construction aux architectes (RT2012 et bientôt RT2020). Ces normes prévoient d'ores et déjà que les bâtiments construits doivent se situer en-dessous d'un certain niveau de consommation énergétique. La norme prévue en 2020 prévoit que les bâtiments devront être à énergie positive (ils produiront plus d'énergie qu'ils n'en consomment). Parfait ? Eh bien non, il existe un amendement qui permet aux immeubles de grande hauteur de ne pas respecter ces normes. Si cet amendement n'existait pas, il serait aujourd'hui impossible de construire des tours… car celles-ci, aussi bien conçues soient-elles, consomment de manière croissante avec le nombre d'étages.

Et il en est ainsi de toutes les lois… nos élu·es étant gentiment conseillé·es par de multiples lobbies.

» Bouches-du-Rhône

La centrale biomasse de Gardanne dans l'illégalité

DR

Le 8 juin 2017, le tribunal administratif de Marseille a donné raison aux opposant·es : la centrale biomasse de Gardanne qui doit brûler des volumes monstrueux de bois pour produire de l'électricité (voir le dossier "La forêt brûle" dans *Silence* n°428) a présenté un bilan écologique sous-évalué. Le tribunal annule ainsi l'autorisation délivrée par l'Etat en novembre 2012. Parmi les plaignant·es, on comptait deux parcs naturels régionaux, celui du Lubéron et du Verdon, plusieurs communes de la région et des associations comme France-Nature-Environnement. La centrale, si elle fonctionne un jour, devrait consommer annuellement 850 000 tonnes de bois soit 35 % du gisement forestier disponible dans un rayon de 250 km… alors que l'étude d'impact est actuellement limitée à un rayon de 3 km !

La CGT de la centrale et le maire communiste ont immédiatement demandé à l'Etat une dérogation "pour sauver 180 emplois". La CGT-Forestier s'est quant à elle rangée du côté des opposant·es. Dès le lendemain, la Préfecture a délivré une dérogation permettant à la centrale de continuer à fonctionner en toute illégalité.

Énergies

Vers le tout renouvelable

Le coût actuel de production par les énergies renouvelables est aujourd'hui suffisamment bas pour rendre obsolètes les technologies nucléaires et thermiques. Reste le frein de l'intermittence de la production. Dans ce domaine, les innovations sont rapides et les techniques se diversifient :

- interconnexion des réseaux sur de grandes distances (il y a toujours du vent quelque part),
- stockage de l'énergie par des stations de pompage entre deux lacs (appelées STEP),
- stockage de l'énergie par des procédés chimiques (un produit se liquéfie à la chaleur et rend cette chaleur quand il refroidit),
- volants d'inertie (une énorme masse circulaire qui tourne comme une dynamo),
- production et stockage d'hydrogène,
- décentralisation par les batteries.

Alors que la puissance de production des énergies renouvelables a dépassé en 2016 les 2000 GW (milliards de watts), ces différentes méthodes permettent d'en stocker déjà 150 GW. Cette capacité devrait être multipliée par 5 d'ici 2050. Cela devrait suffire pour accompagner une production à 100 % renouvelable.

(source : *www.ren21.net*)

Les compteurs Linky sont-ils utiles ?

Le *Conseil général de l'environnement et du développement durable* a remis en janvier 2017 un rapport sur le nouveau compteur électrique *Linky*. Ce rapport n'ayant pas été rendu public avant mars 2017, les associations anti-*Linky* demandaient à y avoir accès. Ce rapport de 96 pages compile un grand nombre de données nationales et internationales.

Sur la question de la santé, il rappelle que les études disponibles actuellement concluent toutes à une très faible exposition à des champs électromagnétiques (ils sont plus faibles que ce qui est toléré dans les logements pour l'exposition aux antennes relais des téléphones portables). Les auteurs proposent qu'une étude soit réalisée en concertation avec les associations opposées au déploiement pour qu'elles cessent d'exagérer ses risques.

Dans le domaine de la confidentialité des données, le rapport estime que la CNIL a correctement mis les choses en place. Il estime que la question économique reste encore largement ouverte car la durée de vie des compteurs n'est pas assurée, l'évolution du prix de l'électricité n'est pas connue, l'évolution des techniques non plus.

C'est dans le domaine de l'efficacité énergétique que le rapport est par contre plus critique : sur 1 572 000 compteurs installés en France fin septembre 2016, seuls 4500 clients (0,3 %) ont fait le choix d'options en faveur des économies d'énergie. Cela signifie que pour les autres (99,7 %), ce compteur ne présente aucun intérêt. Environ 2,6 % des clients refusent le compteur, 260 communes se sont déclarées opposées à son déploiement soit 2,3 % des communes concernées en 2016.

DR

Les auteurs estiment toutefois l'opération potentiellement intéressante car elle permet aux gestionnaires du réseau électrique de mieux connaître les besoins, de pouvoir limiter les coupures en cas de travaux… Ils évoquent la possibilité de compléter ces compteurs par un module *"émetteur radio Linky"* (ERL) qui permettrait d'afficher en euros sur un tableau chez les clients ou sur leur téléphone portable leurs consommations en direct. Des expériences ont montré que ce rappel de la consommation provoque une baisse de consommation de 6 à 10 %.

» Allemagne

Les coopératives de citoyen·nes gagnent les appels d'offre

Le 19 mai 2017, le gouvernement allemand a rendu public les lauréat·es pour un appel d'offres portant sur 807 MW supplémentaires dans le domaine de l'éolien terrestre. Il s'agissait du premier appel sans aucune aide de l'Etat. Surprise : 96 % des projets ont été obtenus par des coopératives citoyennes. Celles-ci ont proposé des coûts de fourniture d'électricité à un prix moyen de 57,1 € le MWh, le prix le plus bas étant de 55,8 €. Des prix compétitifs sur le marché de l'électricité. Le fait que les coopératives ne mettent pas en avant le profit a permis de griller la politesse aux grands opérateurs.

Nouveaux procès pour les Faucheurs Volontaires

Le 28 novembre 2016, environ 70 membres du collectif des *Faucheurs Volontaires* neutralisaient deux plate-formes d'essais de colza contenant des variétés rendues tolérantes à des herbicides, issues de la mutagenèse, une technique OGM. La plupart de ces activistes anti OGM (mais pas tou-tes) ont été convoqués dans leurs gendarmeries respectives. Dans certains cas cela est resté sans suite. Pour d'autres, plusieurs dates de procès se dégagent, au tribunal de grande instance de Dijon : 14 personnes convoquées le 5 septembre 2017 pour délit de destruction du bien d'autrui en réunion, de refus d'empreintes digitales et photos, de prise d'ADN (cela varie selon les personnes). 9 personnes convoquées le 9 septembre pour les mêmes motifs, 4 le sont pour le 19 septembre et une personne pour le 1er octobre. Une dispersion qui viserait à empêcher une défense collective et une mobilisation publique ?

» Etats-Unis

Des agrocarburants OGM dans l'alimentation

Environ 40% du maïs cultivé aux Etats-Unis serait destiné à la production d'éthanol (agrocarburants), sous contrat avec *Syngenta*. Pour être plus rentable, la multinationale a créé un maïs transgénique, *Enogem*, qui produit lui-même l'alpha-amylase, enzyme qui permet de dégrader l'amidon du maïs en sucre. Ce maïs n'est pas adapté à la consommation alimentaire, mais il a pourtant été retrouvé dans des silos destinés à la consommation humaine par plusieurs maïsiculteurs étasuniens. Ceci s'explique par la contamination liée à la proximité entre les différents champs de maïs, alimentaire ou non. Une situation que *Syngenta* nie pour le moment. (*Inf'OGM*, juin 2017).

DR

» Chronique

Nucléaire ça boum !

Marlène Tuininga

Contre la bombe, donc contre l'OTAN

Les 24 et 25 mai 2017, l'association* Abolition des armes nucléaires-Maison de Vigilance *a participé de façon active au "Contre-sommet OTAN" organisé à Bruxelles en marge du sommet officiel de cette* Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. *Pourquoi ?

MAN

Contre-sommet OTAN 2017, 24 mai 2017 - MAN

Parce que nous sommes membre du collectif français "Non à la guerre, non à l'OTAN". Mais encore ? Parce que cette alliance, créée en 1949 par douze pays – les Etats Unis, le Canada et certains pays de l'Europe de l'Ouest – dans une logique de défense contre une éventuelle agression par le bloc soviétique, est entrée dans une logique de conflit basée sur une stratégie nucléaire "indispensable tant que subsistera l'armement nucléaire dans le monde".

Depuis sa fondation, l'Alliance a accueilli 14 autres membres, situés principalement en Europe de l'Est, donc à des milliers de kilomètres de l'Atlantique Nord. Pour s'assurer la "protection" des Etats-Unis, ils ont accepté l'implantation d'un feston de bases anti-missiles US le long de leurs frontières avec la Russie.

Ainsi, d'organe de défense des "démocraties" face à l'ogre soviétique, l'OTAN s'est transformée en une véritable machine de guerre. De guerre et de militarisation. A preuve : depuis près de 25 ans, elle est responsable, directement ou indirectement sur instigation des Etats-Unis, de presque toutes les guerres dans le monde : la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, l'Afghanistan, les deux guerres d'Irak, la Libye et aujourd'hui la Syrie. A plusieurs reprises, la possibilité d'un recours à l'arme nucléaire a été évoquée au mépris total du droit à l'auto-détermination des peuples concernés. Et au prix de la mort et de la fuite de millions d'entre eux. A preuve pour la militarisation : la pression pour que les pays membres consacrent au moins 2 % de leur budget aux dépenses militaires. Et les marchands d'armes jubilent !

Tableau sombre ? Non, il y a une bonne nouvelle : partout dans le monde la résistance augmente en puissance. A l'*Assemblée générale des Nations-Unies,* 132 pays se sont prononcés en faveur de la négociation d'un traité d'interdiction des armes nucléaires. Des pays pauvres, des pays non dotés de l'arme nucléaire. Les parlements de pays non dotés mais bénéficiant du "parapluie" de bases américaines installées sur leur sol - les Pays-Bas, l'Italie - les ont soutenus (mais non suivis par leurs gouvernements). En dépit du "black-out" (pardon du "silence" !) des "grands médias" sur tout ce qui concerne notre politique étrangère et en particulier sur l'OTAN, l'opinion française se réveille devant ce qui pourrait être, d'un moment à l'autre, l'horreur d'une première frappe nucléaire.

Les négociations dans le cadre de l'ONU se sont déroulées du 15 juin au 7 juillet 2017. Le gouvernement français, champion de la dissuasion nucléaire érigée chez nous en religion, était absent. Nous, en tant qu'ONG représentant la vraie "société civile", nous y étions. Affaire à suivre.

Abolition des armes nucléaires - http://maisondevigilance.com/

» Algérie

Héritage des mines françaises

A la fin des années 1950, alors que la Tunisie et le Maroc ont obtenu leur indépendance, la France décide de bloquer la frontière algérienne en mettant des millions de mines dans le désert. Depuis 1963, l'armée algérienne mène des opérations pour neutraliser ces mines. Elle a annoncé début 2017, soit 54 ans plus tard, avoir fini de nettoyer 62 000 hectares et avoir détruit 8,8 millions de mines. Selon les archives françaises, plus de 11 millions de mines auraient été dispersées, mais un certain nombre d'entre elles ont explosé pendant ce temps : 48 000 personnes en sont mortes pendant la guerre (avant 1962) et 7000 autres depuis. Et certain·es osent encore revendiquer les effets positifs du colonialisme.

» Colombie

Communautés de paix toujours menacées

La Communauté de paix de San José de Apartado a été créée au printemps 1997, elle vient donc de fêter ses 20 ans. Elle a été créée en Colombie dans un contexte de violence politique et de guerre civile. Alors que les différentes communautés villageoises sont sommées de prendre parti pour les forces militaires, paramilitaires ou de guérilla, quelques villages d'une région touchée par la violence, les déplacements forcés et les assassinats ont décidé de se constituer en "communautés de paix", ne prêtant allégeance à aucun groupe armé quel qu'il soit. Elles ont fait l'objet de persécutions des différents acteurs armés et ont été accompagnées de manière continue durant de nombreuses années par les *Brigades de paix internationales* notamment, dont les volontaires vivent sur place pour observer et dissuader les violations des droits humains. Avec les accords de paix, un nouvel espoir naît pour le pays, mais la violence n'est pas terminée : cette année, des groupes paramilitaires ont réalisé des incursions dans le village pour tenter d'en prendre le contrôle après la démobilisation des Farc. *"Nos enfants vont devoir lutter eux aussi",* regrette l'un des habitants.

DR

Nord/Sud

La France de Macron, amie du dictateur Al-Sissi

Le 5 juin 2017, la Ministre française des armées, Sylvie Goulard, est allée saluer le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, avec pour agenda la poursuite de la coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays (qui a déjà rapporté plusieurs milliards d'euros à la France ces dernières années). Le 8 juin, c'était au tour de Jean-Yves Le Drian, Ministre des affaires étrangères macronien, de se rendre au Caire, pour y aborder le dossier libyen. Déjà décoré par le dictateur égyptien en début d'année "en reconnaissance de ses efforts et sa contribution à l'essor sans précédent de la coopération militaire entre les deux pays", Le Drian est venu apporter au président l' "amitié" d'Emmanuel Macron. Relancer le commerce des armes avec l'Egypte devrait relancer la croissance française… il faudrait s'en réjouir ? (*Survie*, 8 juin 2017).

» Pollution des rivières

La *Socfin* et *Bolloré* sur la sellette

En République Démocratique du Congo, au Liberia, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sierra Leone, au Nigeria, des communautés s'estiment lésées par les activités de la *Socfin*, holding luxembourgeoise spécialisée dans les plantations de palmiers à huile et d'hévéas, dont *Bolloré* est actionnaire. Elles ont fondé une *Alliance internationale des riverains des plantations Socfin/Bolloré* avec l'appui de l'ONG *ReAct*.

DR

Plusieurs organisations *(Attac, ReAct, Grain, Survie, etc.)* et associations de ressortissant·es africain·es ont accueilli le 1er juin 2017, les actionnaires de *Bolloré* lors de leur assemblée générale par des poissons pourris et autres symboles des rivières polluées par la *Socfin*. Elles demandent que *Bolloré* assume ses responsabilités et amène la *Socfin* à accepter le dialogue en vue de rétrocéder les terres considérées comme espace vital aux villageois·es riverain·es et de respecter leur droit à des compensations sur l'accès à la santé, à l'eau ou à l'électricité. De prises de parole en ce sens ont également été réalisées lors de l'assemblée générale. *Survie, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 44 61 03 25, http://survie.org.*

Pesticides interdits en Europe, revendus ailleurs

L'association suisse *Public Eye* a rendu public le 8 mai 2017 des documents qui montrent que des pesticides comme l'atrazine et le paraquat, interdits en Europe depuis 2004, continuent à être vendus à l'étranger, en contradiction avec la Convention de Bâle.

Entre 2012 et 2016, quatre exportations de paraquat et treize d'atrazine ont été enregistrées depuis la Suisse. Les pays de destination sont l'Argentine, le Brésil, le Cameroun, la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Pérou et la Thaïlande.

Le paraquat est une cause de la maladie de Parkinson. L'Atrazine est un perturbateur endocrinien.

(www.publiceye.ch)

Stévia : 260 000 signatures

Les Guaranis, peuple d'Amazonie, dénoncent la biopiraterie à cause de laquelle la stévia, une plante utilisées sur place depuis des millénaires, fait l'objet aujourd'hui de brevets (voir reportage en dernière page de *Silence* n°455, avril 2017). Le 7 juin 2017, l'association de solidarité internationale *Public Eye* a remis au siège de *Coca-Cola Europe* une pétition ayant réuni 260 000 signatures demandant à la multinationale de négocier avec le peuple Guarani.

(www.publiceye.ch)

EPR : *EDF* va-t-elle gagner la partie ?

Le 27 juin 2017, après des années de batailles entre expert·es, l'*ASN, Autorité de sûreté nucléaire,* a rendu public un rapport de l'*IRSN, Institut de recherche sur la sûreté nucléaire,* qui irait plutôt dans le sens d'une autorisation de poursuivre le chantier. Alors qu'*EDF* savait depuis 2005 que les couvercles de la cuve du réacteur étaient défaillants (trop riches en carbone, ce qui les fragilise), elle a poursuivi les travaux allant jusqu'à installer la cuve en 2013. L'*ASN* laisse se poursuivre les travaux. L'*IRSN* reconnaît que la cuve est défaillante, mais pas suffisamment selon lui, pour en interdire l'usage. Il tire en touche en affirmant qu'il faudra suivre l'évolution de la cuve tout au long du fonctionnement du réacteur tout en reconnaissant ne pas savoir comment faire cette surveillance. L'*ASN* a reporté à l'automne toute décision et annonce une consultation publique. Si le démarrage de l'EPR peut sauver *EDF* et *Areva* de la faillite, cela ne satisfait pas de nombreu·ses expert·es qui dénoncent un choix économique et non technique. De nombreuses organisations ont engagé des recours devant les tribunaux… mais pendant ce temps les essais de démarrage pourraient quand même être engagés.

Il faut se rappeler que lorsque Superphénix, surgénérateur tout aussi défaillant, construit dans l'Isère, a été arrêté en 1997, après dix ans de démarrages et de pannes successives, il y avait alors une centaine de recours en justice qui n'avait pas encore abouti.

» Etats-Unis

Prolonger la vie des centrales n'est pas rentable

L'argument d'*EDF* en France pour prolonger la vie des réacteurs actuels est que le coût d'entretien restant faible et le prix de la construction étant amorti, le kWh produit est à bas prix. Est-ce vraiment le cas ?

Aux Etats-Unis, comme en France, les centrales nucléaires sont vieillissantes. Une étude des analystes de l'agence de notation *Bloomberg* montre que 34 des 61 centrales des Etats-Unis sont déficitaires. Elles vendent de l'électricité sur le marché entre 20 et 30 dollars le mégawattheure alors que le coût de production est autour de 35 dollars. Le prix de l'électricité a beaucoup baissé car les centrales au gaz ont un coût de production plus faible et que le développement des énergies renouvelables provoque une surproduction. Pourquoi les autres réacteurs sont-ils rentables ? Parce qu'ils sont dans des Etats où le prix de l'électricité est contrôlé par les autorités… comme c'est le cas en France.

(source : *Les Echos*, 16 juin 2017)

DR

» Belgique

Succès de la chaîne humaine pour la fermeture des réacteurs nucléaires

Le 25 juin 2016, plus de 50 000 personnes ont participé à la réalisation d'une chaîne humaine de 80 km de long entre Tihange, Liège, Maastricht et Aachen. Elles demandent l'arrêt des réacteurs de Tihange 2 et Doel 3, deux réacteurs présentant des milliers de fissures dans les cuves des réacteurs.

» République tchèque

Sangliers contaminés

Trente ans après l'accident de Tchernobyl, les sols restent pollués sur une bonne partie de l'Europe. Des contrôles effectués sur de la viande de sanglier en République tchèque, de 2014 à 2016, sur 614 bêtes ont montré que dans 47 % des cas la limite de contamination en césium 137 était dépassée. Si le césium 137 a perdu la moitié de sa radioactivité en trente ans, il s'est concentré dans les champignons dont sont friands les sangliers. La concentration le long de la chaine alimentaire peut ensuite se poursuivre : la viande de sanglier est souvent utilisée dans le goulasch, une spécialité nationale.

Échange d'encart contre stand

Fukushima

♦ **La contamination se maintient.** *Greenpeace* a présenté un travail de recherche le 3 mars 2017. La maison de Mr Anzai, à litate, en zone aujourd'hui considérée comme réhabitable, a été décontaminée par les autorités en 2014-2015. Pour cela, la maison a été passée au jet d'eau sous pression, les sols à proximité ont été enlevés sur 5 cm. A certains endroits où le sol ne pouvait pas être enlevé, de la terre non contaminée a été ajoutée sur plusieurs centimètres. Pour les autorités cette maison est maintenant habitable… sauf que quand *Greenpeace* vient faire une cartographie de la contamination, on découvre que si la maison reste légèrement en-dessous des limites, ainsi qu'une mince bande de terrain autour de la maison, la radioactivité est partout ailleurs bien au-dessus des limites : les caniveaux du chemin d'accès sont 2 fois trop contaminés, tous comme les champs en contre-bas et les fossés au bord de la route. Un champ situé sous la maison dépasse les limites de 4 fois, tout comme la forêt située à l'arrière de la maison. *Greenpeace* conclut que vivre dans cette maison exposerait ses habitants à dépasser de 5 fois les limites internationales.

♦ **Nouveau sommet pour l'estimation du coût de l'accident.** Alors qu'officiellement, on est déjà passé de 60 à 175 milliards d'euros, le *Centre Japonais pour la recherche économique* a publié le 2 avril 2017 une étude qui estime le coût réel de l'accident entre 420 et 580 milliards d'euros. Pour rappel, à Tchernobyl, on a dépassé les 1000 milliards au bout de 25 ans…

♦ **Financement participatif.** La ville de Hakodaté se bat contre la poursuite de la construction du réacteur d'Ôma situé sur la province d'Aomori. Elle a porté l'affaire en justice en 2014 et cela coûte cher. Plutôt que d'augmenter les impôts locaux, les élus ont lancé un appel à financement participatif le 1er avril 2017. Pour le seul mois d'avril 51 000 € ont été collectés.

♦ **Cinq personnes gravement contaminées.** Le 6 juin 2017, cinq personnes étaient présentes dans un centre de recherche de l'*Agence japonaise de l'énergie atomique (JAEA)* de la ville d'O-arai (préfecture d'Ibaraki), au nord de Tokyo, pour contrôler des sacs de déchets quand l'un d'entre eux s'est déchiré libérant un nuage d'oxyde de plutonium et d'américium. Le sac contenait environ 300 grammes de produit radioactif. Les salariés sont restés trois heures dans la pièce pour essayer de reconditionner les poussières. Bien qu'ils soient équipés de tenues de protection, ils ont respiré des particules très radioactives. Un prélèvement dans le nez de celui qui tenait le sachet a donné une contamination de 22 000 bq de plutonium 239 et une contamination totale estimée à 360 000 bq… un record de contamination selon la *NRA, l'autorité de régulation nucléaire.* Cynisme de la JAEA : "leur vie n'est pas menacée dans l'immédiat".

Politique

» Israël-Palestine

Des herbicides contre les Palestinien·nes

Chaque année, Israël pulvérise des herbicides le long de la frontière de séparation de Gaza, pour délimiter une zone tampon de sécurité, dont le périmètre reste volontairement flou, l'armée ayant le loisir de tirer sur les personnes pénétrant dans la zone interdite (déjà des centaines de personnes blessées ou tuées, dont des agriculteurs dans leurs champs). Cette opération s'étend habituellement sur 100 à 500 mètres autour de la frontière côté palestinien. En 2017, la pulvérisation effectuée par des avions a touché les terres agricoles jusqu'à 1200 mètres de la clôture de sécurité, sous une formule plus chargée en pesticides que les autres années. Plus de 200 hectares de terres agricoles ont été fortement endommagés, et les cultures touchées ont dû être détruites car interdites à la vente par les autorités palestiniennes. (Source : *Agence Médias Palestine*, 13 mars 2017)

Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS)

Les syndicalistes norvégien·nes rejoignent le boycott. Le 12 mai 2017, la Confédération norvégienne des syndicats (LO), qui regroupe près d'un million de travailleurs et de travailleuses, a souscrit au boycott total d'Israël pour permettre aux Palestinien·nes d'acquérir leurs droits fondamentaux conformément au droit international. LO est la plus grande et la plus influente des organisations qui chapeautent les unions syndicales de Norvège. (Source : *www.bdsfrance.org*)

Le beau programme de Nicolas Hulot

L'été est le temps des négociations ministérielles, avant la mise en place du budget de l'année suivante. Fin juin 2017, Nicolas Hulot a transmis à Matignon ce qui lui semble la voie à suivre pour ce qui concerne son ministère de l'Ecologie. Tout d'abord, il affirme que les choix écologiques sont « interministériels », ce qui signifie qu'il devrait superviser les décisions prises par les autres ministères, ce qui est normalement le cas vu son rang dans la hiérarchie annoncée. Il veut que la France aille au-delà de l'*accord de Paris* sur le climat en misant sur une société décarbonée d'ici 2050. Il annonce que cela signifie l'arrêt de tout permis d'exploration ou d'exploitation concernant les hydrocarbures (ce qui est bien pour le gaz de schiste chez nous, mais il faudrait aussi imposer que notre *Total* national arrête ces activités à l'étranger). Sur le nucléaire, il entend mettre en œuvre la continuation de la baisse au-delà de la loi de programmation énergétique… mais il ne propose pas de calendrier. Nicolas Hulot s'engage à la reconquête de la biodiversité. Cela risque d'aller à l'encontre de nombreux projets d'aménagement dits "inutiles et imposés". Il se prononce pour la fin du diesel dans les centres urbains, l'interdiction progressive des pesticides et des perturbateurs endocriniens, le maintien du moratoire sur les OGM, un objectif de 50 % d'aliments bio en restauration collective, une loi de protection des sols, la fin de l'artificialisation des terres agricoles. Il souhaite développer les méthodes d'économie circulaire, faire que 100 % du plastique soit recyclé en 2025. Il espère mettre en place des conférences de consensus tous les semestres pour faire le point. Reste à voir ce qui restera de ce beau programme lorsqu'il aura été passé à la moulinette des hauts fonctionnaires, fidèles représentants des groupes de pression industriels.

Arnaud Bouissou

Société

La *Fabrique nomade*

Basée principalement à Paris, cette association valorise des savoirs-faire des artisan·es migrant·es. L'objectif de *La Fabrique nomade* est de favoriser l'insertion professionnelle d'hommes et de femmes migrant·es. Au-delà, son action vise à modifier le regard que nous portons sur les populations réfugiées. Si, à leur arrivée en France, les migrant·es sont censé·es faire un bilan de compétences, celui-ci sert rarement. *La Fabrique Nomade* se tourne elle vers des associations d'aide aux migrant·es pour repérer ébénistes ou brodeuses. Yasir, céramiste venu du Soudan, est le premier à s'être engagé dans l'association et il anime aujourd'hui des ateliers pour transmettre son artisanat. *La Fabrique nomade* participe à la valorisation des savoirs-faire et de l'histoire personnelle des migrant·es. *www.lafabrique-nomade.com, 157 boulevard Sérurier, 75 019 Paris*

Inégalités des langues sur internet

Selon la fondation *Mozilla*, 52 % des textes sur internet sont en anglais alors que seulement 24 % de la population mondiale peuvent lire cette langue (sur internet, 335 millions de personnes ont l'anglais comme langue maternelle et 505 autres millions la comprennent). A l'inverse, seuls 2 % des textes sont en chinois, une langue parlée par 14 % de la population mondiale (première langue mondiale). Le chinois arrive par contre en 2e position derrière l'anglais pour le contenu des courriels. L'espagnol, deuxième langue mondiale (400 millions en langue maternelle) n'est qu'en 9e position sur internet…

La situation évolue toutefois : les sites dans les langues autres que l'anglais progressent plus vite que les sites anglophones : si en dix ans (2000-2010), les textes en anglais ont triplé de volume, les textes en chinois ont été multipliés par 14, ceux en espagnols par 8, en portugais par 9, en arabe par 25, en russe par 18.

» Crèches

Pour respirer sans s'empoisonner

Nous passons en moyenne plus de 80% de notre temps de vie dans des espaces mal aérés. Les crèches et autres lieux d'accueil de la petite enfance n'échappent pas aux problèmes de pollution intérieure qui alarment de plus en plus les professionnels de la santé. La vulnérabilité des plus jeunes à ces polluants est supérieure à celle des adultes. L'association *Colline Acepp*, située dans les Hauts-de-France, qui fédère des établissements d'accueil associatifs et coopératifs de jeunes enfants, a lancé un programme *Eco crèche*, pour améliorer leur dimension écologique. Dans ce cadre, elle a réalisé un *Guide pratique pour une bonne qualité de l'air intérieur* dans les lieux d'accueil de la petite enfance, en lien avec l'*Association pour la prévention de la pollution atmosphérique* (APPA). Il permet d'identifier les différentes sources de polluants, et donne des indications pour réduire ces sources, pour aérer, ventiler et agir en connaissance de cause.

Colline Acepp, La Grappe, 75, rue Léon Gambetta, 59000 Lille, tél : 03 20 88 26 49, www.colline-acepp.org

Des Européen·nes demandent la limitation des pesticides

En moins de 5 mois, à la mi-juin 2017, l'*Initiative citoyenne européenne* pour le retrait de l'homologation du glyphosate, principe actif de nombreux pesticides, a réussi à atteindre le million de signatures nécessaire pour être validée. Cette pétition, qui demande aussi de revoir les procédures d'évaluation des pesticides ainsi que de fixer des objectifs obligatoires de réduction de leur utilisation, acquiert ainsi valeur de proposition législative et doit être examinée sous 3 mois par la *Commission européenne…* qui n'est pas tenue de suivre la demande. A suivre.

Générations Futures, 179, rue de Lafayette, 75010 Paris, tél : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr

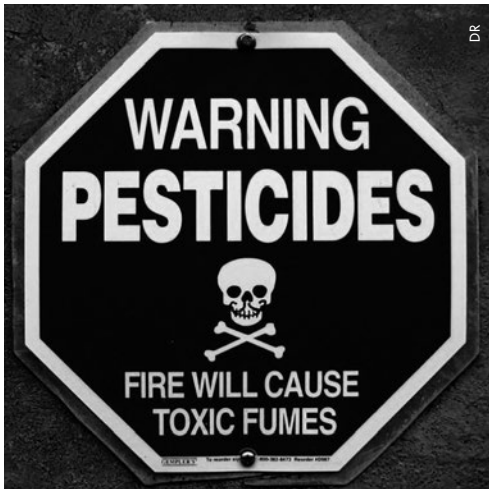
» Chronique

L'écologie, c'est la santé — *François Veillerette*

Un pas en avant vers la biodiversité dans les fermes

Dans le domaine de l'environnement les bonnes nouvelles ne sont pas toujours au rendez-vous. Bien souvent d'ailleurs, cette chronique n'échappe pas à la règle et annonce jusqu'à présent des renoncements ou des menaces nouvelles sur notre environnement et notre santé. Aussi ne faut-il pas bouder son plaisir lorsqu'une bonne nouvelle tombe.

Et c'est bien une bonne nouvelle qui est tombée le 14 juin dernier au *Parlement européen.* Ce jour-là un vote essentiel avait lieu : les élus européens devaient se prononcer sur l'opportunité d'utiliser ou non des pesticides dans ce que l'on appelle les *Surfaces d'Intérêt Écologique* (SIE) dans les exploitations agricoles. Ces SIE ont été introduites dans la PAC *(Politique Agricole Commune)* et doivent représenter au moins 5% des surfaces des terres arables des agriculteurs demandant un paiement direct dans le cadre de cette PAC, afin de protéger la biodiversité sur la ferme. Il s'agit la plupart du temps de haies, de jachères, d'arbres ou encore de mares, intercalées dans des cultures agricoles.



DR

Problème : la mise en place de ces SIE n'a jusqu'à présent pas vraiment permis de protéger la biodiversité dans les fermes, notamment… à cause de l'utilisation de pesticides dans ces zones !

14 millions d'hectares libérés des pesticides en Europe

Face à ce problème, la *Commission européenne* a fait la proposition d'interdire l'utilisation des pesticides dans ces zones spécifiques. Problème réglé pensez-vous ? Que nenni puisqu'il s'est bien sûr trouvé deux eurodéputés de la *Commission Agriculture du Parlement européen* pour proposer et faire adopter par cette même commission une résolution demandant l'autorisation des pesticides dans ces SIE ! Cette perspective d'autorisation des pesticides dans les SIE a fait fortement réagir les ONG, au premier desquelles *PAN Europe,* que je préside (1), qui posait une question essentielle fin 2016 : *"Si nous ne pouvons même pas interdire les pesticides dans les SIE, est-ce que cela vaut la peine de poursuivre le paiement du verdissement de la PAC lors de la prochaine révision du budget européen?".* C'était donc cette importante question que le *Parlement européen* devait trancher ce 14 juin 2017.

Et la bonne nouvelle c'est que le Parlement n'a pas soutenu la résolution de la *Commission Agriculture* demandant l'autorisation des pesticides sur ces SIE. La victoire fut certes courte (363 voix pour alors que la majorité nécessaire était de 376) mais une victoire néanmoins, même si seulement 267 eurodéputé·es ont voté contre !

Mais ne boudons pas notre plaisir car ce sont maintenant plus de 14 millions d'hectares qui ne pourront plus être traités par des pesticides en Europe et autant de zones où la nature pourra reprendre ses droits. Suffisamment d'eurodéputé·es auraient-illes enfin entendu·es les citoyen·nes européen·nes, comme les 258 000 personnes ayant soutenu la campagne des ONG environnementales pour une PAC plus "verte" ou le gros million de personnes ayant signé l'*Initiative citoyenne européenne contre le glyphosate ?*

(1) Pesticides action network (Réseau d'action pesticides), www.pan-europe.info

En partenariat avec : www.generations-futures.fr

Agenda

Alternatiba : Villages des alternatives au dérèglement climatique
- le 16 septembre à Orléans (Loiret)
- le 16 septembre à Lieusaint (Seine-et-Marne)
- le 23 septembre à Genève-Léman (Léman)
- les 23-24 septembre à Limoges (Haute-Vienne)
- les 23-24 septembre à Nantes (Loire-Atlantique)
- les 23-24 septembre à Toulouse (Haute-Garonne)
- le 24 septembre à Poitiers (Vienne)
- les 30 septembre et 1er octobre à Paris
- le 30 septembre à Rouen (Seine-Maritime)
- le 15 octobre à Trinité-sur-Mer (Morbihan)

Plus d'informations sur www.alternatiba.eu

agri-bio

Saône-et-Loire : Stage de permaculture
6-10 septembre

A L'îlot des Combes. Sur le thème de la gestion écologique de l'eau. Apprendre à régénérer la terre grâce à la mise en œuvre de travaux de terrassement dans le cadre d'une agriculture écologique. Avec Waren Brush et Norbert Fond.

L'îlot des Combes, Centre agroécologique, 131, rue des Riaux, 71200 Le Creusot, tél : 03 85 68 29 57, www.lilotdescombes.fr

Semaine des semences paysannes
16-24 septembre

Evénements festifs et militants dans toute la France, à la rencontre des paysan·nes et des jardinie·res qui les cultivent.

Informations auprès du Réseau Semences Paysannes, 3, avenue de la Gare, 47190 Aiguillon, tél.: 05 53 84 44 05, www.semencespaysannes.org

décroissance, transition

Orléans : Journée de la transition
16 septembre

Semur-en-Auxois : Foire bio
24 septembre

Auxois écologie organise sa 35e Foire bio à Semur-en-Auxois. Depuis 2011, l'association reverse les recettes de la restauration, dont l'ensemble des produits sont offerts par les producteurs et transformateurs locaux, à une une association aux valeurs proches : les faucheurs d'OGM en 2011, CASE (Collectif de soutien Sahel) en 2012, Terre de lien en 2013, Graine de Noé en 2014, La graine et le potager en 2015, LACIN (Les amis d'un coin de d'Inde et du monde) en 2016. **En 2017 c'est *Silence* qui recevra le résultat de ces ventes.**

Pour rejoindre les bénévoles qui prépareront les repas et tiendront un stand de la revue, prenez contact avec Michel Picoche 03 80 96 71 13.

Reliée à un Village des Alternatives avec Alternatiba. Au Campo Santo.

Organisé par le Collectif pour une transition citoyenne. transitioncitoyenneloiret@laposte.net.

Fête des possibles
18-30 septembre

La Fête des Possibles (nouveau nom de la Journée de la Transition) est organisée par le *Collectif pour une Transition Citoyenne* partout en France et en Belgique du 18 au 30 septembre. Des rendez-vous qui permettent de découvrir des solutions concrètes portées par des citoyen·nes pour la construction d'une société plus juste et durable.

Retrouvez les présentations près de chez vous www.fete-des-possibles.org, Transition Citoyenne, Immeuble Woopa, 10 avenue des Canuts, 69120 Vaulx-en-velin, contact@transitioncitoyenne.org

éducation

Herault : 3e festival pour l'école de la vie
22-24 septembre

Au Château de Flaugergues à Montpellier, 150 exposant·es, dont une dizaine d'écoles alternatives, 26 conférences autour de l'éducation, des ateliers thématiques pour enfants et adultes, restauration bio.

Néo-BienÊtre, 3, place Jean-Jaurès, 34000 Montpellier, tél : 04 34 00 63 06 ou 06 08 54 36 25, www.festival-ecole-de-la-vie.fr

environnement

Belgique : Valériane
1-3 septembre

A Namur, Namurexpo. Salon bio organisé par *Nature et Progrès*. Thème : céréalisable. Nombreu·ses exposant·es. Conférences sur les pesticides, la sortie du nucléaire, les OGM, les pollutions électromagnétiques, l'auto-construction et chantiers participatifs, etc.

Nature et Progrès Belgique, rue de Dave, 520, 5100 Jambes, Belgique, tél. : 0 81 30 36 90, www.valeriane.be

Haute-Saône : Les bio'jours
9-10 septembre

A Faucogney-et-la-Mer, organisés par l'association *Terres* (Tremplin pour une économie responsable de l'environnement et solidaire). 100 exposant·es, village associatif sur les thèmes de l'environnement, des droits humains et du lien social, conférences, animations, bal folk, balades botaniques, marché bio de producteurs, marché artisanal.

Terres, 15, rue de l'Oratoire, 70110 Villafans, tél. : 03 84 20 97 17, www.lesbiojours.fr

Ariège : Poubelles la vie !
10 septembre

A Sainte Croix Volvestre. *6e Marché ô initiatives pour changer notre regard* sur les déchets. Avec un grand marché d'artisanat et de productions locales, des ateliers, des animations, un forum-débat, un vide grenier, une restauration locavore…

marcheo.2017@orange.fr

fêtes, foires, salons

Herault : Festibébés 2017
22-23 septembre

Le Festibébés revient avec une troisième édition dédiée aux oiseaux, au Domaine des trois Fontaines au Pouget. Deux jours de rencontres, d'échanges, de concerts, d'animations, d'ateliers autour de la petite enfance, en milieu rural, pour croiser les expériences, les regards, les imaginaires des artistes, des familles et des professionnels.

Au Domaine des Trois Fontaines, 34230 le Pouget - 04 67 84 32 58 – 06 80 88 51 27 - a.delaneuche@gmail.com / www.festibebes.fr

Drôme : Foire aux produits biologiques de Montfroc
30 septembre-1er octobre

A Montfroc, dans la vallée du Jabron, entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Stands de product·rices, artisan·es, artistes de proximité, stands sur l'habitat écologique, le recyclage, le compostage, l'environnement, conférences. Accueil du festival *Ar'lire* avec trente écrivain·es. Théâtre de rue, musique, ateliers enfants.

Informations www.foirebiomontfroc.wordpress.com

Hautes-Alpes : Fête des simples
30 septembre-1er octobre

A Rosans. Rencontre nationale des producteurs de plantes aromatiques et médicinales du syndicat Simples. Thème : plantes libres. Quels espaces de liberté pour produire, vendre et utiliser les plantes aromatiques et médicinales ? Marché des producteurs herboristes, forum des associations, ateliers, sorties botaniques, espace enfants, expositions, librairies, buvette, restauration, concert. Conférences le samedi 30, 9h30 : la réglementation des plantes médicinales et les paysans herboristes ; 14h30 : comment circulent les graines quand les hommes sont enfermés, de la Provence à la Syrie ? Dimanche 1er, 9h30 : le ménage des champs, industrialisation, normalisation de l'agriculture, 14h30 : table-ronde "les plantes libres".

Contact : Jean-François Roussot, La Rivière des Arômes 05100 Rosans, www.syndicat-simples.org

société, politique

Paris : Photographier pour témoigner : un acte militant ?
9-10 septembre

Espace Clacquesin (Malakoff, M° Mairie de Montrouge), 30 conférences, ateliers, tables-rondes, expositions, stands, animations et une grande conférence : "photographier pour témoigner : un acte militant ?".

Campus Amnesty international. Programme : www.amnesty.fr, www.campus@amnesty.fr

Lot : Rencontres festives de la culture et des médias alternatifs
23-24 septembre

A Corn, près de Figeac. Des rencontres qui conjugueront la culture à tous les temps... culture, agri-culture, perma-culture humaine... Un week-end où l'on pourra rencontrer des auteurs, des médias libres,

Théâtre et danse : Ce qui m'est dû
Héloïse Desfarges et Antoine Raimondi / La Débordante Compagnie

Puisant dans les pensées de Naomi Klein, André Gorz, du Comité Invisible, le duo activiste artistique et écologique témoigne d'une alternative politique. De la ZAD à la COP, ils traversent les territoires du débat et récoltent les discours entendus, de la pharmacienne au Président. Leurs mots et mouvements sont une alchimie rythmée, qui repose sur la connivence. La danse s'oralise, le verbe s'incarne et le spectateur s'identifie. "Sondant dans une histoire individuelle les potentialités universelles de remise en question d'un système global", ils invitent à la responsabilité consciente, à une créativité lucide.
- **2 septembre :** festival *l'Union fait la jongle*, Monein, Pyrénées-Atlantiques ;
- **13 ou 14 septembre :** *Le Chaînon manquant*, Laval, Mayenne ;
- **16 et 17 septembre :** *festival Rue barrée*, Lourdes, Hautes-Pyrénées ;
- **23 septembre :** théâtre de Bretigny (scène conventionnée), Bretigny-sur-Orge, Essonne ;
- **1er octobre :** *festival des Vendanges*, Suresnes, Hauts-de-Seine ;
- **21 au 23 novembre :** *les Traversées du théâtre du briançonnais,* Hautes-Alpes.

www.ladebordante.com, La débordante Compagnie, 19 rue Garibaldi, 93100 Montreuil

Échange d'encart contre stand

Agenda

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

des crieuses d'idées… Bref, un week-end où il fera bon venir en famille, où chacun pourra y trouver son bonheur, se nourrir de culture, de rencontres, de livres, de débats, de tables rondes, d'ateliers, de musique, de spectacles. Deux tables-rondes avec de nombreux médias libres de la région et d'ailleurs, en duplex avec *Alternatiba Toulouse* et *TV Bruit*.
www.lelotenaction.org

santé

Loire : Fouilla Fest
1-2 septembre
Au château de Goutelas à Marcoux. Un festival où l'on se déconnecte de nos portables pour être vraiment présent, ici, ensemble.

Quinzaine de la non-violence et de la paix
21 septembre-2 octobre
Thème de l'année : "Au delà des peurs et des colères, la rencontre et le dialogue ! ". Deux semaines d'animations et d'actions entre deux dates symboliques : le 21 septembre, journée mondiale de la paix, et le 2 octobre, journée mondiale de la non-violence. Environnement pathogène, chômage, attentats, etc. Les médias amplifient le caractère angoissant des peurs. Ces dernières débouchent parfois sur le mal-être des jeunes, sur des replis identitaires. Les logiques de boucs émissaires se développent alors. Cette quinzaine veut mettre l'accent sur le fait que la rencontre et le dialogue sont plus forts que les peurs, le repli sur soi ou l'entre-soi. Des actions auront lieu dans de nombreuses villes.
Informations et contacts : Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr

Vendredi 1er septembre à 20h30 : soirée discussion + projection autour de la thématique "Les ondes éléctro-magnétiques, quels dangers ?". Samedi 2 septembre à partir de 14h : village associatif, marché de producteurs, spectacles pour petits et grands, conférence gesticulée, ateliers, conférences. A 21h concerts. Buvette et restauration saine et locale sur place.
www.fouillafest.wixsite.com/festival. 06 51 26 73 89.

s!lence

Lyon : expédition de S!lence
Jeudi 21 et vendredi 22 septembre
Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

Lyon : Ciné-club de Silence
20 septembre
Le ciné-club écocitoyen du relais lyonnais de *Silence* a dorénavant lieu le troisième mercredi de chaque mois à 20h, toujours à l'*Aquarium,* 10, rue Dumont, Lyon 4e. Tarif libre, débats en présence de membres de l'équipe de réalisation, boissons et restauration. Projection d'un film en rapport avec le dossier du mois de septembre sur l'école.
Réservation recommandée au 04 26 63 28 99 ou monique.douillet@sfr.fr ou 09 81 96 94 29.

vélo

Paris : Vélorution
Samedi 2 septembre
Départ place de la Bastille à 14h
www.velorution.org/paris

Ecotopia Biketour 2017

L'*Ecotopia Biketour* est un tour de vélo autogéré qui va dans différentes parties d'Europe pour visiter des projets et faire des actions. Il s'adresse à quiconque est interessé·e par l'idée de voyager à vélo, vivre en communauté, bricoler/DIY, se poser des questions environnementales et apprendre par l'expérience. Le tour continue en septembre et octobre, n'hésitez pas à les rejoindre ! *www.ecotopiabiketour.net*

- 27 aout - 1er septembre : Le Rocalet, Tarn
- 7 septembre – 11 septembre : Can Decreix,Pyrénées-Orientales
- 13 septembre – 16 septembre : Pujarnol, Gérone, Espagne
- 16 septembre – 18 septembre : Ecovillage Amat, Gérone, Espagne
- 18 septembre – 20 septembre : Les Vinyes, Tarragona, Espagne
- 21 septembre – 23 septembre : Can Tonal, Barcelone, Espagne
- 23 septembre – 26 septembre : Barcelone (Can Masdeu)
- 27 septembre – 30 septembre : Can Biarlu, Tarragona, Espagne
- 30 septembre – 3 octobre : Can Pipirimosca, Barcelone, Espagne

Echange d'encart contre stand

Annonces

» EMPLOI

■ **Doubs.** Le CLAJ/Ferme de la Batailleuse recherche Porteur de projet, co-gestionnaire de centre d'accueil. Missions principales : gestion des repas, de l'entretien des locaux et gestion administratives et financières. Nous souhaiterions une personne motivée pour un CDI, pour travailler en autogestion et en promouvant l'éducation populaire. *Annonce complète sur www.claj-batailleuse.fr*

» VIVRE ENSEMBLE

■ **Gers.** Suite à des problèmes de santé, je propose cet échange : une aide à l'entretien des extérieurs d'un moulin à eau (à 9 km d'Auch) contre la possibilité d'y faire un potager (idéalement en agro-foresterie sous et autour d'un verger) et de disposer d'un petit coin casse croûte voire même d'un bout de bâtiment l'été (pêche possible). Merci de m'envoyer un petit mail de présentation en laissant vos coordonnées à *mathieu.massot@gmail.com, tel : 09 51 34 15 14*

■ **Loire.** Etudiante en master à l'Université de Saint-Etienne recherche pour septembre 2017 une chambre dans une ferme ou colocation dans un village proche de Saint-Etienne, pour y cultiver son autonomie (potager, poulailler…). Moyens de transports en commun à proximité indispensables. *Lucie Rey, Les 3 Lauves A1, 35 avenue Paul Cézanne, 13 090 Aix-en-Provence, 04 42 96 52 16*

» A VENDRE

■ **Ardèche.** Vends FDC, 75 000 €. Charmant centre de bien-être, institut de 160 m² et bureau /kitchenette de 40 m², petit loyer : 415€/m, clientèle fidélisée depuis 10 ans. Excellente réputation. Cet Institut se compose d'un hammam et une grande pièce d'eau ; d'une pièce pour la relaxation ; de 2 salles de massage ; d'une salle pour des soins esthétiques. Institut rénové, avec parking. Implantation stratégique et exclusivité de l'activité dans le secteur. Utilisation de produits bio et locaux. CA HT 2017 de 75 000 €. Résultat net en progression. Commerce clé en main. *www.centre-bien-etre.com. Contact : 07 69 63 61 90, gisele@couleursdumonde.net ; Couleurs du monde, La Calade, 07000 Privas*

■ **Haute-Saône.** Agréable maison de 5 pièces, 115 m², chauffage central bois et fioul, cour et jardin, garage-grange dans un village à 3 km d'un bourg avec commerces et à maxi 200 km de Bâle, Freibourg, Metz, Strasbourg, Troyes... accédez à la culture et aux échanges tout en bénéficiant de la campagne verdoyante et vallonnée. Potentiel de tourisme vert, fluvial et différents parcs de loisirs. 59 000 € sans agence. Projet d'habitat participatif en SCI avec financement partiel sur APL. *Tél+mail: 0607342593@orange.fr*

Gratuites : Les annonces de *S!lence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** S!lence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** S!lence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

DR

▲ *Distribution du VRAC dans la région lyonnaise*

Tout le monde a le droit de bien se nourrir

Alors que les circuits courts se multiplient, les quartiers populaires semblent rester à l'écart des réseaux de proximité. *Silence* est allé à la rencontre de plusieurs initiatives qui tentent de briser ces inégalités et de rendre accessible une production biologique et locale.

L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION BIO ET locale est devenu un enjeu important des métropoles européennes toujours en expansion. Les connexions et solidarités villes/campagnes se développent autour des questions agricoles. Si cet accès interroge en premier lieu l'existence même d'une agriculture locale et pousse en parallèle à l'essor d'une agriculture urbaine, il interroge aussi les possibilités réelles d'accès à ces productions, depuis certains quartiers populaires. Des initiatives font le pari de davantage de justice alimentaire, en s'appuyant sur des productions agricoles, à l'instar des *Amis du Zeybu* (1) à Eybens (Isère) ou de l'association *VRAC* à Villeurbanne et Strasbourg. Elles pensent l'accessibilité sous le triple prisme du prix, de l'équipement commercial et de l'efficacité des réseaux d'approvisionnement et des représentations sociales liées à un certain type d'alimentation.

DÉSERTS D'ÉQUIPEMENTS ET PRIX EXORBITANTS : RENVERSER LA TENDANCE

L'association *VRAC*, basée à Villeurbanne, s'est lancée en 2013 avec un objectif : démocratiser les bons produits. Son fondateur, Boris Tavernier, s'est alors tourné vers la *Fondation Abbé Pierre,* des bailleurs sociaux… pour financer l'initiative. Car la première barrière est bien souvent celle du prix. Le *VRAC* a fait le choix de vendre des produits à prix coûtants : l'association n'applique pas de marge sur les produits bio, locaux ou équitables. *Les Amis du Zeybu*, basés à Eybens, se sont développés dès 2009 en coopérative d'habitant·es en circuit court avec un principe de solidarité régénérateur de lien et de citoyenneté, autour d'une monnaie, le "Zeybu Solidaire". Ce principe "Zeybu Solidaire" permet de créditer le compte d'adhérent·es en situation de difficultés grâce à la vente de dons en nature des producteurs et productrices. Ces derniers peuvent alors acheter leurs produits : c'est la boucle solidaire. *"Outre les produits commandés, les producteurs nous donnent l'équivalent de 10 % de leur livraison en nature. L'argent récolté par la revente de ces produits est reversé à une association locale qui crédite les comptes Zeybu de personnes en difficulté, leur permettant de faire leurs courses comme les autres adhérents"*, précise Jean-Jacques Pierre, ex-président de l'association.

Ces deux associations insistent par ailleurs, au-delà de la question du prix et du partage des richesses, sur la disparition des commerces de proximité dans

(1) Voir aussi *Silence*, n°406, novembre 2012, p.21, "Isère - Le Zeybu, circuit court solidaire"

DR

A chacune son contenant. Distribution en vrac de la lessive dans la région lyonnaise.

certains quartiers, sur le manque d'offres. *Les Amis du Zeybu* se sont montés en réaction à la disparition, dans un quartier piétonnier récent d'Eybens, du dernier commerce de proximité ; *"ce qui à réveillé une envie enfouie de faire ensemble différemment et pour tous, à l'échelle de la proximité, avec un désir radical de s'opposer aux solutions classiques sans savoir vraiment pourquoi et comment"*, précise Jean-Jacques. L'association *VRAC* quant à elle s'implante dans les quartiers périphériques de Lyon et maintenant de Strasbourg, en proposant des réunions d'informations dans des écoles et des centres sociaux, et des permanences pour enregistrer les commandes puis procéder aux livraisons.

BIEN-ÊTRE DES VILLES, BIEN-ÊTRE DES CHAMPS

Ces initiatives ne peuvent faire l'économie d'une réflexion autour de la justice sociale du côté des producteurs et des productrices et d'une interrogation sur les réseaux d'approvisionnement. *"Le Zeybu solidaire n'existe que par la reconnaissance des producteurs. En effet dès l'origine les producteurs ont cru au projet et ils se sont engagés sur le don solidaire en nature. C'est leur reconnaissance qui a permis à l'équipe de départ de croire que le Zeybu avait du sens et cela bien avant que les adhérents urbains découvrent des vertus à notre hybride bête de lien !"* s'exclame Jean-Jacques. Boris, de l'association *VRAC*, confirme : *"A côté, il y a du coup aussi des intérêts pour les producteurs. Par exemple un producteur de fromage de chèvre qui démarre m'a contacté. C'est un coup de pouce pour lui. Il vend ses fromage 1,10 € sur le marché et 0,90 € au VRAC. Ça lui permet de se faire connaître, et d'écouler une grande quantité de stocks ; il livre deux fois par mois 1500 fromages !"*. Ces initiatives sont génératrices de liens entre l'agriculture et les habitant·es des périphéries. Elles participent donc au respect et au bien-être des agriculteurs et des agricultrices comme des mangeu·ses. Ces préoccupations font écho aux *Assises de l'agriculture et de l'alimentation,* initiées par *La Confédération paysanne* qui se sont tenues en janvier 2017 et qui ont débouché sur une liste

LES AMIS DU ZEYBU

Localisation : Eybens (Isère) • Création : 2009 • Bénévoles : 20 • Salarié·es : 0 • Adhérent·es : 300 • Statut : association loi 1901 • Budget : 50 000€ • Ouverture : marché le mardi tous les 15 jours • Local : 23 allée du Gerbier 38320 Eybens • Contact : lesamis-duzeybu@gmail.com

VRAC LYON

Localisation : dans 10 quartiers populaires • Création : 2013 • Bénévoles : 50 • Salarié·es : 3 salarié·es en CDI à plein temps et 2 services civiques. • Adhérent·es : 900 • Statut : association loi 1901 • Budget : 215 000 € • Ouverture : les commandes et distributions ont lieu une fois par mois dans les centres sociaux ou locaux mis à disposition par les bailleurs • Local : Villeurbanne • Contact : asso.vrac@gmail.com

VRAC STRASBOURG

Localisation : Strasbourg • Création : 2016 démarrage du projet / 2017 création de l'association VRAC Strasbourg-Eurométropole • Bénévoles : 20 • Salarié·es : 1 équivalent temps plein • Adhérent·es : 200 • Statut : Association de droit local • Budget : 35 000 € • Ouverture : 1 commande par mois dans les 4 antennes strasbourgeoises • Local : 4 antennes existent aujourd'hui à Strasbourg, les prises et les réceptions de commandes sont organisées dans les centres socio-culturels de trois quartiers populaires • Contact : emmakrebs@ares-actif.fr ou vrac_strasbourg@laposte.net

DR

▲ *Aller chercher sa commande du VRAC, un moment convivial*

de 13 doléances pour des politiques agricoles et alimentaires permettant l'accès de tous et toutes à une alimentation de qualité, produite par des paysannes et paysans qui vivent de leur travail et pratiquent une agriculture paysanne (2).

LE LIEN SOCIAL AU CŒUR DU "BIEN MANGER"

Répondre aux déficits matériels ne suffit pas à rendre accessible une production agricole bio et locale. Les questions des représentations sociales, de l'apprentissage et du sentiment de légitimité sont au cœur des pratiques quotidiennes d'alimentation. Boris Tavernier est le premier à le souligner. Il explique que s'il était arrivé *"en proposant 'juste' des produits bio, cela n'aurait pas marché. Nous avons commencé par des dégustations, juste pour convaincre, sur le goût, puis sur le prix."* L'association s'est ensuite appuyée sur les liens tissés dans différents quartiers, sur le bouche à oreilles. Elle est aujourd'hui présente dans 11 quartiers et revendique 900 adhésions. Le *VRAC* se définit avant tout comme générateur de lien social, et anime en parallèle du groupement d'achat des ateliers de cuisine, des concours de cuisine avec de grands chefs dans les quartiers, des rencontres à la campagne dans des fermes, etc.

L'association est aussi devenue, lors des permanences notamment, un lieu de rencontre – pour les femmes principalement. A Lyon plus de 90 % des adhérents sont des adhérentes.

Les Amis du Zeybu ne se définissent pas autrement : *"[Notre] rôle est de créer du lien à l'échelle du quartier, permettre à tous sans exclusive, de s'approvisionner en produits locaux principalement bio, en faisant ensemble. Un projet que nous avions qualifié à l'origine de banalement révolutionnaire !"*. En 2016, grâce à la monnaie "Zeybu solidaire", 4700 € ont été versés sur le compte d'adhérent·es du *Zeybu* en situation de difficultés via l'expertise de l'association *EAU* (émanation du *CCAS* (3) d'Eybens), ce qui a garanti une juste répartition en préservant l'anonymat des bénéficiaires, et 2000 € ont été versés directement à l'épicerie sociale de la commune *Pain d'épices* (gérée par *EAU*) pour acheter directement des denrées de première nécessité. Aussi, si l'aide de la banque alimentaire est une aide vitale pour les bénéficiaires, l'aide du *Zeybu* est essentielle. C'est-à-dire porteuse de sens ! Dans la boucle solidaire tou·tes les intervenant·es (adhérent·es, producteurs et productrices, *EAU*, adhérent·es soutenu·es) contribuent, participent à la production de la monnaie "Zeybu solidaire", ce qui en fait un dispositif régénérateur de lien de convivialité, de solidarité, de respect de l'environnement…

Ces associations permettent de (re)donner le choix aux acteurs et actrices des systèmes alimentaires (de la production à la consommation), en brisant les logiques du capitalisme vert qui verrait dans l'accès à une agriculture locale et biologique un nouveau marché. Au contraire, c'est à partir des valeurs de partage et de solidarité que des liens se retissent et redessinent une redistribution plus juste des richesses agricoles.

Martha Gilson ■

(2) www.confederationpaysanne.fr

(3) Centre d'action communale et sociale.

DR

Le vélo sous la pluie

Combien de personnes prennent prétexte des jours de pluie pour affirmer que rouler uniquement en vélo n'est pas possible ? Pourtant, les relevés précis montrent que l'on se mouille assez peu en vélo.

AU PAYS-BAS (EN MOYENNE 800 MM DE pluie soit un peu plus que Paris), Gerard Poels note depuis le 1er septembre 2008 s'il pleut ou non sur son trajet quotidien pour aller travailler : sur 2774 trajets, il n'a été mouillé que 271 fois (9,8 %).

En Belgique, l'*Institut Royal Météorologique* a calculé qu'il a plu en moyenne entre 1934 et 1997 que 5,99 % du temps et que les pluies violentes (plus de 5 mm en dix minutes), où la conduite en vélo devient impossible, ne représentent que 0,006 % du temps.

A Lausanne, en Suisse, l'association *Pro-Vélo* a comptabilisé de novembre 2001 à novembre 2002, sur un aller-retour quotidien (8h à 8h30 le matin, 18h à 19h le soir) le nombre de fois où il pleut : seulement 4,5 %.

A PARIS, DES PLUIES FAIBLES

En s'appuyant sur les statistiques de la station météorologique de Paris-Montsouris, le calcul a été fait pour l'année 2006 par l'association *Carfree* en regardant les tranches 8h-9h et 18h-19h, du lundi au vendredi. Résultat : 56 trajets mouillés (12 %). Mais la station météo n'indique que les précipitations par heure : il peut tomber 2 mm en dix minutes et plus rien ensuite… donc le risque d'être mouillé, si on roule moins d'une heure, est plus faible.

Il faut aussi distinguer les types de pluie. Selon l'*Organisation météorologique mondiale*, on parle de pluie faible lorsqu'il tombe moins de 2 mm en une heure, de pluie modérée entre 2 et 7,6 mm/heure, de pluie forte au-delà. Sur les 56 trajets mouillés à Paris, seuls 5 trajets ont connu une pluie modérée, aucun une pluie forte.

En conclusion, dans les pays d'Europe du Nord, on compte donc environ 10 % de trajets mouillés dont seuls 1 % avec des pluies fortes.

Pour les pays d'Europe du Sud, il pleut moins de jours, mais les pluies peuvent être plus fortes. Ainsi à Nice (740 mm), il pleut plus qu'à Paris (640 mm) mais cela tombe en 61 jours contre 110 à Paris.

BIEN S'ÉQUIPER

Pour les pluies faibles, il est possible de s'équiper avec une simple cape de pluie (1)… et il faut avoir des garde-boue pour éviter l'eau qui vous gicle sur les fesses (2). Pour le 1 % de pluie forte, il faut soit accepter d'être mouillé, soit attendre que cela passe (giboulées, orages), soit exceptionnellement trouver un autre mode de déplacement. Comme le raconte une norvégienne sur le site *ellesfontduvelo.com* : *"il n'y a pas de mauvais temps, il n'y a que de mauvais équipements"*.

Michel Bernard ■

(Sources principales : *Carfree.fr*, 27 avril 2017 ; *ellesfontduvelo.com*)

(1) L'utilisation d'un "bouclier" style scooter contre la pluie est dangereux : le vent peut vous faire chuter.

(2) A noter que les vélos électriques sont conçus pour ne pas craindre la pluie.

DR

Le vélomobile, simple vélo couché caréné, est au sommet de la performance énergétique : il illustre parfaitement le potentiel d'un véhicule minimaliste. www.velomobile-france.com

La prodigieuse marge de progression écologique des transports

Repenser nos transports autour de véhicules ultra légers révèle des possibilités insoupçonnées.

DEPUIS DES DÉCENNIES, NOS VOITURES consomment peu ou prou la même chose, malgré les énormes progrès réalisés. En 1940, les concepteurs de la *Deux chevaux* avaient pour objectif qu'elle consomme 3 litres aux cent.

Nos transports en commun n'apportent qu'un gain bien maigre par rapport aux voitures, malgré les possibilités d'économies permises par la mutualisation des transports.

En fait nos transports souffrent tous du même mal : la spirale du poids.

LA SPIRALE DU POIDS

La consommation d'énergie des transports est surtout liée à deux paramètres : le poids et la vitesse.

A basse vitesse, la consommation est *grosso modo* proportionnelle au poids. Traduisez par : deux fois plus lourd, consomme deux fois plus.

Au delà d'environ 30 km/h, c'est la vitesse qui devient prépondérante. Et là on change d'échelle : c'est proportionnel au carré. Traduisez par : deux fois plus vite, consomme quatre fois plus.

Réduire la vitesse est donc le premier moyen de réduire la consommation des transports, sans compter que c'est aussi un gros facteur de sécurité : la voiture étant à la fois lourde et rapide, elle est responsable de 3,5 millions de mort·es par an dans le monde, soit plus que toutes les guerres réunies.

C'est malgré tout sur le poids que la marge de progression est la plus importante.

Parce que sur les voitures, déjà on déplace le plus souvent quatre places vides.

En plus, on rajoute toujours plus d'accessoires indispensables. Qui rajoutent du poids. Et, pour supporter leur poids, il faut renforcer, donc alourdir. Evidemment, pour aller quand même aussi vite, il faut mettre un moteur plus gros, donc plus lourd, et renforcer encore... C'est ça, la spirale du poids.

DEVELOPPER DES BOUCLES VERTUEUSES

Pour prendre la (dé)mesure de l'embonpoint pris ainsi par les voitures, il suffit de comparer à un véhicule naturellement immunisé contre cette spirale : le vélo. Parce que quand on n'a que l'énergie de ses jambes

DR

Le bus scolaire mis au régime « avec pédales » : 200 kg pour 9 personnes, et plus étroit qu'une voiture. www.scool-bus.org (Le fabricant de ces bus est hollandais, s-cool bus est une association qui les utilise à Rouen)

pour avancer, on évite spontanément tout poids inutile.

Un vélo électrique est ainsi 40 fois plus léger qu'une petite voiture. Et pourtant il déplace, aussi, une personne avec l'aide d'un moteur.

Pour une quinzaine de kilos de plus, un vélo couché caréné, appelé aussi vélomobile, offre le luxe d'une carrosserie intégrale.

Comble du paradoxe, ces véhicules sont mieux adaptés que la voiture à l'essentiel de nos besoins de déplacement : immunisés aussi contre les bouchons et les problèmes de parking, ils permettent généralement de gagner du temps.

Et l'allègement est une boucle vertueuse.

La recharge solaire devient plausible : il suffit d'avoir deux accus pour rouler avec l'un pendant que l'autre se recharge dans la journée(1). Avec des accus de 3 kg c'est possible, avec les 200 kg d'accus d'une petite voiture électrique ce n'est pas soutenable, à tous les sens du terme.

NOUS POUVONS ÉCONOMISER PLUS DE 99 % DU PÉTROLE !

Comparons tous ces véhicules en suivant le destin d'un litre d'essence.

Si ce litre est mis dans le réservoir d'une voiture classique, il lui fera faire moins de 17 km. (Soit 6l/100km)

Si ce litre d'essence, ou son équivalent en uranium, est mis dans une centrale électrique, avec l'électricité produite une voiture électrique fera, aussi, environ 17 km. Oui, les déperditions de la production actuelle d'électricité font perdre les avantages de l'efficacité du moteur électrique.

Si ce litre d'essence est utilisé pour fabriquer un panneau solaire, ce panneau va, sur sa durée de vie, fournir à un vélo électrique de quoi faire 10 000 km, soit... 600 fois plus qu'une voiture.

Bref, nous nous demandons aujourd'hui par quel moyen compliqué nous allons, peut être, gagner quelques % sur la consommation de nos véhicules de transport de personnes. Alors que nous avons dans les mains une clé capable de nous faire gagner 99,8 %. Et cette clé est simplissime : concevoir nos véhicules à moteur comme si l'on devait pouvoir, si besoin, les utiliser avec seulement des pédales. Et adieu les kilos en trop.

Philippe Crassous ■

(1)Pour les longs trajets occasionnels, la recharge peut être solaire si on embarque un panneau solaire, sur une remorque par exemple.

La voiture électrique ne tient pas la route

Présentée comme LA solution écologique, et subventionnée en conséquence, la voiture électrique cache pourtant de bien sombres revers. Déjà le lithium des batteries est une ressource très polluante à extraire. Surtout, aujourd'hui nous devrions réduire notre consommation d'électricité pour pouvoir sortir du nucléaire. Rajouter des voitures électriques, c'est s'enferrer dans la dangereuse prolongation des centrales existantes. Le pire est encore moins visible : on se déplace, en principe, dans la journée. En déplacement, il est très contraignant de recharger ses batteries et donc dans l'immense majorité les voitures électriques se rechargeront le soir et la nuit. Or c'est dans la journée que les panneaux solaires produisent. Les embarquer sur la voiture ? La surface disponible fournirait de quoi faire 10 km par jour. La voiture électrique est chroniquement incompatible avec l'énergie solaire. Et il faut bien voir qu'en matière d'électricité renouvelable, à part le solaire qui a une forte marge de progression, pour le reste c'est vite vu : l'hydraulique a un faible potentiel de développement, nous sommes visiblement peu enclin·es à voir des éoliennes fleurir partout et la forêt ne fera pas long feu si nous produisons notre électricité avec.

Bref, sous sa belle apparence, la voiture électrique est une bombe à retardement écologique, au sens propre du terme. Si j'ose dire. **PC**

DR

Radio Klaxon à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique)

DR

Radio MNE à Mulhouse (Haut-Rhin)

Réinventer la radio

Après l'euphorie pirate de la fin des années 1970 puis celle du début des années 1980 et la libéralisation des radios associatives, les décennies qui suivirent connurent une certaine débandade militante pour laisser la place au *commercial*.
Qu'en est-il aujourd'hui avec le développement du Web et des nouvelles technologies de communication ?

EN FRANCE, LA FIN DES ANNÉES 90 VOIT surgir un nouveau mouvement, celui des altermondialistes.

En cette fin de siècle, les réseaux de diffusion de l'information explosent à une échelle mondiale. Les critiques se renouvellent contre les médias dominants et les concentrations de groupes de presse qui se partagent le gâteau.

La radio n'est pas en reste et suit la même dynamique. Les structures associatives qui peinent à financer le passage au numérique vendent leur temps d'antenne aux annonceurs et perdent peu à peu leur indépendance financière. Les quelques rares résistantes qui subsistent raclent les fonds de tiroirs, font appel au soutien de leurs auditeurs et tentent de diversifier leurs activités. Parmi les plus accrochées à témoigner de la vie sociale, culturelle, politique, écologique, ou tout simplement d'un engagement, nous pouvons citer *Radio Galère* à Marseille, *Canut* à Lyon, *Zinzine* à Forcalquier, *Fréquence Plurielle* et *Radio Libertaire* à Paris.

LE RETOUR DES RADIOS PIRATES

D'un autre côté, depuis quelques années, nous observons un retour des radios pirates, c'est-à-dire émettant hors de toute autorisation du CSA (1).

La première à faire parler d'elle a été *Radio Klaxon* qui émet sur Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) depuis 2012. Comprise comme moyen de communication indépendant, elle permet de donner des rendez-vous, de préciser la position des barrages de police, d'annoncer divers événements, de lancer des coups de gueule, etc.

Sur certains événements, comme le camp d'été à Bure (Meuse) en 2015, il s'agissait de diffuser localement les débats et conférences afin que les absent·es puissent profiter des échanges en cours. Dans ce cas précis, l'idée n'était pas de créer une radio pérenne, mais bien un phénomène circonscrit dans le temps, en lien avec une mobilisation de quelques jours.

Nous avons aussi pu voir surgir des stations éphémères au cours de plusieurs rassemblements comme à Rennes (Ille-et-Vilaine) avec *Radio Croco* et à Nantes (Loire-Atlantique) avec *Radio Cayenne*, lors des manifestations contre la Loi Travail en mai 2016.

LA VAGUE DES WEB RADIOS

La nouvelle vague occupe principalement Internet. Depuis plusieurs années, et comme à chaque évolution technologique, les nouveaux outils sont souvent détournés de leur utilisation première, pour rentrer dans le champ, dans le camp, des militant·es.

Articles précédents

- "Radios : des armées aux révolutions", *Silence* n° 454
- "La vague pirate", *Silence* n° 457

(1) Conseil supérieur de l'audiovisuel qui accorde, refuse ou retire une fréquence.

DR

▲ *Radio à Bure*

Qui plus est cet outil, simple d'utilisation ne demande pas d'engager des dépenses excessives, si ce n'est un abonnement auprès d'un hébergeur.

En effet, la simplicité et la quasi-gratuité de ce médium permettent de se lancer dans l'expérience d'une radio associative, militante et engagée, sans avoir à investir dans un studio numérique. Des logiciels libres permettent de créer une *Web Radio*. Il suffit d'acquérir un enregistreur numérique pour officier. Reste à déterminer la zone d'influence et le taux d'écoute.

Il faut souligner l'importance que peuvent représenter des radios de luttes, même de courte durée, lorsqu'elles permettent de diffuser en direct ou de proposer des écoutes différées.

C'était le cas de Radio *Jungala* dont l'activité était centrée sur la jungle de Calais. Elle donnait la parole aux migrant·es, à leurs soutiens et à quelques universitaires qui venaient témoigner du quotidien du camp.

RADIO MNE À MULHOUSE

D'autres, à l'inverse de la dynamique de *Radio Croco* et *Radio Cayenne*, commencent sur le Web avant de continuer en modulation de fréquence.

Il en est ainsi de *Radio MNE* (Mulhouse Net Expérience) à Mulhouse (Haut-Rhin), un exemple parmi d'autres, que je connais pour la fréquenter régulièrement (2).

Après plusieurs années uniquement sur le Web, depuis janvier 2015 *Radio MNE* diffuse sur une fréquence temporaire attribuée de septembre à juin par le CSA. Initiée par quelques personnes (souvent issues de médias libres locaux ayant mis la clé sous la porte), *Radio MNE* est un modèle de radio associative, citoyenne et impliquée localement. Elle tire ses revenus de nombreuses subventions publiques, locales, nationales ou européennes, et refuse toute publicité à l'antenne. Ses émissions sont variées et accueillent de nombreu·ses act·rices de la vie sociale et militante de la région. L'obtention d'une fréquence définitive serait pour elle l'assurance d'une meilleure visibilité, elle associerait alors la Web Radio à la FM.

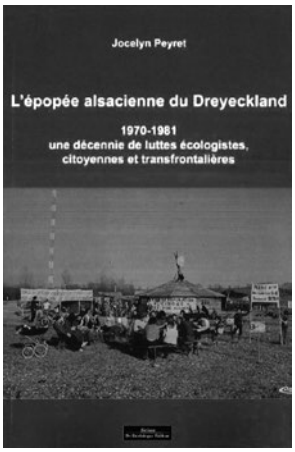
En conclusion, il apparaît que le phénomène des radios libres est en pleine renaissance. Après des années de perdition, une volonté citoyenne d'expression non assujettie à un capital privé renaît de ses cendres. Ce n'est certes pas le même contexte qu'en 1977, mais les enjeux sont similaires : la liberté d'expression et la parole libre de toute censure. Le retour des pirates refusant de jouer le jeu du CSA pourrait être assimilé à un refus de répondre à un cahier des charges obligeant à une grille des programmes fournie et quotidienne. Sans parler de la liberté de ton et de revendication.

Jocelyn Peyret ■

Dans le cadre d'une recherche personnelle, je me suis intéressé au mouvement des radios libres et plus spécifiquement aux radios de lutte qui ont émergé à partir de 1976/1977 en France.

Aujourd'hui, je continue ce travail de collecte d'information, de documents (sonores, tracts, articles, affiches, etc.) et de témoignages concernant plus particulièrement des radios dont il ne reste que peu de traces : *Radio libre 44, Radio Epicéa* (Vosges), *Radio Pomarèdes/Radio Verte Béziers, Radio Active* (entre Lyon et Le Bugey), *Ill Trèt* (radio éphémère contre un projet de mine d'uranium dans les Pyrénées-Orientales).

Si vous avez participé à une de ces radios pirates, connaissez *quelqu'un qui* ou si vous avez des documents, merci de me joindre au 06 20 36 57 17 ou joce@no-log.org



L'épopée alsacienne du Dreyeckland
1970 – 1981, une décennie de luttes écologistes, citoyennes et transfrontalières
21 euros — 192 pages
Ed. Do Bentzinger
www.editeur-livres.com

(2) Vous pouvez retrouver certains médias libres sur le site de la *Coordination nationale des médias libres*, dont *Silence* est membre (http://medias-libres.org)

DR

▲ *Performance contre le mariage autorisé pour les mineures violées en Tunisie*

Le statut de mineur·e en question

Le statut de mineur·e est censé protéger les enfants et les jeunes. Mais ne les rend-il pas également plus vulnérables en leur déniant la plupart des droits civiques et en les livrant à l'autorité des adultes ? Traiter un enfant comme son égal et lui permettre d'exercer un pouvoir sur sa vie, serait-ce forcément lui voler son enfance ? Un lecteur ouvre le débat.

"RÉCEMMENT, QUAND UNE DÉPUTÉE A PROposé en France que les parents n'aient plus le droit de gifler ou de fesser leurs enfants, sa phrase a été accueillie dans l'Assemblée nationale par des éclats de rire. Or il est question d'actes qui sont des délits... quand ils sont commis par un adulte sur un autre adulte."(1)

Les mêmes rires ont dû secouer les parlementaires lorsque, pour la première fois, un député a proposé de permettre aux femmes d'occuper les bancs de l'Assemblée.

Quoi qu'il en soit, le parlement français a fini par adopter 3 jours avant Noël 2016 (avec 38 ans de retard sur la Suède), l'interdiction du recours aux violences corporelles sur les enfants. (2)

UNE LUTTE SILENCIEUSE

Depuis toujours, et partout où leur statut de "personne" est dénié sous le fallacieux prétexte de les protéger, les "mineur·es" désobéissent. Leurs combats silencieux (rarement relayés par les médias), se traduisent par la fugue, l'école buissonnière, les tags, la vandalisation des écoles et collèges ; c'est aussi sous forme de collectifs organisés que certain·es de ces jeunes réclament rien moins que l'abolition du statut de mineur·e.

"Une vingtaine de mineurs à Berlin qui revendiquent l'égalité adulte/enfant et attaquent l'État fédéral en justice au motif que l'obligation scolaire serait contraire aux droits humains les plus élémentaires; qui font le planton devant les écoles avec des pancartes 'Bienvenue en taule !', et réclament nationalement le droit de voter et celui d'être élu, celui de refuser l'éducation, celui de travailler, de choisir son lieu de vie, etc.

Des regroupements d'enfants et d'adolescents travailleurs dans plus d'une trentaine de pays, formant des syndicats forts de dizaines de milliers de jeunes qui refusent la Convention internationale des Droits de l'Enfant et se battent contre la surexploitation qu'entraîne la clandestinité, pour le droit au travail pour tous sans discrimination d'âge... Des révolutions anciennes ou récentes, enfin, sont le fait d'enfants et d'adolescents qui dressent des barricades dans les rues et prennent le vieux monde d'assaut..." (3)

UN MODÈLE PATRIARCAL

Si le statut de "mineur·e" est assez récent, la domination de l'adulte sur l'enfant est l'héritière de la société patriarcale romaine. La *familia* est le théâtre d'une domination absolue du père, qui est en quelque sorte "propriétaire" de son épouse, de ses enfants, de ses

(1) Christine Delphy (sociologue et directrice de recherche émérite au CNRS), avant-propos de *La domination adulte*, Yves Bonnardel, éd. Myriadis 2015.

(2) Mais le 26 janvier 2017, suite à la saisine de plusieurs sénateurs Les Républicains, le Conseil Constitutionnel a censuré le refus des violences corporelles envers les enfants, pour des raisons de forme...

(3) Yves Bonnardel, *La domination adulte — L'oppression des mineurs*, op. cit.

Christiane Spangler

Irlande du Nord, Londonderry, 1970

domestiques, de ses esclaves et de ses animaux ; il a droit de vie ou de mort sur les membres de sa *familia*.

Aujourd'hui, l'esclavage est "officiellement" aboli, les femmes en lutte se sont libérées en grande partie du carcan patriarcal (4), les Afro-Américain·es ont fait tomber peu à peu les principaux bastions de la discrimination raciale. Plus récemment les personnes handicapées ont réussi à se faire reconnaître juridiquement en tant que personnes et à conquérir une certaine autonomie (5).

ET LES ENFANTS ?

Ces personnes faibles, petites, puériles, naïves, irresponsables (6), sont l'objet de toutes les attentions qu'autorise la discrimination fondée sur l'âge. Le milieu familial ne détient pas le monopole de la domination adulte sur les enfants ; dès que les petit·es sont en âge de se mouvoir et de parler, ils et elles sont pris·es en charge par une institution éducative.

Après 1870, Jules Ferry se charge en France de la mise en place de l'école gratuite et obligatoire, au sein de laquelle les enfants sont confiné·es par catégorie d'âge, contrôlé·es, évalué·es et mis·es en concurrence par un système de notation. Yves Bonnardel souligne qu'*"au début du 20e siècle, les théoriciens de l'éducation étaient assez transparents sur le fait qu'ils concevaient des écoles en vue d'adapter les enfants au nouvel ordre industriel. Ces pédagogues soutenaient que les enfants devaient perdre leur nature sauvage 'primitive' et développer des manières 'civilisées' telles que la ponctualité, l'obéissance, l'ordre et l'efficacité.*

En 1898, Elwood P. Cubberley, doyen de l'école d'enseignement et éducation à l'Université de Stanford, déclare : Nos écoles sont, dans un sens, des usines, dans lesquelles les matériaux bruts — les enfants — doivent être façonnés en produits... Les caractéristiques de fabrication répondent aux exigences de la civilisation du 20e siècle, et il appartient à l'école de produire des élèves selon ses besoins spécifiques." (7)

LES CONSÉQUENCES DU STATUT DE MINEUR·E

Le statut de mineur·e réglemente les dix-huit premières années de la vie allant du nourrisson au jeune adulte. Cette discrimination fondée sur l'âge ne prive-t-elle pas l'individu de tout droit et reconnaissance sociale ? Notre système parental et éducatif ne tend-il pas à "l'infantilisation", à maintenir les enfants dans un statut d'irresponsables ? Traiter un·e enfant comme son égal·e et lui permettre d'exercer un pouvoir sur sa vie ce serait "lui voler son enfance"... La grandiloquente notion "d'intérêt supérieur de l'enfant" justifie son appropriation et sa subordination "pour son bien".

Comme le fait justement remarquer Yves Bonnardel (8), c'est précisément parce qu'on le prive de ses droits que l'enfant se retrouve sans défense face à toutes les convoitises, à tous les conditionnements, à l'enfermement en famille et en centre éducatif (9). *"Les enfants sont réputés être vulnérables par nature, mais c'est en fait leur statut (de mineur) qui les prive de tout droit effectif à choisir leur vie (par exemple, choisir avec qui ils veulent vivre, être autonomes financièrement, choisir à quoi ils vont dédier leur temps et leur énergie, etc.), droits qui seuls leur permettraient d'échapper à l'arbitraire et à la violence adulte. Leur situation, au contraire, en fait la catégorie humaine la plus dominée, la plus sujette aux contraintes et aux violences de toutes sortes : psychologiques (omniprésentes), sociales (le statut de mineur et l'absence de droits réels qu'il entérine, ainsi que l'âgisme paternaliste constituent bel et bien des violences), physiques (84% des parents avouent utiliser la violence physique à l'encontre de leurs enfants) et sexuelles (entre 5 et 10% des mineurs sont abusés par des adultes, bien souvent leurs propres parents). En*

(4) Jusqu'en 1965, un mari pouvait s'opposer à ce que sa femme travaille "au-dehors", une femme mariée ne pouvait pas ouvrir un compte en banque séparé sans l'autorisation de son mari.

(5) Voir le dossier dans *Silence* n° 451, décembre 2016, "Handicap : conquérir son autonomie".

(6) Ainsi que le fait remarquer Janusz Korczak, *"l'adulte prend son temps, l'enfant lambine, l'adulte pleure, l'enfant pleurniche, l'adulte est persévérant, l'enfant est obstiné, l'adulte est parfois distrait, l'enfant seulement étourdi..."*

(7) *La nature sauvage des enfants*, Carol Black, réalisatrice et auteure états-unienne du documentaire intitulé *Schooling the World* (existe en version sous-titrée sur YouTube).

(8) Yves Bonnardel, *La domination adulte — L'oppression des mineurs*, op. cit.

(9) *"La moitié des jeunes de 15 ans [...] ne savent ni calculer l'aire d'un rectangle, ni faire une moyenne, ni calculer un pourcentage ou mener un raisonnement déductif."*, Maryline Baumard, "La règle de trois n'aura pas lieu...", *Le Monde*, 21-22 nov. 2010.

DR

▲ *L'école industrielle indienne de Carlisle, ouverte en 1879. Une usine d'acculturation et d'ethnocide.*

fait, la 'protection de l'enfance' qui justifie le statut de mineur les livre au contraire pieds et poings liés à des sortes de propriétaires (les parents, les éducateurs, etc.) qui exercent sur eux un pouvoir discrétionnaire, qui interdisent, obligent, dirigent et punissent à tour de bras, selon leurs propres caprices de maîtres, mais, bien sûr, pour le bien des enfants."

L'ENFANCE EMPRISONNÉE

Le développement progressif du sentiment d'insécurité propre aux pays occidentaux influence les comportements parentaux et les institutions en faveur d'une surprotection des enfants. Ces derniers sont en permanence tenus par la main, emprisonnés dans des murs, des couloirs, des véhicules ; ils sont soumis à un contrôle et à des emplois du temps qui ne laissent aucune place à la fantaisie, à la rêverie ou à l'autonomie.

Alors que la société s'adapte aux spécificités des personnes handicapées à travers de multiples législations et aménagements, ne faudrait-il pas engager la réflexion sur les besoins de mobilité et de liberté des plus petit·es et sur les aménagements des espaces publics nécessaires pour palier cette privation de liberté de mouvement ?

LE STATUT JURIDIQUE DES MINEUR·ES

Précédée par des textes nationaux, puis internationaux, la notion de droits des enfants aboutit à la *Convention internationale des droits de l'enfant* (CIDE) qui est adoptée par l'assemblée générale de l'ONU en 1990. Elle est à ce jour le texte international le plus ratifié au monde (par 193 États) et le premier instrument juridique international concernant les enfants à posséder un caractère contraignant. Elle dit en substance que l'enfant n'est ni un·e citoyen·ne, ni un sujet de droit à l'exception du "droit à la vie" stipulé par l'article 6. Cet être faible et immature âprement surprotégé — et auquel on dénie tout droit civique — est par contre vite reconnu "responsable" de ses actes devant la justice. L'âge n'est pas une condition préalable pour engager sa responsabilité civile ou pénale et dès lors qu'il est considéré comme "capable de discernement", il est susceptible d'encourir des sanctions pénales. Cette "capacité de discernement" ne l'émancipe pas pour autant de son statut de mineur·e...

ABOLIR LE STATUT DE MINEUR·E

L'idée même d'abolir le statut de mineur·e inquiète, mais à bien y réfléchir, de quoi a besoin un nourrisson ? De nourriture, de soins, d'amour et de sécurité jusqu'à ce qu'il tienne debout tout seul. René Scherer (10) affirme qu'à quatre ans, l'enfant est en âge de marcher, de parler et de communiquer, qu'il peut se débrouiller seul et qu'il est incontestablement majeur. Dès l'âge de cinq ans, un enfant est capable de se rendre utile, de comprendre et de s'insérer dans le tissu social.

La domination que les adultes exercent sur les enfants à l'aide de cet instrument que l'on appelle "le statut de mineur·e" n'a-t-elle pas pour but principal de perpétuer le modèle qui nous a été inculqué ? Et si c'était précisément ce modèle qu'il fallait dépasser, ne devrions-nous pas faire confiance à ces petit·es génies de l'apprentissage, ces concentrés d'enthousiasme, d'empathie, de créativité, d'innovation, que sont les enfants ?

Héritier·es d'un futur bien incertain, ne convient-il pas de les laisser s'épanouir librement en les considérant comme nos éga·les pour leur permettre de garder intact leur courage, leur confiance et leur inventivité ?

Claude Mirandola ■

(10) René Schérer (1922-), est un universitaire et philosophe français, professeur émérite à l'université Paris VIII et préfacier de Fourrier.

DR

▲ *Protection d'une ferme menacée d'expulsion en 2016*

Notre-Dame-des-Landes Faut-il agrandir l'actuel aéroport ?

Le gouvernement pourrait accepter d'annuler le projet actuel d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes au profit de l'agrandissement de l'actuel aéroport. Une victoire pour une partie de l'opposition locale, pas pour les écolos.

DEPUIS 1968, EXISTE LE PROJET DE TRANSfert de l'actuel aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes. Depuis 2008, les terrains sont occupés par l'opposition. Une tentative d'évacuation brutale a échoué en 2012. Depuis, régulièrement les hommes et femmes politiques annoncent l'évacuation future… mais sans que rien ne bouge sur place. L'arrivée d'un nouveau gouvernement en mai 2017 change-t-elle la donne ?

Edouard Philippe est pour le nouvel aéroport, Nicolas Hulot est contre. Emmanuel Macron hésite. Un compromis annoncé début mai 2017 est de faire une expertise sur la possibilité d'agrandir l'aéroport actuel. Un rapport doit être publié d'ici la fin de l'année 2017. En attendant, Emmanuel Macron a affirmé qu'il ne recourrait pas à la violence pour évacuer le site occupé.

Comme des contre-expertises ont déjà eu lieu pour montrer que cette extension est possible, il semble que l'on s'oriente vers un abandon en douceur du projet à Notre-Dame-des-Landes. C'est une victoire en vue pour les opposant·es loca·les.

LUTTER CONTRE L'AUGMENTATION DES VOLS AÉRIENS

Pour les écologistes, la solution d'agrandir l'actuel aéroport n'est toutefois pas satisfaisante : cela signifierait que l'on envisage une poursuite de l'augmentation des vols. C'est totalement incompatible avec une démarche responsable vis-à-vis du climat.

Comme nous l'avons déjà signalé, près de la moitié des vols au départ de Nantes sont à destination de villes françaises (1). Une tarification plus avantageuse pour les trains rapides qui relient Lyon, Paris ou Bordeaux permettrait de supprimer une bonne partie de ces vols. Environ un quart des trajets sont des destinations touristiques (Marrakech, Héraklion, Dubrovnik, etc.) : il y a un gros travail de sensibilisation à poursuivre pour que cessent ces modes de loisirs destructeurs de notre environnement. Reste ensuite un gros quart de destinations plus ou moins utiles (Bastia, Londres, Lisbonne, etc.) où il serait intéressant de connaître le pourcentage de "vols d'affaires". Aux Etats-Unis, après les attentats du 11 septembre 2001, le trafic aérien a été totalement interrompu pendant une semaine : les entreprises se sont tournées vers les visio-conférences, beaucoup moins polluantes que l'avion. En les développant, on pourrait encore réduire l'usage de l'avion.

Alors que l'actuel aéroport est loin d'être saturé, une démarche écologique serait de veiller à le rendre moins actif. La même démarche est valable pour les autres aéroports !

Michel Bernard ■

(1) 42 vols sur 96 par exemple pour la journée du 22 mai 2017.

DR

➤ *Yoko Oka, derrière le butai*

DR

➤ *Réalité de l'évacuation*

Kamishibai : dessiner pour briser le silence nucléaire

Originaire d'Hiroshima, le dessinateur Teppei Ikumasa a assisté au deuil silencieux de milliers de Japonais·es, traumatisé·es par l'attaque atomique de 1945. *"Les personnes concernées ne souhaitent pas souvent raconter leur histoire"*, dit-il, par peur des conséquences et du qu'en dira-t-on. Leurs existences se sont éteintes dans la discrétion, emportant avec elles la mémoire des victimes.

TEPPEI IKUMASA PRATIQUE LE *KAMISHIBAI*, théâtre de dessins, une pratique traditionnelle japonaise. Il y a encore quarante ans, les enfants avaient l'habitude de voir circuler dans les rues ces forains ambulants, venus raconter des contes et des légendes pour quelques pièces, en montrant des dessins dans un cadre de bois sculpté (*butai*). Ils sont de moins en moins nombreux aujourd'hui.

En mars 2011, lorsque éclate la catastrophe de Fukushima, près de 90 000 personnes connaissent l'exil forcé. Teppei Ikumasa décide de ne pas laisser le silence s'installer de nouveau, et part pour recueillir leurs témoignages au plus vite. Chaque victime a sa propre histoire : il se propose de la mettre en dessins, pour que les exilé·es de Fukushima puissent eux-mêmes et elles-mêmes raconter ce qu'ils et elles ont vécu dans son petit théâtre. L'entreprise porte ses fruits et suscite l'émotion chez les évacué·es. Les échanges se multiplient et donnent naissance à plus de 120 *kamishibai*.

REFUGIE·ES A PERPETUITE

"Après l'accident, j'avais perdu espoir, puis j'ai rencontré les kamishibai", témoigne Yoko Oka. Cette pompière volontaire était en poste à Namié, une ville située à 4 km de la centrale, rapidement évacuée. *"C'était une vie de réfugiés à perpétuité"*, témoigne-t-elle : elle ne savait plus si elle pourrait un jour s'installer véritablement quelque part. Comme beaucoup d'autres, les *kamishibai* l'ont aidée à se reconstruire.

Employée de bibliothèque, Hisai Yashima a réécrit non pas son histoire, mais celle de son chat Bouge-Bouge, oublié au village de Namié et finalement retrouvé dans un foyer des semaines plus tard. Elle intervient régulièrement dans les écoles et recueille les impressions des enfants, souvent émus par le parcours du chat. Le langage enfantin du récit ne masque pourtant pas le propos : une ville abandonnée, des animaux errants, puis un foyer sombre et sans perspectives.

Après avoir mis en image l'expérience de nombreux pompiers et rescapé·es de Namié, Teppei Ikumasa décide de faire un film d'animation, *Munen* (1). Le film a été présenté aux fonctionnaires chargé·es de la reconstruction de la région de Fukushima. Teppei Ikumasa témoigne de leur émotion, et veut y voir une note d'espoir. Il ne baisse pas la garde pour autant. Yoko Oka, elle, est venue pour avertir la France : avec le nucléaire, *"on ne peut jamais dire qu'on est en sécurité"*.

Bastien Charbouillot ■

(1) *Ed. Remords.* Le dessinateur est allé recueillir les témoignages des habitant·es et pompiers du village de Namié, situé à 4 km de la centrale de Fukushima Daiichi. Un peu moins de 200 habitant·es y ont trouvé la mort au moment du tsunami du 11 mars 2011. Loin de tout catastrophisme, *Munen* présente la journée de l'évacuation du 12 mars telle que les pompiers l'ont vécue. En premier plan, une étrange neige berce les embouteillages et les files d'attente, signe d'un péril invisible. L'originalité du film, d'une troublante intensité, tient à l'implication des habitant·es de Namié. Ce sont elles et eux qui ont rejoué leurs propres rôles en donnant voix aux images.

Jean-Luc Mélenchon et l'écologie

A propos du courrier "Jean-Luc Mélenchon et l'écologie" (*Silence* n°456 p.41). Pour continuer à faire croire que Jean-Luc Mélenchon "porte le plus haut l'écologie politique", et place la finitude de la planète au cœur de son programme, il faut être humoriste, ou propagandiste zélé de la "France (dite) insoumise". (…) Faut-il rappeler que Mélenchon souhaite une croissance à 2% ? Or la croissance c'est toujours la guerre, l'épuisement des ressources, la famine et la misère. La relance de la consommation implique toujours un rapport consumériste au monde dont il est urgent de se détacher. Mais citons plutôt le "non-productiviste" chef des insoumis lui-même : "Merveille de l'esprit humain quand il est libre ! Quand il n'est arrêté par aucun préjugé, aucun dogme, qu'il calcule, qu'il pense, la seule langue qui soit universelle, au bout du bout : la Science". "Vous ne savez pas, vous autres les Français, que vous êtes le deuxième peuple du monde, pour ce qui est de la contribution personnelle à la conquête spatiale, par le biais de vos impôts. Vous savez qu'on a observé les exoplanètes (…). La vie humaine ça ne vaut pas les horizons que l'on va essayer de franchir". (…) Et l'écologiste Mélenchon de rappeler qu' "un immense territoire inoccupé est disponible. Il contient 85% des hydrocarbures et des ressources minières. C'est la mer". Autre morceau de bravoure : "Condorcet paraissait si étrange quand il imaginait ce jour où l'humanité éclairée par la science vaincrait la mort. Ce sera peut-être plus vite fait que nous ne pouvons l'imaginer".
Jean-Luc Mélenchon réclame toujours plus de développements mortifères, déshumanisants et destructeurs de ressources et de modes de vie : "accélérer activement la couverture du pays en Très Haut Débit", "renforcer la prééminence française dans le virtuel", "anticiper les transformations numériques du travail et de la production en lançant un plan pour l'industrie 4.0 associant les salariés" (ouf on respire). Electrosensibles, artisans rétrogrades, conservateurs arriérés, tenez vous bien : le technoprogressisme est en marche. (…). Avec Jean-Luc Mélenchon pour ami, l'écologie politique n'a pas besoin d'ennemis.

Michel Poulard
Finistère

Pixabay

Panneaux photovoltaïques

Suite à votre brève "Faut-il couvrir le territoire d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques ?" (*Silence* n°457 p.18), un exemple pertinent : en Nord Pas de Calais, juste en remplaçant les surfaces bâties par des panneaux photovoltaïques, en silicium, posés au sol, on produirait en un an plus d'électricité que la centrale nucléaire de Gravelines (avec ses 6 réacteurs) durant la même période.

Alain Vaillant
Nord

Travailler moins, un témoignage

Vos [articles] sur "travailler moins" (…) me poussent à raconter ma propre expérience. Ayant fait toute ma carrière dans l'audio-visuel public, j'ai obtenu de travailler à temps partiel de 1985 à 2010 (…). De 1985 à 1991 j'étais à 70%, ce qui me donnait de nombreux après-midi libres. De 1992 à 1999, j'ai obtenu de travailler à mi-temps une semaine sur deux, afin de développer en parallèle une activité dans le spectacle vivant. Ce furent les années les plus épanouissantes de ma carrière, exerçant d'un côté un vrai métier, où j'étais planifié de la même façon que mes collègues à plein temps (…), et poursuivant de l'autre une recherche artistique totalement libre. Ayant de plus quelques implications syndicales, je développai toute une réflexion sur le temps partiel qui, quand il est choisi, est un précurseur utile à la réduction autoritaire et généralisée de la durée de travail. (…)
A taux égal, par exemple 50%, selon la qualité de ce temps libéré, on peut vivre l'Enfer, comme les caissières de supermarché, dont le salaire horaire est par ailleurs au minimum, ou le Paradis, en exerçant une semaine sur deux avec un salaire de technicien qualifié. (…)

Sur les postes activés 365 jours par an, j'avais inventé le 7/7, soit 7 jours d'activité suivis de 7 jours de temps libéré. Cela correspond à un temps partiel à 80% dont la RTT est incluse dans le roulement (7x8h = 56h = 80% de 70h = 2x35h). Les intéressé·es n'auraient eu qu'un mercredi sur deux, pour partager ce privilège avec les collègues, mais, en prime, toute la semaine dans sa totalité, tout en créant sans aucun frais, à 4, un cinquième poste à 80% en CDI, le tout planifiable sans s'arracher les cheveux. (…) Je perçus l'intérêt de la Direction et de collègues en fin de carrière, mais me heurtai aux hurlements de la CGT. Le 7/7 ne fut jamais mis en pratique, malgré son confort salarial et la haute qualité de son temps libéré.

Jean Monestier
Pyrénées-Orientales

Courrier

La Suisse sort du nucléaire, vraiment ?

BLS208

Centrale nucléaire de Beznau

Le 21 mai 2017, le peuple suisse a accepté en votation la "stratégie énergétique 2050" qui marque une avancée certaine dans le processus de transition énergétique indispensable pour préserver le climat et notre planète. Mais là où le bât blesse, c'est que le résultat de cette votation soit annoncé sans aucune réserve comme une concrétisation d'une sortie du nucléaire de la Suisse alors que c'est loin d'être le cas.
En effet, au chapitre de l'atome rien n'a changé dans la position de notre gouvernement : "Pas de construction de nouvelles centrales nucléaires (disposition déjà en vigueur dès mars 2013) alors que les centrales existantes continueront à fonctionner tant qu'elles sont sûres ! Rappelons que les centrales de Tchernobyl et de Fukushima étaient considérées comme étant sûres 5 minutes avant l'accident !
Force est de constater que tant pour nos autorités que pour l'opinion publique, le fait de s'engager à ne pas construire de nouvelles centrales signifie renoncer en soi à l'énergie nucléaire en zappant le fait qu'aucune date de sortie n'est prévue pour celles en activité qui peuvent être exploitées à perpète tant qu'elles sont sûres, c'est-à-dire jusqu'à l'accident ?
Or, en matière de sûreté on ne peut pas considérer que nos vieilles chaudières soient des championnes, à l'instar de la centrale de Beznau, qui cumule 48 ans d'activité et 925 micro-fissures sur la cuve de son réacteur. Elle détient la palme du record mondial de longévité en matière d'exploitation nucléaire ! A l'arrêt depuis 2015, son exploitant a demandé l'autorisation de redémarrer, arguant qu'elle pourrait encore tenir le coup jusqu'en 2030. Elle aurait alors 60 ans !
Nous voilà donc en pleine ambiguïté : la Suisse prétend sortir du nucléaire alors qu'elle tente une expérience de gériatrie nucléaire des plus périlleuses !
La Suisse sort du nucléaire. Mon œil !

Anne-Cécile Reimann
Suisse
www.contratom.ch

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.
Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **La mobilité en questions,** *Michel Bierlaire, Vincent Kaufmann, Patrick Rérat, éd. Presses polytechniques et universitaires romandes, 2017, 2010 p., 24,90 €.* La mobilité est omniprésente dans nos vies quotidiennes. Sa croissance et sa régulation posent des questions politiques et sociétales. Types de questions : faut-il construire plus de routes pour limiter les embouteillages ? Quel est le prix d'une minute gagnée dans nos déplacements ? La densité urbaine permet-elle, ou non de favoriser la mobilité ? Toutes sortes d'études scientifiques, y compris par les mathématiques pures, sont conviées à leur résolution. Les résultats contredisent souvent le bon sens élémentaire. Une démarche très originale qui prend à contrepied les idées dominantes.

■ **Contes des sages artisans,** *Pascal Fauliot, Patrick Fischmann, éd. Seuil, 2017, 232 p., 19 €.* Un très joli livre, relié toilé, aux pages illustrées de frises à l'ancienne. Comme une petite bible de l'artisanat mondial. Les auteurs, à la fois poètes, conteurs, musiciens nous invitent à pénétrer dans l'atelier des tailleurs de pierre, maçons, luthiers, forgerons, orfèvres, vanniers et à approcher le secret de leur art à la lumière d'histoires édifiantes issues des traditions orales.

■ **La France est morte, vive la France. Pour une deuxième révolution française,** *Karim Mahmoud-Vintam, éd. Marie B., 2017, 296 p., 16,90 €.* Un état des lieux très complet de la situation actuelle de la France, une sympathie pour le mouvement black-blanc-beur et un engagement chrétien prônant la réconciliation entre nous et avec nous-même. L'écriture est alerte. Le sous-titre de l'ouvrage, résolument militant, s'adresse aux "démocrates-révolutionnaires". Fondateur du mouvement d'éducation populaire des Cités d'Or, l'auteur semble être plus modéré et moins radical dans l'action sur le terrain. Quand il travaillait au cabinet du maire de Lyon, il a été la cheville ouvrière des dialogues en Humanité.

■ **Après le capitalisme. Essai d'écologie politique,** *Pierre Madelin, éd. écosociété, 2017, 150 p., 17 €.* Comment s'émanciper de cette servitude volontaire où consommation et capitalisme riment avec destruction des conditions de vie sur terre ? Pour rompre avec l'imaginaire de domination rationnelle du monde qui a été celui des idéologies dominantes du 20e siècle, l'auteur convoque l'écologie politique libertaire, s'attardant particulièrement sur 2 questions : celle des échelles et celle de la souveraineté populaire.

■ **La désobéissance civile,** *Henry David Thoreau, éd. Gallmeister, 2017, 45 p. 3 €.* De la dizaine de traductions, celle de Jacques Mailhos serait, selon Oliver Gallmeister, la plus fidèle au texte original. C'est l'enseignante et libraire Elizabeth Palmer Peabody qui publia ce libelle, en mai 1849. Sur les tablettes du citoyen agissant, Henry David Thoreau avait inscrit "le droit à la révolution" ainsi que "le refus de prêter allégeance à un gouvernement injuste et tyrannique". Ce bréviaire de l'insurrection des consciences continue d'inspirer de nombreux mouvements non violents.

■ **Le FN et la société française. L'extrême droite banalisée,** *André Koulberg, éd. Utopia, 2017, 206 p., 10 €.* Quel est le véritable ADN de ce parti qui se prétend respectable ? Il est nécessaire de revenir à ses sources et à celles de ses groupuscules associés pour s'apercevoir qu'aujourd'hui comme hier l'obsession ethnique structure sa pensée, son imaginaire, ses pratiques, ses orientations autoritaires et sa volonté d'instituer des discriminations partout.

B . D .

■ **Quitter Paris,** *Mademoiselle Caroline, éd. Delcourt, 2017 [2012], 160 p. 19 €.* Illustratrice parisienne, l'autrice déménage dans un chalet savoyard. Un sacré changement. Récit comparant les avantages de la ville et ceux de la campagne. A la fin, c'est la campagne qui gagne !

Essais

Homo detritus.
Critique de la société du déchet

Baptiste Monsaingeon

"Nos déchets éparpillés jusqu'aux confins du globe sont devenus les marqueurs de cette période où Homo sapiens s'est érigé en force géologique, au point d'avoir provoqué le passage dans une nouvelle ère : l'Anthropocène (disons, poubellocène)." Concentrations de CO_2, résidus radioactifs, plastiglomérats enfouis dans la terre, éparpillés sur les océans, dispersés dans l'atmosphère en milliards de particules invisibles ou errant en orbite dans l'exosphère... comment s'en débarrasser ? Ce livre raconte la façon dont certain·es ont cru pouvoir sauver la planète en rationalisant la façon dont nous traitions nos déchets grâce au verdissement stratégique, à la biodégradation (apparente) des plastiques, au recyclage (imparfait), à l'illusion de l'économie circulaire. En contrepoint, l'auteur fait état de nombreuses expériences écocitoyennes de partage et de redistribution : des freegans, aux lombritravailleurs, des zadistes, aux nouveaux chiffonniers. MD

Ed. Seuil, 2017, 208 p., 19 €

Aucun respect pour les vaches sacrées
Entretiens avec Marie-Claude Deffarge et Gordian Troeller

Marie-Claude Deffarge (1924-1984) et Gordian Troeller (1917-2003) ont réalisé — au départ pour la télévision allemande — des reportages sur des questions sociales dans de nombreux pays du monde. Après leur rencontre avec François Partant, le couple a réalisé des films autour de la question du "progrès" et du "développement", des films qui annonçaient déjà, bien avant l'époque, la crise actuelle du productivisme. Ensuite, une série de films traite de la condition des femmes, une autre de celles des enfants. Ce livre présente un entretien réalisé en 1981, qui explique leur démarche (comprendre sans juger) et leurs réflexions sur ce que Marie-Claude et Gordian ont pu observer entre élites menteuses et victimes partiellement lucides. Instructif. FV

Ed. A plus d'un titre, coll. La Ligne d'Horizon, 2017, 90 p. 12 €

Manifeste animaliste.
Politiser la cause animale

Corine Pelluchon

Trois parties composent ce livre clair, engagé et modéré à la fois. D'abord les enjeux de la cause animale, laquelle rejoint celle de l'humanité, car les traitements impitoyables envers les animaux nous dégradent et procèdent d'un système qui détruit notre planète. Ensuite, la nécessaire politisation de cette cause, au sens où nous cohabitons avec les animaux avec des intérêts souvent divergents. Cette communauté de fait doit nous conduire à intégrer nos besoins et les leurs dans toutes nos actions. Sans pour autant tomber dans les amalgames : l'asymétrie entre nous n'est pas contestable, il n'y a aucun sens à penser en termes d'égalité de statut ou de traitement. Enfin, l'animalisme s'inscrivant dans le sens de l'histoire comme la lutte anti-esclavagiste en son temps, une stratégie de propositions concrètes, limitées, mais susceptibles de faire consensus, pour se mettre en mouvement vers l'objectif final à terme : l'abolitionnisme, la fin de l'exploitation des animaux. DG

Ed. Alma éditeur, 2016, 109 p., 10 €

Tu seras une femme !
Anne-Cécile Mailfert

Ce "guide féministe pour ma nièce et ses ami·e·s" a le mérite de présenter avec une très grande clarté de nombreux problèmes liés à la domination masculine et au sexisme dans notre société (de la culture du viol au publisexisme en passant par le harcèlement sur internet), et pourquoi le combat féministe est si important. Sans remettre en question les logiques capitalistes liées au monde de l'entreprise ou encore le monde numérique, cet essai facile à lire constitue une intéressante porte d'entrée pour entreprendre une réflexion sur le sujet. A compléter avec Nous sommes tous des féministes de Chimamanda Ngozi Adichie pour avoir une vision moins "blanche"' de la question. GG

Ed. Les petits matins, 2017, 112 p., 9,9 €

S'engager dans une Amap
Françoise Vernet, Marie-Noëlle Himbert, Cecilia Pepper

Débuter son potager en permaculture
Nelly Pons, Pome Bernos

Méditer puis agir
Youki Vattier, Lisa Zordan

Montessori à la maison, 0-3 ans
Nathalie Petit, Virginie Maillard

Les éditions *Actes Sud* se sont associées à la revue *Kaizen* pour lancer une collection de livres intitulée "Je passe à l'acte". Ces ouvrages sont extrêmement accessibles et pédagogiques et aident en effet le lecteur à faire ses premiers pas dans chacun des domaines concernés. La colonne vertébrale est la même à chaque fois : Pourquoi —S'entourer —S'équiper —Se lancer —Tenir bon —Et après ? — Pour en savoir plus. Ils sont abondamment illustrés. Un accompagnement en beauté pour les personnes désireuses d'amorcer un changement de leurs pratiques quotidiennes. GG

Ed. Actes Sud/Kaizen, 2017, 64 p., 8 €

Chère brigande
(Lettre à Marion du Faouët)

Michèle Lesbre

Cette correspondance avec la bandite des grands chemins, pendue le 5 août 1755 à Quimper, Michèle Lesbre l'entama après avoir repéré, lors d'une soirée d'anniversaire, une autre Marion à la crinière rousse, qu'elle revit sans domicile fixe sur un trottoir parisien.
L'auteure se remémore ses propres révoltes et utopies. Elle dresse un parallèle entre les injustices générées par le monstrueux système économique, aujourd'hui comme sous Louis XV. Son ode à la belle redresseuse de torts, qui dépouilla les accapareurs pour redistribuer le butin aux démuni-es, n'est rien moins qu'éblouissante. RH

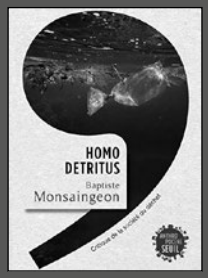
Ed. Sabine Wespieser, 2017, 80 p. 12 €

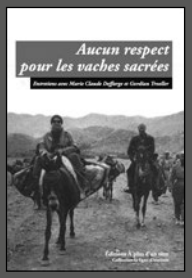
La société écologique et ses ennemis.
Pour une histoire alternative de l'émancipation

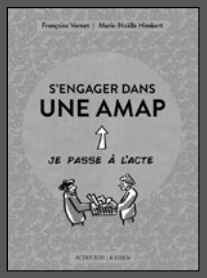
Serge Audier

Si l'écologie trouve ses principaux ennemis du côté du capitalisme, elle en a aussi au sein de la gauche socialiste et républicaine, depuis les débuts et jusqu'à aujourd'hui. Pour cette gauche, il s'agit toujours de disqualifier les 'amis de la nature' en tant que réactionnaires romantiques et/ou adversaires du progrès social. Pourtant, dans la galaxie des pensées socialistes utopiques, anarchistes et libertaires, les thèmes écologistes ont été très tôt présents. Serge Audier entreprend de les mettre en lumière. On découvre ainsi tout au long de l'ouvrage, volumineux, mais clair et bien organisé, quantité de riches réflexions trop souvent marginalisées. Élisée Reclus, Auguste Blanqui, Flora Tristan, John Muir, Proudhon, William Morris et bien d'autres ont analysé les menaces sur la planète, les liens entre impérialisme et massacres des humains et des animaux, les problèmes des villes modernes ou la nécessité de changer le rapport au travail. Très intéressant. DG

Ed. La Découverte, 2017, 742 p., 27 €







LE LIVRE DU MOIS

24/7. Le capitalisme à l'assaut du sommeil

Jonathan Crary

24/7 désigne le fonctionnement ininterrompu, nuit et jour et 7 jours sur 7, d'un nombre croissant d'activités économiques, commerciales, mais aussi sociales et privées. Il semblerait que les temps de sommeil se réduisent pour les humains du 21e siècle, de moins en moins capables de résister, même la nuit, aux sollicitations de leurs appareils connectés. Jonathan Crary montre comment le capitalisme s'attaque au sommeil, ultime limite à la production et à la consommation. Il réhabilite le sommeil et le rêve (dont il conteste une lecture freudienne étriquée) en tant que source de régénération des forces nécessaires à l'action politique, temps libre et fécond. Un essai riche de références tirées de la philosophie, mais aussi de la littérature ou du cinéma, accessible et stimulant. Alors bonne lecture et bonnes nuits ! DG

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Grégoire Chamayou, Ed. La Découverte, 2016, 140 p., 8 € (1re parution en français en 2014 aux Editions Zones).

Le navigateur obsolète

Virgile Stark

Virgile Stark (pseudonyme d'un bibliothécaire) décortique, dans un style brillant, les méfaits d'internet, "le système de contrôle et d'assuétude le plus achevé". Irrémédiablement séduits par la Circé mécanique, qui s'est emparée progressivement de notre être, "nous nous vautrons dans l'illusion de l'omniscience et de l'omnipotence". L'usage compulsif du web ubiquitaire atrophie notre autonomie et nous précipite vers notre obsolescence, alors que cette toxine électronique insuffle une volupté de l'infini. Comment se dépêtrer de ce système tentaculaire ? En nourrissant "la flamme incorrompue de la pensée rebelle ! " RH

Ed. Les Belles Lettres, 2016, 145 p. 15,50 €

Romans

Negra solidad

Ramon Diaz Eterovic

A Santiago, au Chili, un avocat est assassiné dans son bureau. Il préparait une action en justice contre une compagnie minière qui pollue l'eau d'un village. Heredia, son ami, détective privé, mène l'enquête… Entre les dialogues avec son chat Simenon et la préparation de son mariage avec la commissaire Doris, nous découvrons l'influence des grandes industries qui se protègent des lois sur l'environnement, l'indulgence des autorités, la corruption et quand nécessaire le recours au milieu du banditisme. Un polar plein de propos désabusés et de rebondissements. FV

Traduction Bertille Hausberg, éd. Métaillé, 2017, 352 p. 20 €

Les recycleurs

Michel Hutt, préface de Jean-Claude Mensch

Ce roman d'anticipation "de l'après-crise" fait suite à la publication en 2015 du Cri du Colibri, (même édition, préface de P. Rabhi, présenté dans le n° 442 de *Silence* avec une double page consacrée aux engagements de l'auteur en transition). L'Europe se trouve à un stade nouveau qui mêle les acquis technologiques et les réflexions amorcées par les communes en transition (comme Ungersheim) à toute une imagerie Moyen-Ageuse avec ses confréries professionnelles, son mode de vie fruste, ses éclats de joie... Avant la vie était compliquée constate Léa. Aujourd'hui, je ne connais personne qui déprime ! On est déjà contents quand on a de quoi manger. — Y a du vrai, concède le colporteur, faut dire que maintenant on ne s'occupe plus que des choses essentielles. Sans sombrer dans la béatitude rousseauiste, cette histoire de famille truffée de rebondissements et riche de réflexions tant sur la vie privée que sur la société en général, nous réjouit par sa tonicité. MD

Ed. Yves Michel, 2017, 302 p., 14,80 €

B.D.

Egaux sans ego

Collectif

L'association bretonne *Egalité dans l'éducation* a animé des ateliers dans plusieurs lycées et collèges de la région pour faire émerger des histoires de sexisme en milieu scolaire. Cela a permis la réalisation de cinq histoires présentées ici en BD : la question de la jupe, le sport entre compétition et participation, les dangers des réseaux sociaux, le choix des métiers futurs, la violence dans les rapports de genre. Un ouvrage à laisser traîner entre les mains de tous les ados. FV

Ed. Locus Solus, 2015, 64 p. 9,50 €

Le retour

Bruno Duhamel

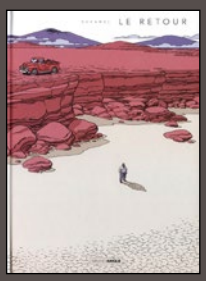
Cristobal, célèbre artiste contemporain est de retour sur son île volcanique. Il entre en guerre contre les projets de complexes touristiques et propose de miser plutôt sur l'art pour développer un tourisme plus doux. Sa mort dans un accident de voiture semble suspecte. Alors qu'un policier enquête, de nombreux retours en arrière nous permettent de comprendre sa vie, ses œuvres artistiques et sa propre dérive dans le luxe. L'utilisation de dominante de couleur permet de suivre aisément trois périodes : son enfance, sa vie d'artiste et l'enquête policière. Le dessin magnifie les paysages de ces îles et les sculptures imaginaires. Un livre parfaitement réussi, car il pose de nombreuses questions, parmi lesquelles : quelle la force de l'Art ? Celle de l'argent ? Peut-on s'opposer au tourisme de masse actuel ? MB

Ed. Bamboo, coll. Grand angle, 2017, 92 p. 19 €

Bleu pétrole

Gwénola Morizur et Fanny Montgermont

Le 16 mars 1978, le pétrolier Amoco Cadiz s'échoue au large du Finistère. 220000 tonnes de pétrole sont déversées dans l'océan et polluent 400 km de côtes. Sous forme romancée, la scénariste raconte l'histoire de son grand-père, alors maire de la commune de Portsall, la première touchée. Cet agriculteur va fédérer les élus pour attaquer aux Etats-Unis la firme pétrolière responsable de la catastrophe. Avec bonheur, l'histoire restitue l'ambiance familiale avec une fille qui s'implique dans la lutte, alors que son frère, parti en coopération en Afrique,



choisit de rester loin des siens. Un cahier photographique en fin d'ouvrage permet de voir qui étaient les personnages réels. C'est psychologiquement très juste et très joliment mis en dessins. MB

Ed. Bamboo, coll. Grand-Angle, 2017, 90 p. 18 €

Beaux livres

Compostelle, paroles de pèlerins

Céline Anaya Gautier

L'autrice, photographe, a réalisé six fois le chemin français de Compostelle (en partant de Saint-Jean-Pied-de-Port)… 5000 km à pied. Ses photographies, pleines de douceurs et parfois d'humour, permettent de visualiser le trajet. Entre ses photos, elle a glissé des réflexions de marcheu·ses de différentes nationalités. Le texte est à chaque fois dans la langue d'origine et en français. Si tous associent la marche à la recherche de spiritualité, peu d'entre eux font aujourd'hui référence à une religion. La marche ouvre à la méditation et à la rencontre avec les autres, mais aussi avec soi-même. Elle permet de découvrir l'infinie variété de la nature… même si certains tronçons sont trop près des routes. Une incitation à voyager en mode doux. FV

Ed. Flammarion, 2017, 220 p. 30 €

Jeunes

Tous.
La biodiversité sur Terre

Nicolas Davies, Emily Sutton

Dès 4 ans. Cet album présente de manière simple et directe la richesse de la biodiversité animale et végétale sur notre belle planète, à travers le regard d'une petite fille. De l'éléphant au microbe en passant par les déserts et les fonds marins, on est amené à s'émerveiller d'une si grande variété, dont l'album montre qu'elle est mise à mal par la civilisation industrielle. Un appel coloré à prendre soin de notre écosystème. GG

Ed. des Eléphants, traduction Ilona Meyer, 2017, 40 p., 15 €

Manon dit toujours Non

Helena Noguerra, Thierry Dardanello, Sophie Bouxom

Dès 5 ans. Manon a le caractère bien affirmé. Elle sait surtout ce qu'elle n'aime pas et ne veut pas. Ce dont elle est sûre, c'est qu'elle n'a pas envie d'être traitée comme une princesse ou une sirène. Elle est plus intéressée par les fusées que par les fées. Manon dit souvent non, mais ses "non" lui permettent de s'affirmer et de refuser de se laisser enfermer dans les clichés que la société veut lui coller. Une chronique joyeusement antisexiste de la vie quotidienne. GG

Ed. Actes Sud junior, 2017, 44 p., 14,5 €

Fleur de Bambou
Les larmes du grand esprit

Richard Marazano et Cat Zaza

Quand les bambous fleurissent, c'est qu'ils vont mourir. Pour en semer d'autres, une fouine et un panda roux partent à la recherche de graines dans la forêt primordiale. Ils vont être accompagnés par le plus grand ennemi de la nature : la fille des hommes. Ce conte féérique pose un certain nombre de questions sur le rapport de l'humain avec la nature à travers une histoire en bandes dessinées qui se termine par la découverte de la bienveillance et de la coopération. FV

Ed. Rue de Sèvres, 2017, 52 p. 12 €

Films

Retour à Forbach

Régis Sauder

C'est l'histoire du réalisateur Régis Sauder qui revient dans sa ville natale victime de la fermeture des Houillères du Bassin de Lorraine. Il donne la parole à ses ancien·nes camarades pour la plupart issu·es des différentes vagues de travailleurs venus de pays européens voisins puis d'Afrique du Nord. Ceux et celles qui sont resté·es survivent dans une ville sinistrée aux maisons qui se fissurent et aux magasins abandonnés. Il amène le spectateur à s'interroger sur la montée du FN. CB (Catherine Bibard)

Documentaire, Docks 66, 2017, 1 h 18

Jeux

Jeu de 7 familles des femmes remarquables

Ce jeu de 7 familles permet de faire découvrir 42 femmes remarquables, qu'elles soient compositrices, écrivaines, inventrices, scientifiques ou encore pionnières. Saviez-vous par exemple que le langage informatique a été inventé par Ada Lovelace, et la scie circulaire par Tabitha Babbitt, au 19e siècle ? De petits quiz permettent au passage de tester ses connaissances. L'esthétique est élégante et léchée. Créé par l'association si/si, les femmes existent. GG

12 €, www.sisilesfemmes.fr

Nous avons également reçu… 2/2

■ **Rapport sur la torture,** *Sid Jacobson et Ernie Colon, éd. Delcourt, 2017, 144 p. 15,50 €.* Adaptation en BD d'un rapport sénatorial des Etats-Unis sur la torture qui a été pratiquée par la CIA en Irak après les attentats du 11 septembre 2001. Déjà à lire en texte, c'est abominable, à voir en BD, c'est insupportable.

■ **Cultiver le bonheur pour les nuls,** *Caroline de Surany et Lilla, éd. Delcourt et First, 2017, 96 p. 17 €.* Le livre regorge de méthodes dans tous les domaines pour développer au mieux son bonheur : activités, relations humaines, rêve, médecines douces… Plus texte que BD.

Roman

■ **Traque verte. Les dernières heures d'un journaliste en Inde : roman d'investigation,** *Lionel Astruc, postface de Vandana Shiva, éd. Actes Sud, 2017, 158 p., 16 €.* Cet ouvrage a pour théâtre les régions tribales de l'Inde, dont le Bastar, territoire du Chhattisgarh aujourd'hui en guerre. Le récit des derniers jours de Hem Chandra Pandey, journaliste assassiné permet de comprendre l'ampleur de la traque qui avait pour vocation d'exproprier les aborigènes des terres qu'ils cultivaient pour que l'industrie puisse extraire les matières premières du sol. 5646 personnes sont mortes et des dizaines de milliers d'autres ont été chassées. Plus qu'un roman, il s'agit de la reconstitution d'un événement historique qui s'est déroulé en juillet 2010. Cette affaire a été ignorée des médias.

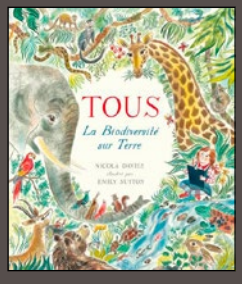
Jeunesse

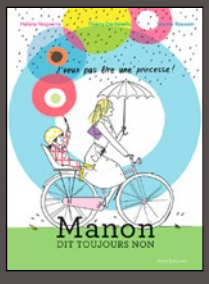
■ **La carotte et le bâton,** *Delphine Pessin, éd. Talents hauts, coll. Eco, 2017, 192 p., 8 €.* "C'est l'histoire d'une fille comme vous, elle a 14 ans, elle s'appelle Emilie." Son plus gros problème est qu'elle est rousse, genre "poil de carotte"... Elle nous raconte ses malheurs à l'école et les malentendus qui en résultent au sein de la famille. Une famille qui l'aime et l'aidera à passer le cap difficile.

■ **Monsieur ours veut qu'on le laisse tranquille,** *In-Kyung Noh, adaptation Laura Serres-Girardi, Rue du Monde, 2017, 72 p., 18 €. Dès 4 ans.* L'histoire d'un père – ou d'un enfant – qui aimerait un peu de solitude et de tranquillité !

■ **Un yéti dans ma classe,** *Sophie Carquain, Gwenaëlle Doumont, éd. Talents Hauts, 2017, 48 p., 7 €. Dès 7 ans.* Lorsqu'un yéti arrive dans la classe de Raymond, ce nouveau venu est victime des préjugés de ses camarades : il "pue" et les yétis sont réputés pour manger les enfants. Cette histoire raconte comment les choses vont changer.

■ **Miss Terre, contes et chansons autour des éléments naturels et Le chemin de l'eau, balade contée en rimes et chansons,** *2 CD de Thierry Ki ? accompagnés des textes, d'une durée de 55 min pour le 1er et 41 min le 2e.* Miss Terre nous transporte dans un monde imaginaire né d'un nuage, des vagues et des rochers. Les chemins de l'eau nous parlent des animaux : oiseaux, insectes, grenouilles et poissons. Ces contes, histoires et chansons sont tirés d'un spectacle pour jeune public donné dans les écoles, centres de loisirs, bibliothèques, festivals. Commande sur le site : www.thierryki.com.





Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

Quoi de neuf ?

Marguerite Descamps

Marguerite s'en est allée au paradis des fleurs le samedi 27 mai à l'âge de 93 ans. Elle avait été l'une des fidèles de l'expédition de Silence durant de nombreuses années et jusqu'au tournant des années 2010. Cette croix-roussienne avait commencé à militer durant la Résistance dans les imprimeries clandestines lyonnaises, et n'avait pas cessé d'être active dans les réseaux de femmes, de santé, d'écologie. On lui tire bien bas notre révérence.

Renouvellement de l'équipe

Suite à notre assemblée générale du 17 juin 2017, Francis Levasseur devient un nouvel administrateur aux côtés d'Eric Cazin, qui reste trésorier et représentant de *Silence* auprès du *Réseau Sortir du nucléaire* et des *Ateliers* (la structure associative qui gère nos locaux), et de Pascal Antonanzas, qui assure la liaison avec les *Ami·es de Silence.* Gaëlle Ronsin du comité de rédaction devient notre nouvelle directrice de publication.
Monique Douillet anime depuis un an le relai local de *Silence* à Lyon, notamment autour d'une activité de ciné-club. Nadège Tromeur, ancienne administratrice l'a rejointe.
Un comité de développement a vu le jour aux côtés des salarié·es avec Jean-Jacques Devic, Maud Ingarao et un nouveau bénévole, Michel Bernard.

Tenir un stand de la revue *Silence*, quelle bonne idée !

Vous lisez *Silence* depuis longtemps ou depuis 5 minutes, vous partagez les valeurs de l'écologie, des alternatives, de la non violence, du féminisme, etc., vous cherchez un engagement ponctuel et souhaitez soutenir la revue et les médias alternatifs, alors vous pouvez aider Silence.

A la rentrée, *Silence* a besoin de bénévoles pour tenir une table de presse, sur quelques événements parisiens : *Alternatiba* (fin septembre), *Festival du livre et de la presse d'écologie* (novembre), …

Si l'idée vous intéresse prenez contact avec Olivier Chamarande au 04 78 39 55 33 ou olivier.chamarande@revuesilence.net

35e Foire bio à Semur-en-Auxois

L'association organisatrice reverse les recettes de la restauration à une association aux valeurs proches. *Silence* recevra le résultat de ces ventes. Les informations sur cette foire sont en encart page 26 (Agenda).

Silence, c'est vous aussi…

Venez nous voir les 21 et 22 septembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 19 et 20 octobre, 16 et 17 novembre, 14 et 15 décembre…**

Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h30** les mercredis **4 octobre** (pour le n° de novembre), **31 octobre** (pour le n° de décembre), **29 novembre** (pour le n° de janvier)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat…), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es… en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

> **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
> **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
> **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
> **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
> **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 29, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
> **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
> **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
> **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83.
> **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
> **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Aelys Mabru, 9, rue Malnoue, 77120 Marolles-en-Brie, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires

Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com

L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr

Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdunucleaire.org

La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

Silence est membre de la Coordination permanente des médias libres. www.medias-libres.org

452 451 450 449

Commandes

Numéros disponibles

☐ 422 Décolonisons nos luttes
☐ 426 D'autres formes de democratie
☐ 428 La forêt brûle
☐ 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
☐ 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
☐ 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
☐ 433 Renverser nos manières de penser
☐ 434 Militer en beauté
☐ 435 Sauver le climat par le bas
☐ 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
☐ 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
☐ 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
☐ 442 Océans, l'urgence méconnue
☐ 444 Coopératives, question de taille
☐ 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
☐ 448 Tout le monde en selle !
☐ 449 Vivre avec la forêt
☐ 450 Genre et éducation alternative
☐ 451 Handicaps : conquérir son autonomie
☐ 453 Travailler moins, et si on essayait ?
☐ 454 Créer des lieux alternatifs
☐ 455 Pour des élections moins primaires !
☐ 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
☐ 457 Le chant des luttes
☐ 459 Vers une école sans écrans ?

Numéros régionaux

☐ 419 Picardie
☐ 430 Corse
☐ 436 La Réunion
☐ 441 Aude et Pyrénées-Orientales
☐ 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
☐ 452 Champagne-Ardennes
☐ 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) : _____

Affiche

☐ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €**
Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Livres

☐ **L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €***
A l'occasion de ses 30 ans, la revue *S!lence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

☐ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €****
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devien- dra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

☐ **Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €*****
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

*Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.*

Je m'abonne à S!lence

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1er abonnement, 6 n°	20 €	27 €
Particulier 1 an, 11 n°	46 €	55 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60 €	68 €
Soutien 1 an, 11 n°	60 € et +	60 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	74 €	85 €
Petit budget 1 an, 11 n°	32 €	39 €
5 abonnements Découverte offerts *+ votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)*	100 €	*Nous contacter*
Groupés à la même adresse		
par 3 ex. 1 an, (3x11 n°)	115 €	
par 5 ex. 1 an, (5x11 n°)	173 €	

Abonnement en ligne : **www.revuesilence.net**

Vos coordonnées

(Merci d'écrire en majuscules)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

❍ Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA *(Autorisation de prélèvement)*

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐ ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

☐ ..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

_____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Rencontres de *l'Atelier Paysan*

L'Atelier Paysan est un collectif de paysan·nes, de salarié·es et de structures du développement agricole, réunis au sein d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Il forme et informe sur l'autoconstruction et la réappropriation des savoirs paysans. Partant du principe que la technique est un enjeu de pouvoir, et que les paysan·nes sont les mieux placé·es pour répondre de manière pertinente aux défis du développement agricole, c'est autours des outils agricoles que se structure le collectif.

Les rencontres annuelles de l'Atelier Paysan se sont déroulées les 28, 29 et 30 avril 2017 dans la Drôme, à la ferme des Volonteux (Beaumont-lès-Valence). Retours en photos.

Pour plus d'informations : *Rhône-Alpes : L'Atelier Paysan, ZA des papeteries, 38140 Renage - 04 76 65 85 98 - contact@latelierpaysan.org . Antenne Grand-Ouest : Ferme de Quimerc'h, Route de Quimperlé, 29380 Bannalec - 06.51.45.13.77 - v.bratzlawsky@latelierpaysan.org*

Toutes les photos : Axel PC